La dessus, cours magistra d'économie politique assené par le professeur Gorby comme quoi c'était la province, un vrai trou perdu, la Lituanie, avant que les Sov l'arrachent au quart-monde pour en faire un pays développe ! Ça, c'est colossal, parce qu'enfin jusqu'à l'annexion, les pays baites et scandinaves, question niveau de vie, c'était du parei au même. Alors que mainte nant, pardon !...

Et l'ouvrier qui l'interrompt - non, se culot ! - pour lui demander s'il savan combien de Lituaniens étaient mons en Siberie dans les années 40 Qu'est-ce qu'il avait pas dit la l Il a vu rouge, le maître du Kremlin : Suffit. Si de tels slogans circulent en Lituanie, elle peut s'ettendre à des temps très difficiles. Menaçant avec ca ! Hors de lui : je veux plus parler avec toi, compris. Et à sa fernme qui essayait d'en placer une : Tais- toi \ Ah I mais I

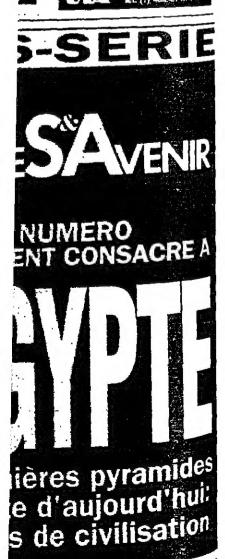
BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 janvier

Pause

Au lendemain du mouvement de 1 reprise observé sue Vivienne, au terme duquel l'indice CAC-40 ; progressé de 1.14 %. l'heure étant la pause. Les valeurs reculerer modérément et réagissaient peu ; la forte chute de la Bourse de Tokyo. Le CAC-40 perdan 0,128 cm de modérément le soite forte de la Bourse de Tokyo. Le CAC-40 perdan 0,128 cm de marinée. Les pius fortes de marinée. en fin de matinée. Les pius fones hausses étalent emmenées par le Club Méditerranée (+ 4 7). Gaz et Eack (+3.6%) et Loabil (+3%). En baisse, on notal le Groupe Victoire (-4.8%) (ap Gémini (-2.8%) et Drouot Asse-rances (-2.5%).





PARTOUT 25

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE Nº 13986 - 6 F

DIMANCHE 14 JANVIER - LUNDI 15 JANVIER 1990

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

financer ceux de RDA

Pour éviter une épreuve de force avec l'opposition lors de

la prochaine réunion de la table ronde, lundi 15 janvier, le pre-

mier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, a renoncé ven-

dredi 12 à son projet de créer de nouveaux services de rensei-

gnement. Autre concession ; la direction du Parti communiste

(SED) a autorisé les partis de RDA à recourir à des soutiens

financiers ouest-allemands en vue des élections du 6 mai.

Les conséquences de l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est

L'armée exerce « provisoirement » le pouvoir à Timisoara | Les partis de RFA pourront Le PC roumain est mis «hors la loi» Le bateau ivre

A Roumanie, décidé-Lment, est un cas particulier parmi les « dominos » socialistes qui se sont effondrés tout au long des derniers mois de 1989. Dernière à s'être mise en mouvement - mais c'est bien compréhensible vu la terreur que faisait régner le régime de Ceausescu, — elle ast aussi la première à déclarer le Parti communiste « hors la loi ». C'est en tout cas ce qu'a annoncé, vendredi soir 12 janvier, sous la pression de la foule, M. lon Iliescu, président du Conseil du Front de salut national (CFSN) et lui-même ancien dignitaire du parti avant d'être écarté par Ceausescu. Cette annonce ainsi que le promesse d'organiser un réfé-rendum le 28 janvier prochain sur le rétablissement éventuel de la paine de mort sont inter-



Lire page 4 l'article de SYLVIE KAUFFMANN

page 16

page 18

page 7

page 8

veau très instable à Bucarest, samedi 13 janvier après que les dirigeants du Conseil du Front de salut nationi (CFSN) eurent cédé aux exigences de manifestants surexcités en annonicant, vendredi soir, la mise hors la loi du Parti communiste et l'organisation d'un référendum sur le rétablissement de la peine de mort, mettant ainsi en évidence la faiblesse de leur autorité. A Timisoara, une manifestation a entraîné la démission du CFSN local, et l'armée a annoncé samedi qu'elle exercerait désormais « provisoirement» le pouvoir. A lasi, l'armée aurait aussi pris les

de l'année

après celui de Tokyo

La hausse des prix de gros américains

Remaniement en Egypte

M. Maurov ne veut cas dramatiser

Musiciens en sous-sol

Des militaires désenchantés

Le président Moubarak limoge

le ministre de l'intérieur

l'absence de synthèse

a provoqué un fort recul de Wall Street,

et la crainte de la stabilisation des taux d'intérêt

La préparation du congrès du PS

Le plan de revalorisation de la condition militaire,

Les musiciens du métro parisien mécontents

face à la réglementation prévue par la RATP

∡ Grand Jury RTL-le Monde ¤

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat

invité dimanche à partir de 18 h 30

tel qu'il vient d'être annoncé, ne suscite aucun enthousiasme

auprès du premier ministre, chargé de l'action humanitaire,

Le sommaire complet se trouve page 18

Air France-UTA: une nationalisation libérale

de notre envoyé spécial

Pour favoriser l'égalité des

chances en vue des élections

législatives, le Parti communiste de RDA (SED) a décide de per-

mettre aux formations politiques ouest-allemandes d'apporter leur

soutien à leurs homologues est-

allemandes. L'opposition en

RDA et des responsables ouest-

allemands s'étaient en effet

élevés contre la disproportion des

moyens dont disposent le SED,

La France se dote d'une grande compagnie aérienne pour affronter la déréglementation européenne

Le rachat par Air France à la d'Air Inter par cette dernière société Chargeurs SA du contrôle d'UTA (qui lui donne également le contrôle d'Air Inter) dote la France d'un groupe aérien unique, à l'instar de nombreux pays européens. Cette opération, annoncée ven-dredi 12 janvier en fin d'aprèsmidi, s'est déroulée au plus haut niveau des deux sociétés, sons la houlette du gouvernement fran-

çais, qui exprime sa satisfaction. La France de l'aviation civile rentre dans le rang européen. Dans un délai assez rapproché, elle ne comptera plus qu'une seule compagnie aérienne, Air France, même si, pour des rai-sons commerciales ou d'opportunité, telle ou telle marque -comme Air-Inter - subsiste. C'est la fin de ce que l'on a appelé le «Yalta aérien» français qui, en 1963, avait partagé le monde entre Air France et UTA et réservé la métropole à Air Inter. La vente d'UTA à Air France, qui entraîne ipso facto la prise de contrôle majoritaire

société, permet à la compagnie nationale de réaliser son rêve de devenir les ailes de la France, au même titre qu'Alitalia règne sur la péninsule italienne et Lufthansa en RFA. Une façon de se renforcer pour affronter la concurrence vigoureuse qui règne sur l'Atlantique et dans le Pacifique, et qui devrait se lever en 1993 dans la Communauté européenne.

Le maître mot qui a inspiré la politique aéronautique de tous les gouvernements, de droite comme de gauche, depnis quarante ans est : . Pas de concurrence franco-française ». Les accords de 1963 avaient découpé la planète de telle sorte que les trois grandes compagnies françaises s'épaulent, se complètent, mais ne se combattent jamais. Les vois d'UTA en provenance de Tahiti s'arrêtaient à Los Angeles, où Air France commençait les siens vers l'Europe. Air Inter régnait sans partage dans

l'Hexagone et en Corse.

Ce principe avait été écorné sous l'influence des idées libérales et de la poussée d'UTA et d'Air Inter, qui souhaitaient se développer en dehors des terri-toires où elles étaient enfermées. C'est ainsi que, en 1987, Air France et UTA reçurent l'autorisation de desservir conjointe-ment Tahiti et San-Francisco, et qu'Air Inter et Air France s'autorisèrent réciproquement en 1989 à créer des vois sur leurs domaines respectifs.

d'une part, et les nouvelles for-

Les partis d'Allemagne fédé-

rale n'avaient cependant pas

attendu cette décision pour se

montrer actifs dans l'autre Etat

allemand. Au grand complet,

avec quatre ministres fédéraux à

leur tête, les députés du groupe parlementaire de la CSU bava-

roise au Bundestag avaient fait

irruption vendredi 12 janvier à

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 3

Leipzig pour tenir session.

mations, d'autre part.

Tontefois le principe de nonconcurrence demeurait. Il ne pouvait cependant rester très longtemps en l'état. La déréglementation avait fait naître aux Etats-Unis des colosses comme American et United, dont les flottes dépassent les cinq cents avions, à côté desquelles Air France (cent treize avions) ou Lufthansa (cent trente-deux avions) apparaissaient comme

> ALAIN FAUJAS Lire la suite page 14

QUE le CFSN sit cédé en quelques heures en dit eucoup de membres du Conseil ont bien conscience de n'être pas représentatifs d'un peuple qui n'a pratiquement is pu s'exprimer démocra tiquement pendant toute son histoire. Ces démocrates de la vingt-cinquième heure - nous ne parlons pas des authentiques opposants membres du CFSN mais n'y jouant qu'un rôle de figuration - ont cédé devant quelques milliers de manifes tants, car ils ne contrôlent encore aucun levier de commande dans un pays qui a litté-

venues à la suite d'une journée

de folie qui aurait dû en principe

âtre consacrée à rendre hom-mage à la mémoire des victimes de la révolution roumaine. Très

vite, les manifestants - dont le

nombre n'a jamais été supérieur

à qualques milliers - ont estonné des slogans anti-

membres du CFSN récemment convertis à la démocratie et dont plusieurs entretiennent

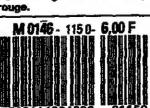
des liens notoires avec Moscou lls ont ensuite récismé le réta-

blissement de la peine de mort,

qui avait été abolie au lende-main de l'exécution du couple

ralement implosé. Pas même sans doute l'armée, qui reste la seule force du pays après le démantèlement de la Securitate et qui pourrait bien être tentée demain de jouer les arbitres sinon de prendre les choses en main. Ne vient-elle pas déjà de le faire - mais, en principe, c'est provisoire - à Timisoara, où les instances locales du CFSN ont été contraintes de démissionner, trop de leurs membres ayant été compromis avec le régime précédent ?

C'EST pourquoi il faut vaccueillir avec prudence la mise « hors la loi » d'un parti qui a compté 3,8 millions de membres, soit un adulte sur certes par la nécessité de survivre plus que par la conviction. Mais la décision ayant été prise dans un moment de panique, il serait étonnant que le parti « hors la loi » ne renaisse pas un jour de ses cendres sous une autre appellation. L'affaire, en tout cas, doit beaucoup inquié-ter Moscou : c'est maintenant un bateau ivre qui dérive dans l'ancien glacis de l'empire



L'Euphrate de la discorde

Les trois pays riverains se disputent l'utilisation du fleuve alors que la Turquie veut couper l'eau pendant un mois

de notre envoyée spéciale

La sermeture des eaux de l'Euphrate est une mesure sans précédent dans le monde. Aucun usage ni aucun traité internationol ne permet à un pays de disposer totalement des eaux d'un fleuve, et la partie turque aurait dû tenir compte de ce fait dans la construction du barrage ou le remplir petit à petit. » Ministre syrien de l'irrigation, M. Abdel Rahman Madani, un ingénieur civil, ne cache pas son mécontentement devant la décision des autorités turques de retenir, pour

Atatürk.

Annoncée le 6 décembre et présentée par Ankara comme une nécessité technique, ce qui laisse sceptiques les experts, cette décision ne fait pas l'affaire de la Syrie et de l'Irak, les deux pays concernés en aval, qui ont protesté, en vain, Bagdad essayant, pour sa part, sans succès, de faire réduire à quinze jours cette mesure.

Le partage des caux de l'Enphrate, sans accord international tripartite, est, depuis de nombreuses années, un objet de litige entre les trois pays, qui un mois à partir du samedi s'accusent mutuellement 13 janvier, les eaux de d'arrière-pensées politiques l'Euphrate afin de permettre la quant à l'utilisation des caux.

mise en eau du grand barrage Dans le cas présent, le gouvernement turc a entrepris une campagne d'explication auprès de certains pays arabes, dont la presse avait violemment critiqué l'attitude d'Ankara, accusé d'utiliser l'eau comme un moyen de pression politique sur ses voisins syriens et irakiens. Il affirme avoir respecté ses engagements en délivrant, depuis un mois, un minimum de 750 mètres enbes/seconde d'eau, qui ont atteint 1 000 mètres cubes en raison des neiges, au lieu des 500 prévus par un accord signé avec Damas en 1987, afin que la Syrie et l'Irak puissent faire des

> FRANÇOISE CHIPAUX Lire la suite page 5

Le Monde

A partir du 15 janvier, nos services commerciaux et nos services de gestion s'installent dans leurs nouveaux locaux.

Immemble SIRIUS 11, rue Jean-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Téléphone standard (1) 49-60-30-00 Relations abonnés (1)49-60-32-90 Service à domicile

(1)49-60-34-70

Télécopieur: (1)49-60-30-10 Telex: 261 311 F MONDSIR



A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Marco, 6 dr.; Turniels, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autricha, 20 ach.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,96 \$; Antilies/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 180 pes.; G-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.; Intende, 90 p.; Italia, 2,000 L.; Libye, 0,400 DL; Lucembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 336 F CFA; Suèda, 14 cs.; Suèse, 1,80 fl.; USA (NY), 1,50 \$; USA (orbers), 2 S.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620 000 F Principeux associés de la société : Société civile

Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprise

M= Geneviève Beuve-Méry

M. André Fontaine, gérant,

Le Monde

PUBLICITE

, rue de Monttessuy, 75007 PARIS 18 : (1) 45-55-91-82 eu 45-55-91-71 Tilex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article tauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-89-61

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDS ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 507 69 75422 PARIS CEDEX 69 Tél.: (1) 42-47-98-72

7, 116

399 F

70 F

1m 1300F 1300F 1900F 2650F

ÉTRANGER:

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné de votre réglement à l'adresse ci-dessus

ou pur MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE:

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Sungeneuts d'adresse définités ou provi ères : nos abonnés sont invités à furme r leur demande deux semaines aven et déport. Joindre la dernêtre banda d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYE: PARIS RP

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Nom:

Prénom:

Adresse:

Locaus.

Pays:

Code postal: _

1 20

SHF

972 F

THE PLANT

365 F

PAYS

cteurs du Monde »,

. --

Il y a quarante-cinq ans

La nationalisation de Renault

E 16 janvier 1945, le général de Gaulle signait une ordon-nance portant nationalisa-tion des usines Renault. Fait excep-Exposé des motifs » relevant plus d'attendus de jugement que d'intro-duction à un texte législatif. Cette nationalisation intervenait pour sanctionner Louis Renault, qui avait a mis ses usines à la disposition de la puissance occupante ». Une affir-mation que les juges démentiront quand, le 30 avril 1949, ils décideront le classement pur et simple de la procédure entamée dès la Libé-

Le 24 juin 1940, dix jours après la cinute de Paris, les occupants décident la saisie provisoire de Renault dont « les ateliers et bureaux à Paris-Billancourt et les stocks s'y trouvant sont réservés aux autorités militaires ». La saisie définitive sera prononcée le 1 « septembre par une ordomance signée du major Holzbauer. Entre-temps, le 24 juin, trois commissaires allemands int de Daimler-Benz se seront installés à Billancourt. L'un d'entre eux, le prince von Urach, y restera durant les années d'occupation.

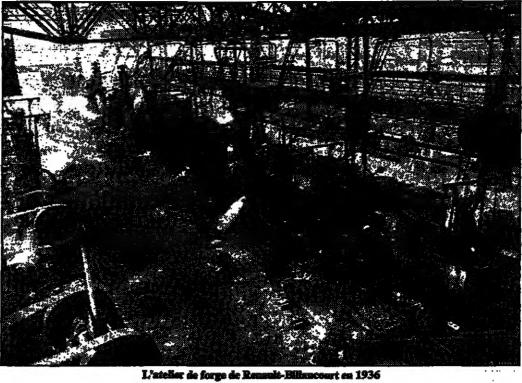
Dès le début de juillet, la question est posée. Faut-il rouvrir les usines ?
Oui, répond le général Weygand à
François Lehideux, alors administrateur délégué de Rensult. Oui, dit le président du

conseil municipal de Paris, Jean Chiappe, qui passe immédiatement une commande fictive de camions. Oui, exige l'Humanité clandes-tine du 24 juillet, qui conseille aux ouvriers de « prendre tout de suite les mesures nécessaires pour faire fonctionner les entreprises en désignant un comité de direction parmi le personnel de chacune d'elles » et, « devant la carence et le mauvais vouloir évident des capitalistes », affirme qu'ils « ont le devoir d'agir, de procéder à l'ouverture des usines et de les faire fonctionner ».

« Remettre la France au travail », tel est donc le vœu unanime. Mais ouvrir une usine, remetre en marche ses machines, n'est-ce pas produire pour l'occupant, donc renforcer son industrie de guerre? Le 23 juillet 1940, Louis Renault est à Bil-lancourt. Il revient des Etats-Unis où Paul

Reynaud, chef du gouvernement, l'avait cavoyé pour « exposer aux industriels amé-ricains la technique française de fabrication des chars B1 et SOMUA». Quelques jours après son arrivée, Louis Renault est reçu par le général Zuckertort, représentant le com-mandant supérieur de l'armée d'occupation. ment : les usines Renault devront réparer certains types de chars, et « ces réparations devront être faites dans toutes les parties suivant les règles de l'art et avec la plus grande célérité dans vos ateliers et sous la responsabilité de votre direction ». Et Louis Renault accepte. Rapidement, il se rendra compte de son imprudence et, laissant à sea proches collaborateurs le soin de résondre ce délicat problème, il se retirera pour un temps dans son domaine d'Herqueville. En définitive, un compromis sera trouvé. Il consistera en la cession à l'armée allemande de deux ateliers situés à l'extérieur des usines.

En septembre 1940, Billancourt est en mesure de reprendre ses activités. Louis Renault, assisté de son directeur général, René de Peyrecave, établit un programme de fabrication : camions, voitures de tourisme, tracteurs agricoles, pièces de rechange, machines-outils, moteurs Diesel, moteurs d'automotrices, nouvelle carrosserie standard. Il insiste particulièrement sur les pro-blèmes de motoculture « afin d'éviter que l'Allemagne ne submerge l'agriculture francaise ». En somme, un programme de paix. Or, pour les occupants, les objectifs sont dif-férents : tous les produits fabriqués par Bil-lancourt seront destinés à l'armée allemande, cependant que sera interdite la fabrication de nitures de tourisme et ajournée *sine die* celle de tracteurs agricoles. « Et, devaient décla-rer les juges en 1949, pendant que la société Renault se voyait refuser toute fabrication de véhicules de tourisme et contrainte à fabriquer des véhicules qui désorganisaient ses chaînes de montage, d'autres construc-teurs plus favorisés poursuivaient leur fabri-cation: Citroën 11 CV, Peugeot 202, Simca.



C'est contre cette situation défavorable que ne cessèrent de s'élever les dirigeants de la Société anonyme des usines Renault. Aucune protestation n'aboutit à un résul-

Ainsi, malgré les protestations de la direc-tion, malgré de nombreux actes de sabotage, Renault, comme la plupart des entrepris françaises, travaillera pour l'Allemagne, et des camions Renault assureront des transports de troupes vers le front russe. Pourtant, ce n'est pas cet argument qui sera invoqué par les Alliés pour justifier les bombardeents, mais cet autre, erroné, que « Renault fabrique des tanks ».

Ouatre attaques contre Billancourt

Durant les années de guerre, les forces aériennes alliées menèrent quatre attaques sur les usines Renault de Billancourt, le 3 mars 1942, le 4 avril 1943 et les 3 et 15 septembre 1943. Le premier bombardement qui allait ouvrir l'ère de la destruction de nombreux sites industriels français ne fut pas décidé sans de nombreuses discussions dans les milieux politiques et militaires bri-tamiques. Ce fut le cabinet de guerre présidé par Winston Churchill qui, le 2 février 1942, prit la décision. Pour les autres attaques, l'initiative appartint au commandement allié.

Le 3 mars 1942, la première attaque est menée par la Royal Air Force, à basse alti-tude. Les trois autres attaques sont le fait de l'American Air Force à hante altitude. Si l'attaque du 3 mars 1942 fut la plus meurtrière, il n'en reste pas moins que, pour l'ensemble des raids, on comptera i 059 tués et 1 049 blessés.

Les pertes matérielles furent loin d'attein-dre de manière décisive le potentiel industriel de l'entreprise. En effet, 10 % aculement du parc-machines avaient été détruits et 7 % des bâtiments atteints structurellement. Après le bombardement du 3 mars, la direction s'interrogea pour savoir s'il fallait ou non reconstruire l'usine. Sa réponse, rapportée par René de Pryrecave, fut affirmative, parce qu'elle « s'estimalt responsable du parsonnel, du matériel et d'une marque qui a contribué au renom de la France à l'étran-ger », et qu'elle « craignait d'être dépossédée au profit d'usines actives ». Cette décision fut confirmée par une demande allemande du 14 mars, transmise par le secrétaire d'Etat à la production industrielle. Au lendemain du deuxième bombardement, la même réponse fut donnée sur l'injonction de Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy. Dès le mois suivant les attaques, la production pouvait reprendre, à faible cadence.

Mais qui était ce Louis Renault qui n'allait pas tarder à servir de cible aux mouvements de résistance? Né le 12 février 1877 dans une famille de fabricants de boutons et de négociants en tissus, il avait manifesté dès

études et une inclination affirmée pour tout ce qui passionnait alors la jeunesse : la vapeur, l'électricité, l'aérostation et les auto-mobiles, appelées alors « voitures sans chevaux ». Durant son année de service militaire, conscient des insuffisances de la locomotion automobile, il avait inventé un système de boîte de vitesses et de transmis-sion appelé « prise directe ». En octobre 1898, il avait construit dans un atelier de fortune de Billancourt une voiturette dotée de son innovation. Ses frères Fernand et Marcel décidèrent de constituer une société. Renault frères, qui ne tarda pas à drainer une clientèle que les succès remportés en compétition par a jenne marque motivaient. Après la mort de Marcel en 1903, puis celle de Fernand en 1909, Louis Renault demeura seul à la tête d'une entreprise qui, en 1913, se trouva pro-puisée au deuxième rang, derrière Peugeot.

Alors, Louis Renault fut distingué par ses pairs et devint président de la Chambre syn-dicale de l'automobile. Dès le début de la première guerre mondiale, il devint animateur et maître d'œuvre dans la reconversion des usines d'automobiles de la région parisienne en usines d'armement. Ses taxis, construits depuis 1905, restèrent dans l'Histoire sous le plus grand titre de gloire fut la conception et la réalisation du char léger FT 17, qui contribua à la victoire de 1918.

Après la guerre, Louis Renault modifia la raison sociale de sa société, qui devint la Société anonyme des usines Renault (SAUR). En quelques années, elle se muta en un véritable trust, dont la doctrine reposait sur doux concepts : intégration verticale des fabrications et des ventes, diversification des produits. Surmontant les crises, notamment celle de 1929, remodelant son organisation, le groupe Renault prit place en 1939 parmi les premières entreprises industrielles fran-

« Justice contre les traîtres »

Au succès technique et commercial n'a jamais correspondu cependant le succès social. Depuis son origine, l'entreprise du faire face à une opposition ouvrière qui, inorganisée d'abord, se fortifia peu à peu. La mémoire collective a conservé des dates sym-boles: 1905, 1913 (grève du chronomé-ties) et 1926. trage), 1936 (occupation des usines) et 1938 (évacuation de Biliancourt par les forces de police). Même si Louis Renault avait secondé efficacement le ministre socialiste Albert Thomas lors de l'instauration des délégués ouvriers en 1917 et élaboré une véritable «charte sociale», il n'en demeurait pas moins que, pour les militants syndicalistes, Billancourt était un « bagne » et Louis Renault un « saigneur ».

Le 22 août 1944, les journaux clandestins paraissent au grand jour dans Paris qui se

avec André PASSERON

et Robert SOLE (le Monde)
Dominique PENNEQUIN

libère. Dès son premier numéro, l'Humanité exige « justice contre les traitres et profiteurs de la traitson », et évoque le « cas des usines Renault », dont les dirigeants « devront payer pour les centaines d'innocents tués dans les bombardements, (...) pour les ouvriers livrés

L'hallali a sonné. Le 1" septem-bre, un mandat d'amener est délivié contre Louis Renault, qui se réfugie dans une propriété du Perche. Réné de Peyrecave tente de le sauver. Le ministre de l'intérieur, Adries Tixier, auquel il s'adresse, répond - La vague communiste est en train de déferier. Peut-ètre est-ce une injustice de sacrifier Louis Rena mais... pour sa sécurité personnelle peut-être est-il prudent de le sous-traire à la vindicte populaire. Le 22 septembre, sur le conseil de ses avocats, Louis Renault se présente chez le juge. Le lendemain, il est inculpé de *commerce avec l'ennemi* - et écroné à la prison de Fresnes en même temps que René

Alors âgé de sozzante-sept ans; Louis Renault était en mauvais état physique. Il souffrait de troubles urinaires. Atteint d'aphasie, il ne

urmaires. Atteint d'aphasie, il ac pouvait s'exprimer qu'avec difficulté. Moralement, il était à la limite du désespoir. Pour un bomme qui avait depuis si longtemps entretenu des rapports privilégiés avec les hommes politiques les plus influents, qui avait vécu dans des conditions matérielles luxueuses, se trouver soudain dans un milieu qu'il n'avait pu imaginer était une épreuve difficilement supportable. Des coups his furent-ils portés, comme sa famille et ses proches l'ont avancé? Aucune preuve probante n'a pu ni le confirmer ni l'infirmer. Il mourut le 24 octobre 1944, à la clinique Saint-Jean-de-Dieu.

Ayec les arrestations de Louis Renault et de René de Peyrecave, l'usine se trouve pride Rene de Peyrecave, l'anne se trouve privée de ses deux plus importants dirigeants. La relève ne peut être assurée que par des directeurs dont l'autorité est amoindrie. N'ont-ils pas été impliqués à des titres divers dans toutes les décisions prises durant l'Occupation? Quant aux quarante-luit actionnaires qui ne représentent que 0,28 % du capital social, ils sont dans l'impossibilité de se réunir valablement.

Pour mettre fin à une situation dangereuse pour l'entreprise, le conseil des ministres pro-nonce, le 27 septembre 1944, la « réquisitios en usage des usines Renault » et, le 5 octo-bre, nomme un résistant, Pierre Lefaucheux,

La mort de Louis Renault allait éteindre La mort de Louis Renault allait éteindre l'action judiciaire entamée contre lui. Les conséquences juridiques qui en résultaient, selon le Parisien libéré, « sont donc que les usines Renault ne peuvent plus être confisquées et qu'elles doivent normalement faire produit que le les doivent normalement faire personne que le les doivent normalement faire ques et qu'ettes aovent normaiement jaire retour aux héritiers ». Cette solution ne peut être acceptée par la nation, disent les résistants. Et le gouvernement suit. Le 15 novembre, il décide la confiscation. « Le gouvernement, écrit Combat, a porté un jugement moral qui est sans aucun recours. » La nationalisation qui surviendra ne sera donc pas la conséquence d'un internet pass de la resisca. conséquence d'un jugement, mais de la raison

Non prévue an programme du Conseil ational de la Résistance, la nationalisation de Renault, décidée au sommet de l'Etat, ne constitue pas une mesure de politique indus-trielle, mais une mesure politique. Il s'agis-sait de punir un industriel dont la culpabilité restait à démontrer. Un industriel isolé, donc

vulnérable, et qui, en fait, sera la seule vio-time marquante de l'épuration économique.

Mais dans les conditions de l'époque, quand le général de Gaulle devait asseoir son autorité et contenir à la fois les exigences pla-nistes et les sureachères communistes, la nationalisation demeurait la seule solution. Une solution que, dans son for intérieur, il pensait provisoire. Certes, Renault devait durant quelques décennies devenir un moteur économique et social, il n'en demeure pas moins que la question était posée par le général lui-même, qui, le 12 novembre 1947, déclarait : « Il n' y a aucune espèce de raison pour que Renault reste perpétuellement nationalisée, du moment que Renault est mort. » nationalisation demeurait la seule solution.

GILBERT HATRY Président de la société d'histoire du groupe Renault

Le Monde

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 821 MANOS

Edité par la SARL le Monde Gérant : André Fontaine. directeur de la publication Anciens directeurs : es Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Rédecteur en chef : **Deniel Vernet** Corédecteur en chef : Claude Sales Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Telex MONDPAR 650572 F; "GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18h30

animé par Olivier MAZEROLLE en direct sur

Le proje M. Gorbatches

and 13 janvier, sa perencontre avec le en cette Republiqu sodu a Shauliai, un arangers et seuplés premment les ouvr iparation d'avions qu getien, a indiqué un menien. Le matin, le mit rencontre pen eris les dirigeants pe du PC de la Rep proclamation d'i 10 décembre. M. Viac sa direction prov

MOSCOU de notre correspo Cast avec un sception product aver bostil

utionalistes lituar gacili, vendredi 1: fanconce faite la v Wikhail Gorbatchev ate los sur les modalit ellRSS aliai: être se elat national. Les t कंडलाकाड वेप जा**०**एएटा बोल्याटा काः साम्रोधिको maires extrêmement of innative spectar rigant sevictique, das ke weekt qu'une mant .Cer. un mensong mile pes cher. je ne s pertent de lui ou si e pger Cest un mense

e gra maifs, notamen

tenden: Si norus adop ma ce serait recons ra fasors partie de Vitantes Lansbergis e du Sapadis, le m rendantiste lituanier im quelques beures marations de M. Gorbe har M Antanas Ter monsable de la Lig Sie de la Lituanie, u m independantista the melle fédération de G m demique à l'ancie we (... i. Le mur de . abi grace aux manife hu nous donnera pas bee, parce que la miendrait de toute lages des députés sovi la miconalistes liturat desorciais ouvert imorauques dans les le pour poursuivre le M. Linsbergis n'h letterer que la Lituani tidans le même cas qu e Europe de l'Est. De les les pays baites que forcatique est-curopée ce le plus d'écho an libita soviétique. L'élas er, bace depuis Moscon bent tel un boomen IRSS La Lituanie, la I fennic s'ouvrent ainsi Arisme Des formatio

toti dans d'autres Ré Un li

o qui avaient dispar

Mace ces derniers mois.

Des nationalistes inter

uon des République Moscou, en 1940,

Le mouvement d'ins Mitrait touché la ville a lise de Lenkoran (le / indreal Pour forcer la Harde al Azerbaldjan Ham-Karabakh semi ne et de nouveaux affire més sont signalés autou igion à majorité arménie un lieutenant des tro

Par ailleurs, le village & Manachid, à la fro hat Karabakh, a été att redi par des à cété att des Azers and de

Red d'autre

ETRANGER

URSS: le séjour de M. Gorbatchev en Lituanie

Le projet de débat sur la sécession des Républiques est vivement critiqué par les nationalistes

M. Gorbatchev devait terminer, samedi 13 janvier, sa visite en Lituanie par une rencontre avec las responsables du PC dans cette République. Vendredi, il s'était rendu à Shauliai, une ville interdite aux étrangers et peuplée surtout de Russes, notamment les ouvriers d'une usine de réparation d'avions qui lui ont exprimé leur soutien, a indiqué un porte-parole officiel lituanien, Le matin, le président soviétique avait rencontré pendant une heure et demie les dirigeants de la fraction minoritaire du PC de la République, qui refuse la proclamation d'indépendance du 20 décembre. M. Vladislav Schved, le chef de sa direction provisoire, s'est déclaré

peu après « sûr de l'appui de M. Gorbat-

Le Parti communiste majoritaire a critiqué pour se part, comme les autres mouvements lituaniens, la proposition de M. Gorbatchev d'organiser un débat sur modalités de sécession des Républiques : « Nous pourrions être intéressés, a dit son porte-parole, à condition que les pays baites scient démilitarisés, que l'on nous accorde l'indépendance économique à 100 % et que des élections libres soient organisées en Russie » (les députés de la République de Russie détiennent la majorité des sièges au Parlement soviétique).

La glasnost n'est pas tout à fait au rendez-vous à l'occasion du séjour litus-

Car la situation de la Lituanie

est tout à fait particulière. La fiè-

vre indépendantiste s'y explique en

grande partie par le fait que les

ns sont largement majori-

nien de M. Gorbatchev. A de rares exceptions près, les journaux de Moscou se sont contentés vendredi de reprendre sans commentaires les dépêches de l'agence Tass et ont publié tous la même photo du premier bain de foule du président soviétique à Vilnius. Ils ignoraient, de même que le journal télévisé de la mi-journée, sa proposition de préparer une loi sur l'accession des Républiques à l'indépendance.

Pour sa part, le Soviet suprême de Lettonie a voté vendredi une motion de soutien « à la marché résolue de la Lituanie vers l'indépendance », expriment « sa solidarité avec le peuple lituanien », a annoncé

> rasser du complexe du petit frère. - On ne pouvait mieux exprimer le ressentiment éprouvé pendant de nombreuses années par les peuples de l'URSS à l'égard du paternalisme du « grand frère ».

Bataille politique à Moscou

M. Gorbatchev est persuadé que l'on peut donner un second souffle à la fédération soviétique à condi-tion qu'elle s'établisse sur des fondements totalement nouveaux. Il l'a répêté avec force à Vilnius. En annonçant un débat national sur les modalités de sécession, le dirigeant soviétique a probablement voulu montrer que cette volonté de renouveau n'était pas un vain mot. Mais cela risque de crisper encore davantage le climat politique au sein du Parti communiste soviétique. Les conservateurs, nettement sur l'offensive à l'approche des élections locales, ne vont pas manquer de dénoncer les atteintes à l'unité du pays. Et ces cris d'alarme trouveront un écho certain parmi la population rasse, qui a toujours été éduquée dans un fort état d'esprit patriotique. Le natioalisme russe gagne d'ailleurs du

M. Gorbatchev devra done livrer une bataille politique extrêmement ardue, à son retour à Moscou, devant le comité central du PC soviétique. D'autant que les initiatives des communistes lituaniens obligent à accélérer le mouvement des réformes et sans doute à les radicaliser. Le dirigeant soviétique a indiqué que le plénum - élargi pour préparer le prochain congrès du Parti communiste soviétique, devrait se pencher sur l'organisa-tion du PC et notamment sur son fonctionnement centralisé. Il est question d'accorder beaucoup plus d'autonomie aux partis communistes des Républiques.

M. Gorbatchev était venu en Lituanie pour discater de l'indé-pendance du Parti communiste lituanien par rapport au Parti communiste soviétique. C'est de l'indépendance tout court dont il a été finalement question. Le débat s'est approfondi et élargi. Sons l'effet de « locomotive » lituanienne, l'Union soviétique en vient peu à peu à mettre en cause les fondements mêmes de son système. -(Intérim.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le PC libère la moitié de ses sièges

RDA: en cédant aux exigences de l'opposition

Le gouvernement de M. Modrow tente de désamorcer la crise

La rage de la population estallemande contre l'ancienne police de sécurité d'Etat a eu raison de l'obstination du gouvernement, décidé à créer avant les élections de nouveaux services de renseignements qui auraient absorbé une partie des 85 000 agents de l'ex-Stasi. En annonçant qu'il y renonçait vendredi 12 janvier, à l'issue des débats du Parlement sur l'action de son gouvernement, le premier ministre, M. Hans Modrow, a évité une épreuve de force que personne ne souhaitait réellement lors de la prochaine réunion de la table ronde, lundi 15 ianvier.

> BERLIN-EST de notre correspondant

Le refus du gouvernement de céder avait provoqué au Parlement lui-même une levée de boucliers de tous les partis de l'ancien Bloc national, encore associés aux communistes dans le gouvernement de coalition, mais qui prennent de plus en plus leurs distances à son égard. ampagne électorale oblige, les leaders de ces formations avaient menacé de quitter la coalition si M. Modrow maintenait sa position. L'incapacité - ou le refus - du procureur général adjoint de l'Etat et du président de la Cour suprême à répondre aux questions des députés sur les enquêtes en cours à propos des activités de l'ancienne Stasi avait provoqué pendant les débats un tumulte inhabituel sur les bancs des parlementaires, y compris communistes, qui ont décidé d'ouvrir une enquête disci-plinaire contre les deux hauts sonctionnaires. Le responsable de la dissolution de la Stasi a été lui aussi révoqué par le gouvernement, pour

Risques de tensions sociales

Cette affaire a mis en évidence les difficultés de tous ordres que rencontre la liquidation des structures de l'ancien ponvoir communiste. Le gouvernement renàcle à trancher, préférant le plus souvent une retraite en bon ordre pour essayer de ménager les susceptibi-lités. Mais il se beurte lui aussi à un mélange de mauvaise volonté et

d'incompétence. On ne change pas en un seul jour les habitudes d'une administration. Et les conséquences sont nombreuses.

La lenteur de la réaction du gouvernement dans cette dernière affaire a pour la première fois déclenché dans les entreprises des mouvements de grève spontanés. S'il s'agit aujourd'hui de refuser les conditions de reclassement des anciens agents de la Stasi, il s'agira demain d'autres choses. Personne n'ignore que les réformes à venir n'iront pas sans tensions sociales.

Deux tabous importants vien nent ainsi de sauter. Celui du refus de la société est-allemande de recourir à la grève - jusqu'ici on avait seulement parlé de menaces, et les quelques appels à des grèves générales lancés ici ou là avaient été vite enterrés. Celui aussi d'une révolution qui se passerait sagement hors des heures de travail. Ce deuxième tabou était, il est vrai, largement une fiction. Si l'on ne manifestait pas pendant les horaires de travail, l'abstentéisme et les pertes de productivité ont été considérables ces derniers mois. Ils expliquent pour une large part la perte de production industrielle de milliards de marks annoncée jeudi par M. Modrow pour les der-niers mois de l'année 1989.

Les étais d'âme de l'appareil d'Etat provoquent également de pombreux retards dans les décisions à prendre sur le plan économique. Le ministre des finances a annoncé vendredi une série de premières mesures visant à supprimer un certain nombre de subventions sur des produits de consommation, notamment dans le secteur vesti-mentaire. Le Parlement a, de son côté, modifié le Constitution pour permettre l'introduction de capitaux étrangers en RDA et la création d'entreprises mixtes avec une participation maximale de 49% pour les partenaires occidentaux. Mais d'autres mesures complémentaires indispensables, notamment pour la protection des investisse ments étrangers ou la levée des barrières administratives pour l'importation de toutes sortes d'équipements dont le pays a un besoin urgent, se sont toujours attendre. Le ministre ouestallemand des finances, M. Theo Waigel, président de la CSU bavaroise, qui était reçu vendredi par le premier ministre est-allemand à Berlin-Est, s'est fait l'écho des impatiences, à ce sujet, des inves-

HENRI DE BRESSON

Les partis de RFA pourront financer ceux de RDA

Suite de la première page

Quelques-uns, dont le porteparole du gouvernement fédéral, M. Johnny Klein, arboraient bien un discret costume bava-rois, mais dans l'ensemble la digne société, surtout reconnaissable à ses accents roulants, n'eut guère le loisir de trop fanfaronner.

Accueillis dans le grand hôtel de la ville par l'un des adjoints au maire, membre du Parti chrétien-démocrate de l'Est, les députés avaient bien prévu un

petit tour de viile, mais ils avaient préféré ne pas trop faire de battage autour de l'excursion et, au grand dépit des caméras de la télévision bavaroise, le fameux petit tour s'est passé dans l'indifférence générale de la « ville-héros » d'où étaient parties en septembre dernier les grandes manifestations contre le régime communiste.

Courtisés par toute une série d'émules locaux divisés en an moins trois groupuscules qui espèrent chacun la manne de Munich, les parlementaires bavarois n'étaient pas venus faire du prosélytisme. Venus pour s'informer, disaient-ils, ils ont rencontré des représentants de tous les partis et groupes politiques à l'exception des communistes et des sociaux-démocrates.

Premières grandes retrouvailles

Ces derniers tenaient assemblée ce week-end à Berlin-Est. Quarante ans après la fusion forcée à laquelle ils avaient été contraints par les communistes au sein du SED, les sociauxdémocrates de l'Est avaient annoncé la recréation de leur parti en septembre dernier. Leurs premières grandes retrouvailles se sont ouvertes vendredi soir sous l'œil attendri de nombreux parlementaires sociauxdémocrates de l'Ouest. • Nous sommes de nouveau là », s'est écréi au comble de l'émotion une vieille militante de Rostock, sous des applaudissements à tout

HENRI DE BRESSON

déhat national. Les principaux représentants du mouvement natio-nal lituanien ont multiplié les com-mentaires extrêmement sévères sur cette initiative spectaculaire du dirigeant soviétique, dans laquelle ils ne voient qu'une manœuvre dila-

« C'est un mensonge qui ne coute pas cher, je ne sais pas si vela vient de lui ou si on le lui a suggéré. C'est un mensonge pour les gens naïfs, notamment pour l'Occident. Si nous adoptons un tel projet, ce serait reconnaître que nous faisons partie de l'URSS. M. Vitautas Lansbergis, le prési dent du Sajudis, le mouvement indépendantiste lituanien, donnait

de notre correspondant

C'est avec un scepticisme mar-qué, presque avec hostilité, que les

nationalistes lituaniens ont

accueilli, vendredi 12 janvier. l'annonce faite la veille par

M. Mikhall Gorbatchev qu'un pro-jet de loi sur les modalités du droit à la sécession pour les Républiques de l'URSS allait être soumis à un

le ton quelques heures après les déclarations de M. Gorbatchev. Pour M. Antanas Terleiskas, le responsable de la Ligue de la liberté de la Lituanie, un mouvement indépendantiste radical, « la nouvelle fédération de Gorbatches sera identique à l'ancien empire russe (...). Le mur de Berlin est tombé grâce aux manifestants. La loi ne nous donnera pas l'indépendance, parce que la décision reviendrait de toute façon au Congrès des députés soviétiques.»

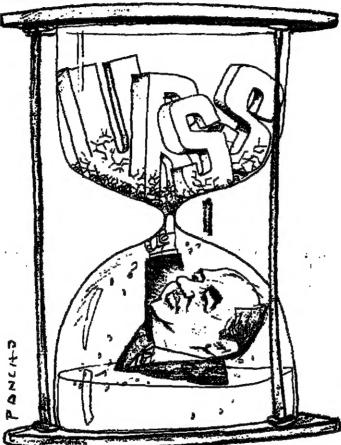
Les nationalistes lituaniens s'insrent désormais ouvertement de l'exemple des bouleversements démocratiques dans les pays de l'Est pour poursuivre leur action. Ainsi, M. Lansbergis n'hésitait pas à déclarer que la Lituanie se trou-vait dans le même cas que les pays de l'Europe de l'Est. De fait, c'est dans les pays baltes que la vague démocratique est-européenne a sus-cité le plus d'écho au sein de l'Union soviétique. L'élan réforma-teur, lancé depuis Moscou en 1985, revient, tel un boomerang, vers l'Estonie s'ouvrent ainsi au multipartisme. Des formations politiques qui avaient dispara lors de l'annexion des Républiques baltes par Moscou, en 1940, ont refait

Des nationalistes interrogés vendredi dans d'antres Républiques futur débat national proposé par le dirigeant soviétique sur les moda-lités de sécession. M. Gorbatchev taires (80 %) dans leur République et qu'elle ne sait partie de l'URSS, avec les deux autres veut « calmer les esprits, gagner du temps », estimait le nationaliste Républiques baltes, que depuis

M. Zviad Gamsakhourdia en Géor-

gie, où se développe de nouveau une vive agitation nationaliste, ana-

lysaient en termes identiques ce



géorgien. Un représentant du mou-vement national arménien considérait pour sa part qu'il fallait attendre de connaître ce fameux projet de loi pour pouvoir se prononcer et de loi pour pouvoir se pronoucer et qu'un débat national pouvait fort bien durer « vingt ou trente aus ». Un porto-parole du Front populaire de Moldavie déclarait pour sa part que la proposition de M. Mikhail Gorbatchev, tout en méritant d'être étudiée, n'intéressait pas de prime abord cette République du sud-ouest de l'URSS. « Nous avons beaucoup de problèmes inté-rieurs », ajoutait ce porte-parole, ajoutant que la question de la sécession n'était pas envisagée en

Reste à savoir si l'annonce d'un projet de loi sur les modalités de ession calmera les esprits ou si M. Gorbatchev vient d'ouvrir une nouvelle boîte de pandore. Le pouvoir soviétique a toujours recomm le droit à l'autodétermination, mais ce droit est resté hautement théori-que. Les Arménieus et les Géorgiens rappellent aujourd'hui, a qui veut les entendre, comment Lénine mit fin à la courte indépendance de leurs Républiques an début des

Un intellectuel lituanien a en jeudi, ces mots devant le chef de l'Etat soviétique: « Nous sommes, a-t-il dit, en train de nous débar-

Un lieutenant soviétique tué en Azerbaïdjan

Le mouvement d'insurrection qui avait touché la ville azerbaldja-naise de Lenkoran (le Monde du 12 janvier) pour forcer le Kremlin à rendre à l'Azerbaïdjan le contrôle du Haut-Karabakh semble s'étendre, et de nouveaux affrontements armés sont signalés autour de cette région à majorité arménienne.

Un lieutenant des troupes spéciales du ministère de l'intérieur est mort vendredi 12 janvier après avoir été blessé par balles dans le village d'Arkhoulou, près de Chaumian, a annoncé l'agence Tass.
Touché par un milicien azéri, il est
décédé dans un hôpital de Tbilissi
(Géorgie) où il avait été transporté. Une enquête judiciaire est

Par ailleurs, le village arménien de Manachid, à la frontière du Haut-Karabakh, a été attaqué vendredi par des Azéris armés de fusils d'assaut et portant des gilets pare-balles. Les troupes du minis-tère de l'intérieur ont repoussé l'attsque, et il y a eu des blessés de

Ce village se trouve à proximité de Chaumian, où les Arméniens de Chaumian, où les Arméniens dominent en territoire azéri. C'est là qu'il y a eu depuis mardi une série d'enlèvements. Les Azéris ont enlevés des Arméniens, qui out fait de même avec des Azéris. Des femmes et des enfants ont été libérés, mais une quarantaine de personnes au total étaient toujours détenues vendredi, selon Interfax, une publication de Radio-Moscou. Des renforts ont été envoyés sur place par hélicoptère.

Tass affirme aussi que les diri-geants du Front populaire local ont appelé à expulser tous les Armé-niens vivant encore à Bakon, la capitale azerbaïdjanaise, et à lan-cer une « marche sur le Haut-Karabakh ». L'agence rapporte également qu'à Lenkoran, où la radio a été occupée, de même que d'autres bâtiments officiels, « tout le pouvoir est passé aux mains du Front populaire » et que la situation s'aggrave aussi dans la ville proche de Jalilabad, qui s'était déjà insurgée en décembre dernier. (AFP, UPL.)

ment un rôle-clé dans la campagne. Les premières élections libres Il a expliqué qu'il apporterait son soutien à des candidats dans toutes depuis 1946 en Tchécoslovaquie auront lieu probablement le 8 juin. Les participants à la table ronde, ter en tant que parti.

qui regroupe les principaux mouve-ments polítiques du pays ont décidé vendredi 12 janvier que ce scrutin se déroulers à la proporapproprié pour respecter l'équili-bre des forces politiques dans la société ». Le nouveau projet de loi électorale sera soumis au Parle-

Ces élections législatives déterminerant la composition de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque et des Parlements régionaux des Républiques tchèque et slovaque. Aux termes de l'accord, les élections locales ne se tiendront que dans le courant du deuxième semestre de cette année.

Le mouvement d'opposition Forum civique a jouer apparemles circonscriptions, sans se présen-

« Une estimation réaliste »

Par ailleurs, le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a accepté, lors de la table ronde, de renoncer d'ici à la fin du mois de janvier à une centaine de sièges au Parlement, soit à peu près la moitié des sièges qu'il contrôle actuellement, « conformément à une estimation

aujourd'hui dans le pays ». Ces sièges « libérés » seront mis à la disposition des représentants du Forum civique dans les Républiques tchèque et slovaque. Cela per-

au Parlement avant les élections du 8 juin mettra au Parlement de voter et de mettre en œuvre rapidement une série de réformes politiques et économiques avant le mois de juin, notamment une législation autorisant la formation des partis politiques. - (Reuter, AFP.)

> 🛘 Début le 15 janvier des pour parlers sur le retrait des troupes soviétiques. – Les pourparlers sur soviétiques. — Les pourpariers sur le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie devraient commencer lundi à Prague, a annoncé, vendredi 12 janvier à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vadim Perfiliev. Cette question avait été soulevée par les noavelles autorités tchécoslovaques lors d'une réunion du pacte de Varsavie. d'une réunion du pacte de Varsovie à Moscou, le 4 décembre. Quelque 80 000 soldats soviétiques sont sta-tionnés en Tchécoslovaquie. —



ès son premier numero, té exige « justice contre

s et profiteurs de la trahiévoque le « cas des usines

. dont les dirigeants payer pour les centaines As tués dans les bombarde.

...) pour les ouvriers livres

ali a sonné. Le le septem

randat d'amener est délivré

ouis Renault, qui se réfugie propriété du Perche, René

cave tente de le sauver. Le

de l'intérieur. Adrien mquel il s'adresse, répond

que communiste est en train

rier. Peut-être est-ce une

e de sacrifier Louis Renauli.

your sa sécurité personnelle e est-il prudent de le sous-

la vindicte populaire. Le

embre, sur le conseil de ses

juge. Le lendemain, il est é de « commerce que

n' » et écroué à la prison de

s en même temps que René

s âgé de soixante-sept ans,

Renault était en mauvais état

ue. Il souffrait de troubles

es. Atteint d'aphasie, il ne

ner qu'avec difficulté. Mora-à la limite du désespoir. Pour

i avait depuis si longtemps rapports privilégiés avec les ques les plus influents, qui

35 des conditions matérielles rouver soudain dans un milieu

u imaginer était une épreuve

supportable. Des coups lui s, comme sa famille et ses pro-

cé? Aucune preuve probante sfirmer ni l'infirmer, il mourut 1944, à la clinique Saini-Jean-

restations de Louis Renault et

syrecave, l'usine se trouve pri-ux plus importants dirigeants.

peut être assurée que par des

ont l'autorité est amoindrie.

les décisions prises durant

? Quant aux quarante-buit jui ne représentent que 0.28 % rial, ils sont dans l'impossibilité

e fin à une situation dangereuse

rise, le conseil des ministres proeptembre 1944, is - requisition

usines Renault - et. le 5 octo-

in résistant. Pierre Lefauchem.

e Louis Renault allait éteindre

ciaire entamée contre lui Les

s juridiques qui en resultaient.

klen libéré, « sont donc que les

ult ne peuvent plus être confis-

elies doivent normalement jaire

eritiers -. Cette solution ne peut

e par la nation, disent les resis-

puvernement suit. Le 15 novem-

e in confiscation. . Le gouverne

Combat, a porte un jugement L'sans aucun recours. - La natio-

il surviendra ne sera done pas la

: d'un jugement, mais de la raison

rue au programme du Conseil

la Résistance, la nationalisation

décidée au sommet de l'Etat. ne

is une mesure de politique indus-

une mesure politique. Il s'agis-r un industriei dont la culpabilité

nontrer. Un industriel isole, done

et qui, en fait, sera la seule vic-

ns les conditions de l'époque, néral de Geulle devait asseoir son

contenir à la fois les exigences pla-

25 surenchères communistes. la ion demeurait la seule solution.

m que, dans son for inteneur. il wisoire. Certes. Renault derait

ques décesnies devenir un moteur

e et sociai, il n'en demeure pas

is question était posée par le gene ne, qui, le 12 novembre [947, e il n'y a aucure espète de raison

ante de l'épuration économique.

ar provisoire.

Louis Renault se présente



ROUMANIE: confronté à d'importantes manifestations anti-communistes

Le Conseil du Front de salut national déclare le PC «hors la loi»

L'atmosphère est à ce point chaotique et fragile à Bucarest qu'il a suffi, vendredi 12 janvier, d'une foule de quelques milliers de manifestants - au plus fort du rassemblement dans l'après-midi elle était estimée à trois mille personnes - pour faire céder le nouveau pouvoir.

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Au terme d'une journée où il fut traité tour à tour de . Gorbat-chev . (ce qui, dans ce contexte, n'est pas un compliment) et de - Ceausescu , le président du Conseil du Front de salut national (CFSN), M. Ion Iliescu, a nnoncé aux manifestants, depuis le balcon du ministère des affaires étrangères où siège le nouveau gouvernement, la mise hors la loi du parti communiste roumain « confisqué par la dicta-ture qui en avait fait l'instrument de la démagogie politique et du mensonge érigé en méthode de gouvernement contre le peuple ». M. Iliescu, aux côtés duquel se

trouvaient le premier ministre, M. Petre Roman, et M. Dumitru Mazilu, vice-président du CFSN, a également annoncé qu'un réfé-rendum serait organisé le 28 jan-vier sur le rétablissement de la peine de mort pour les « terroristes . une revendicatiion émise avec insistance par la foule qui réclamait des morts pour les morts », c'est-à-dire la peine capitale pour ceux qui ont tué. Le CFSN a donc été contraint de se déjuger sur ce point puisque ce sont ses propres dirigeants qui avaient aboli la peine de mort après l'exécution du couple Ceausescu. Enfin, les manifestants ont obtenu la promesse de la création d'une commission qui examinerait

toutes les plaintes et revendica-tions des citoyens. Soulagé de pouvoir donner quelque chose en pâture à la foule, M. Iliescu annonçait dans la foulée l'arresta-tion du troisième fils des Ceau-sescu, Valentin, et du chef de la garde personnelle du dictateur, en

promettant des procès publics. Tard dans la soirée, des groupes de dizaines de jeunes, très excités et encouragés par la présence des projecteurs de la télévision, parcouraient encore les grandes arières de Bucarest, dra-peaux en tête ou juchés par peanx en tête ou juchés par grappes sur des camions-bennes pris dans les chantiers, en criant « Nous sommes le peuple » et « A bas les communistes ». Cer-tains, passablement éméchés, avaient improvisé un contrôle avec fouille des voitures aux abords de la télévision, où un cor-don de soldats avait été placé afin d'empêcher les manifestants d'entrer. Une délégation de représentants de la foule - fut

Avant de céder aux exigences de la foule

Les dirigeants du CFSN avaient été conspués par des milliers de manifestants

Les trois principaux dirigeants du Conseil du Front de salut national (CFSN), MM. lon Hiescu, Dumitru Mazilu et Petre Roman, ont été conspués vendredi soir 12 janvier par des groupes de manifestants rassemblés place de la Victoire, dans le nord de Bucarest.

Pendant plus d'une heure, MM. Iliescu, Mazilu et Roman, grimpés sur un blindé devant le siège du CFSN, ont fait face à la foule de quelques milliers de personnes pendant que des groupes de manifestants scandaient : « A bas le communisme ! -. Sculs quelques soldats, chargés de la défense du siège du gouvernement, étaient présents sur la place et protégeaient les dirigeants roumains.

Dans l'après-midi, quelque dix mille personnes avaient manifesté place de la Victoire pour exiger que les communistes compromis avec l'ancien régime Ceausescu démissionnent des nouvelles instances dirigeantes du pays.

M. Iliescu a tenté de rassurer la foule en déclarant que • la seule tache du CFSN [était] d'assurer des élections libres », et que la future loi électorale serait soumise à un débat public.

Au lieu de rétablir le calme, les propos de M. Iliescu ont provoqué un regain d'agitation alors que la plus grande confusion commençait à s'instaurer sur la place. M. Mazilu, vice-président du CFSN, a alors pris fait et cause pour les manifestants, allant jusqu'à réclamer la peine de mort pour les « terroristes », comme le demandaient ces derniers, alors que la peine de mort avait été abolie par le Conseil après l'exécution couple Ceausescu. M. Maziln, qui s'est mis à scander : Liberté / - en écho aux manifestants, a promis que « toutes leurs demandes seraient satisfaites ».

« M. Iliescu s'est discrédité »

 Braves gens, écoûtez, il y aura des morts ce soir si vous n'arrêtez pas / », a aiors crié M. Roman, mettant en garde contre les risques que des « terroristes » n'utilisent cette manifestation pour créer des troubles. Loin de se calmer, un groupe de manifestants situés sur

la droite de la place ont au contraire commencé à lancer des bonies de neige sur les dirigeants roumains, qui ont dû descendre du blindé, protégés par des soldats. « L'armée avec nous / », ont scandé des manifestants, pendant que les soldats montés sur le blindé faisaient le « V » de la victoire et agitaient un drapeau aux couleurs nationales bleu-jaune-rouge.

Peu après, les lumières out été éteintes sur la place et les micros coupés. Trois cents à quatre cents jennes gens qui brandissaient des drapeaux roumains sont alors montés dans un camion et dans un car, en criant : - Tous à la télévision ! ., afin de contraindre la télévision roumaine à retransmettre la manifestation. En fait celle-ci l'avait déjà été en majeure partie.

Selon des observateurs roumains, des partisans des nouveaux partis d'opposition au CFSN (partis paysan, libéral, démocratique) participaient à cette manifes-tation. Certains se sont étonnés que les dirigeants du pays aient consenti à discuter dans la rue avec - irresponsables -.

« M. Iliescu s'est discrédité », a estimé l'un d'eux. – (AFP.)

DIPLOMATIE

Le désarmement conventionnel en Europe

La négociation de Vienne subit le contrecoup des bouleversements à l'Est

Les seize pays de l'OTAN et arrivées à une large convergence de vues sur les mesures de stabilisales sept membres du pacte de Varsovie ont repris vendredi à Vienne leurs négociations sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), conscients de la course contre la montre qui les attend s'ils veulent respecter l'objectif ambitieux consistant à signer un premier accord dans le courant de cette année. Pour donner un coup de pouce à la négociation, les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Italie et de la RFA. MM. Roland Dumas, Gianni De Michelis et Hans-Dietrich Genscher, sont attendus à Vienne le 25 janvier.

de notre correspondante

Des progrès substantiels ont été réalisés depuis l'ouverture des FCE, le 9 mars dernier. Les deux alliances ont présenté leurs projets de traités - avec beaucoup de blancs » qui restent à remplir. Elles se sont mises d'accord sur la définition des pièces d'artillerie, nne des six catégories qui font l'objet des négociations (avec les avions de combat, les hélicoptères, le personnel, les chars et les autres véhicules blindés); elles ont rapproché leurs vues sur les plafonds à fixer pour ces catégories et sont tion et de vérification.

Des divergences profondes sub-sistent cependant dans plusieurs domaines, notamment sur les avions. L'OTAN a accepté la demande de l'Est d'inclure les avions de combat dans la négociation, mais en exigeant de parler de tous les avions. L'URSS insiste cependant pour exclure quatre catégories d'avions, dont les bom-bardiers à longue et moyenne por-tée, considérés comme « avions stratégiques de défense ». Des diplomates occidentaux croient cependant déceler un certain « ébranlement » de la position

On n'avance pas non plus dans la définition des hélicoptères. Mais les Occidentaux ne cachent pas qu'ils ont eux-mêmes des pro-blèmes pour s'entendre entre eux sur ce qu'est un hélicoptère de combat...

> Des chars et des hommes

A propos des chars et des véhi-cules blindés, l'OTAN a fait un pas notable à la fin de la session précé-dente en acceptant d'inclure les véhicules blindés à armement lourd venicules bundes a armement fourd ainsi que les chars légers. Cela pour donner satisfaction à l'Est, qui bloquait pratiquement la négocia-tion dans ce domaine depuis l'ouverture en demandant d'élargir cette catégorie à pratiquement tous

les véhicules. Le bouleversement à l'Est ne faciline cependant pas le travail, constatent les diplomates occidentaux, du fait que les nouveaux gouvernements mettent maintenant du temps à définir leurs positions, sans trop d'égards pour l'URSS.

En ce qui concerne les réduc-

En ce qui concerne les réduc-tions d'effectifs, les divergences restent fondamentales entre l'Ouest, qui ne veut parler que des troupes soviétiques et américaines stationnées hors du territoire natio-nal, et l'Est, qui insiste pour y inclure les autres forces : franinclure les autres forces : fran-çaises, britanniques, canadiennes, néerlandaises et belges. Face aux intentions prêtées aux Etats-Unis de réduire leurs troupes en Europe, on se demande à Vienne si les FCE ne seront pas tôt ou tard dépassées par les événements, au moins sur ce point. Les propositions introduites à Vienne prévoient pour les deux aillances des limites de 275 000 hommes stationnés hors du territoire national selon l'Ouest. du territoire national selon l'Ouest,

et de 300 000 selon l'Est. WALTRAUD BARYLI

 AFGHANISTAN : Kaboni espère un renforcement des rela-tions avec la France. — La décision de Paris de rouvrir son ambassade à Kaboul devrait • renforcer • les relations franco-afghanes, a déclaré vendredi 12 janvier un porte-parole du régime de Kaboul, qui s'est « réjoui » de cette mesure.

finalement admise dans le bâtiment pour une discussion animée retransmise en direct par la télé-

«Menteur!»

Ce qui devait être au départ un jour de deuil national pour les victimes du soulèvement de décembre a donc dérapé, se trans-formant au fil des heures en une manifestation de défiance à l'égard des nouveaux dirigeants : MM, Iliescu, Roman et surtout Silviu Brucan, l'ancien ambassa-deur communiste devenu l'idéologue de ce nouveau régime, ont été conspués et mis en cause par la foule rassemblée place de la Victoire sans interruption depuis midi. M. Brucan a préféré ne pas se montrer tandis que MM. Iliescu., Roman et Mazilu, juchés lhescu, Roman et Mazile, piches sur un char de l'armée, engageaient le dialogue avec les manifestants : « Aucun coupable
n'échappera à la justice, je vous
le promets », s'est écrié Petre
Roman. « Que font les commuistes au gouvernement ? » vites-Roman. « Que jont les commu-nistes au gouvernement ? », rétor-quait la foule. « Ce ne sont pas des communistes », a assuré le premier ministre. « Menteur ! », a répondu la foule. L'acteur lon Caranitru, membre du CFSN, n'a guère eu plus de succès, tandis que seul M. Mazilu finissait par trouver grâce aux yeux des manicontre le régime de Ceausescu», justifiait une femme qui elle-même grimpée sur le char pour attaquer Petre Roman. « Vive Mazilul, Vive Dolna Cornea! - (opposante persécutée sous Ceausescu), a-t-on pu entendre en même temps que « A bas Brucan! ».

Pour tenter de dompter cette foule M. Roman a aussi lu un appel du journal Romania Libera à brûler les cartes du Parti communiste sur les lieux mêmes où sont tombés les héros de la révolution de décembre et où, ven-dredi, les Bucarestois venaient allumer des milliers de bougies dans la neige.

MM. Roman et Mazilu ont par ailleurs fait savoir qu'ils ne parti-ciperaient pas eux-mêmes aux élections libres, en réponse à la foule qui réclamait que le Front de salut national (FSN) ne prenne pas part en tant que tel aux élections. Vendredi soir la situation des dirigeants du CFSN, confrontés pour la première fois à une véritable manifestation dirigée contre eux, paraissait bien précaire.

SYLVIE KAUFFMANN

A Timisoara, l'armée a provisoirement pris le pouvoir

A Timisoara - où les premiers troubles avaient éclaté le samedi 16 décembre avant de s'étendre à l'ensemble de la Roumanie, l'armée a pris le pouvoir, à titre provisoire, après la démission des instances locales du Conseil du Front de salut national (CFSN), at-on annoncé samedi matin 13 janvier de source officielle à Bucarest. Le commandant de la zone militaire de Timis, le général Gheorge Popescu, a annoncé qu'il prenait lui-même la direction du district jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil départemental du CFSN, indique l'agence roumaine Rompres. Cette élection, a-t-il dit, doit intervenir dans le courant de la semaine prochaine. - (AFP.)

□ POLOGNE: de jeunes anar-chistes manifestent à Varsovie. --Une centaine de jeunes anarchistes ont manifesté - contre le capitalisme » et « contre les hausses des prix », vendredi 12 janvier en fin d'après-midi dans le centre de Varsovie, devant les sièges du Parle-ment polonais, du comité central du POUP et de Solidarité.

La séance du Sénat, consacrée à l'examen du programme économique du gouvernement et retrans-mise en direct par la télévision, a dû être suspendue pendant une quinzaine de miautes, en raison du vacarme provoqué par les manifes-tants. Ceux-ci, des lycéens pour la plupart, arboraient des drapeaux noirs frappés du sigle des anar-chistes et scandaient notamment: « A bas le capitalisme! », « nous ne voulons pas de hausses des prix! -, on • la soupe [populaire] pour Kuron • (le ministre du travail), et encore « A bas la nomenALBANIE

Les rumeurs de troubles sont « un tissu de mensonges »

assure un dirigeant du parti

Les informations faisant état ces derniers jours de troubles sont « un tissu de mensonges », a affirmé un haut dirigeant albanais. M. Foto Cami, au cours d'une interview à la radio-télévision albanaise citée vendredi 12 janvier par l'agence ATA,

Ceux qui se livrent à cette campagne anti-albanaise souhai-tent voir se produire en Albanie les mêmes bouleversements que dans les pays de l'Est », a déclare M. Cami, secrétaire du comité central du Parti communiste.

L'objectif de cette campagne, a sjouté M. Cami, est de restaurer en Albanie l'oppression et l'exploi-tation = [et de] e priver le pays de sa liberté, son indépendance et sa souveraineté »

M. Cami a surtout mis en cause la Yougoslavie, son agence de presse Tanjug' et les journaux de Belgrade, qu'il a accusés d'être à l'origine de cette campagne destinée, selon lui, à « détourner l'atten-

tion du monde » de la situation dans la province yougoslave du Kosovo (où la population albanaise majoritaire se dit privée de droits nationaux) et de la grave crise économique et politique qui sévit en Yougoslavie. M. Cami a déploré qu'e une parL'Euphrate de

2. 84%/ 2. 1199/4**4**

18 1 - 1 - 1 - 22

18 20 150

The second of th

POST TO A TO A TO A SAMPLE AND A SAMPLE AN

STATE OF LINE CONTRACTOR

2007 C. C. C. LOW 196

None and the series

September 1997 to 1998 and 1988.

2.66 A 10 A 10 A 10 A 2072 A 66

The second of the second second

Burgon of the Market State Control Day of the second second second

Mary and the second

A IN CIT

Interfacilies

Richer Panifestations

是一个一个一个一直,

to the same and a second

20 30

S man Brokenstein

. in initia 👼

Sec - Free St.

tie - de la presse grecque se soit jointe à cette - campagne antialbanaise », soulignant que « la détérioration artificielle des relations d'amitié albano-grecques n'est dans l'intérêt de personne ».

Un peu plus tôt, l'agence Tan-jug', citant des « sources sures », avait annoncé que l'état d'urgence avait été décrété en Albanie.

- Soucieuses d'empêcher des manifestations de protestation, les autorités albanaises ont mis en place des mesures extrêmement rigoureuses de contrôle de la situation dans le pays », a ajouté l'agence, estimant que ces mesures » peuvent être qualifiées avec cer-titude d'état d'urgence ».

BULGARIE

Compromis sur les droits de la minorité turque

Sofia. - Un compromis sur le rétablissement des droits des musulmans de langue turque de Bulgarie a été conclu, vendredi 12 janvier, lors de la table ronde à Sofia.

Les participants de ce Conseil social ont adopté un projet de déclaration qui devait être entériné lundi par l'Assemblée nationale et qui confirme le droit des musulmans « à rétablir leurs noms turcs et à parler turc dans la vie quoti-

Ce conseil, réuni depuis le 8 janvier, avait été créé à la suite des manifestations et des grèves de protestations contre la décision des nouvelles autorités de mettre un terme à la politique d'assimilation forcée de la minorité turque. Pour apaiser les craintes des nationa-listes, le document, qui représente un « compromis vulnérable », scion M. Vassil Mratchkov, président de la commission qui a élaboré le projet et vice-président du Couseil d'Etat, prévoit - des garanties juridiques et administratives pour la partie ethnique la moins nombreuse de la population dans chaque région, communauté ou localité ».

Le projet de déclaration interdit « les organisations politiques et activités qui sont dirigées contre l'intégrité territoriale de l'Etat » et qui « visent une séparation des parties du territoire à partir de principes religieux, ethniques ou autres ». « La discrimination et l'incitation à l'hostilité et à la haine ethnique sont inacceptables et sanctionnées sévèrement par la loi », a précisé M. Mratchkov.

Le président du comité sofiote pour la défense des intérêts natio-naux, M. Kamen Guerena, a estimé pour sa part que le report au mois de février de l'adoption de la nouvelle loi permet aux nationa-listes de gagner du temps. Il a exprinère l'espoir qu'il n'y aura plus de grande.

M. Medi Doganov, président du Mouvement pour les droits et les libertés des Turcs et musulmans en Bulgarie, a souscrit au compromis tout en regrettant la procédure décidée pour recouvrer les noms islamiques. Le président de l'Union des forces démocratiques, M. Jelio Jelev, qui regroupe les principaux mouvements indépendants, a estimé qu'e une baisse de la tension sociale pourrait résulter de ce document ». - (AFP).

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Arrestation de quatre membres présumés de l'IRA

Quatre membres présumés de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) ont été arrêtés vendredi 12 janvier, en Floride, alors qu'ils tentaire d'acheter un missile continent à infrançaire I e ché de antiaérien à infrarouge. Le chef du FBI pour le sud de la Floride, M. William Gavin, a indiqué que trois d'entre eux étaient des Irlan-dais. Il s'agit de Kevin Joseph McKinley, Seamus Moley et Joseph McColgan. Le quatrième, Sean John McCann, est de nationa-lité canadienne.

Les quatre hommes, qui vou-faient acquérir un missile Stinger, ont été arrêtés au terme d'une anquête de deux mois, ont précisé des responsables du FBI et du

Bureau fédéral des alcools, tabacs et armes à feu. Vendredi, Seamus Moley a payé 50 000 dollars à un agent fédéral qui s'était fait passer pour un fournisseur, afin d'acquérir ce missile portable américain.

Les quatre hommes on été accusés de conspiration en vue de possession d'armes destructrices, de possession d'un instrument des-tructeur et de violations des lois sur les exportations d'armes. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent chacun vingt-cinq ans de prison et 750 000 dollars d'amende, a précisé le FBI. Incarcèrés à la prison du comté de Palm-Beach, ils seront déférés devant un juge le 16 février. – (AFP.)

BRESIL

Le procureur fédéral annule l'accord avec les chercheurs d'or

L'accord conclu mardi 9 janvier entre le gouvernement brésilien et les « garimpeiros » (chercheurs d'or) contraignant ceux-ci à abandonner les territoires des Indiens Ianomami dans l'Etat du Roraima (extrême nord du Brésil), qu'ils occupaient illégalement, a été déclaré mercredi soir « nul et non avenu » par le procureur de la République. Il prévoyait la création de trois « réserves d'orpaillage », devant être délimitées dans les « forêts nationales », mais situées encore en territoire traditionnel ianomami (le Monde du 12 janvier).

Le texte signé mardi a été déclaré nul, car il contrevient aux

dispositions de deux décisions de justice de la cour fédérale de Brasilia, d'octobre et décembre derniers, ordonnant le retrait des « garimpeiros - de tous les territoires du nord-ouest du Roraima, soit près de 10 millions d'hectares de forêt équatoriale.

Le négociateur de l'accord avec les garimpeiros le directeur national de la police fédérale, M. Romeo Tuma, a été cité mer-credi à comparaître et risque de quinze jours à six mois de prison sans sursis s'il est prouvé qu'il a désobéi aux décisions d'expulsion pure et simple des « garimpeiros ». -(AFP).

troubles mensonges » nt du parti

n du monde de la situation as la province yougoslave du sovo (où la population albanaise ijoritaire se dit privée de droits tionaux) et de la grave crise écomique et politique qui sévit cu

M. Cami a déploré qu' une par de la presse grecque se soit inte à cette campagne anti-banaise ». soulignant que « ta cons d'amitié albano-greçque sest dans l'intérêt de personne ». Un peu plus tôt, l'agence Tange, citant des sources sures vait annoncé que l'état d'urgence vait été décrété en Albanie.

· Soucieuses d'empêcher des Soucieuses a empecner des nanifestations de protestation, les susorités albanaises ont mis en dace des mesures extrêmement igoureuses de contrôle de la situation dans le pays -. 2 ajoute susont ou control de la situation dans le pays -. 2 ajoute susont ou control de la situation dans le pays -. 2 ajoute susont ou control de la situation dans le pays -. 2 ajoute susont ou control de la situation 'agence, estimant que cos mesures peuvent être qualifiées avec cer-

RIE ar les droits ité turque

Le projet de déclaration interdit les organisations politiques et activités qui sont dirigées course l'intégrité territoriale de l'Etat et qui « visent une séparation des parties du territoire à partir de principes religieux, ethniques ou principes religieux, ethniques ou autres « La discrimination et l'incitation à l'hostilité et à la haine ethnique sont inacceptables et sanctionnées sévérement par la loi », a précisé M. Mratchkov.

Le présidem du comité sossote pour la défense des intérêts nationaux, M. Kamen Guerena, 1 estime pour sa part que le report at mois de février de l'adoption de la nouvelle loi permet aux nationa-listes de gagner du temps. Il a exprimé l'espoir qu'il n'y aura plus de grève.

M. Medi Doganov, président du Mouvement pour les droits et les libertés des Turcs et musulmans en Bulgarie, a souscrit au compromis tout en regrettant la procédure décidée pour recouvrer les noms islamiques. Le président de l'Union des forces démocratiques. M. Jelio Jolev, qui regroupe les principaux mouvements indépendants, a estitué qu'« une baisse de la tension sociale pourrait résulter de ce document -. - (AFP)

LIQUES

IS-UNIS

quatre membres s de l'IRA

Bureau fédéral des alcools, tabacs et armes à feu. Vendredt, Seams Moley a payé 50 000 dollars à un agent fédéral qui s'était fan passer pour un fournisseur, afin d'acque rir ce missile partable américain.

Les quatre hommes on été accusés de conspiration en vue de possession d'armes destruction de possession d'un instrument des tructeur et de violations des lois sur les exportations d'armes. S'ils son reconnus coupables, ils risquent chacun vingt-cinq ans de prism et 750 000 doitars d'amende, a précisé le FBI. Incarceres à la prison du comzé de Palm-Beach, de seron deferes devant un juge le 16 février. - (AFP)

léral annule l'accord hercheurs d'or

dispositions de deux décisions de russice de la cour federale de Bristia. d'octobre et decembre dernies ordonnant le retrait de gara-peiros - de tous les territoires de nord-ouest du Roraima soit prè de 10 millions d'hectares de ford

Le négociateur de l'accord aver equatoriale. les « garimpeiros · le directer national de la police fédérale. M. Romeo Turna. 2 ciè cité mer credi à comparaire et rique & comparative of risquestion and the prior control of the prior of the p désobéi aux décisions d'expulsion pure et simple des « garmpeins. MOX - (AFP).

PROCHE-ORIENT

L'Euphrate de la discorde

Suite de la première page

Si M. Madani reconnaît que la Turquie a effectivement laissé passer plus d'eau, il n'en souligne pas moins - alors que la Syrie est menacée, pour la deuxième année consécutive, d'une grande sécheresse - que cette fermeture risque d'avoir des conséquences désastreuses sur la pisciculture et l'agriculture, déjà très touchées l'année

En fait, les experts s'accor-dent à dire que la multiplication des projets d'irrigation et d'hydro-électricité des trois pays concernant l'Euphrate dépasse, de loin, la capacité du ficuve. Et, comme l'affirme M. Madani, « en l'absence d'un accord tripartite, il y aura tou-jours des problèmes ».

Une décision politique

Malgré la création, en 1983, d'un comité technique tripar-tite, les choses n'avancent pas beaucoup, et la décision relève, sans aucun doute, plus du pou-voir politique. On n'est pas loin de penser, à Damas, que la Turquie cherche avant tout à gagner du temps. Paradoxale-ment, cette dernière décision turque n'a pas soulevé de pro-blème entre la Syrie et l'Irak. Au contraire, affirme le ministre syrien, - les experts des deux pays ont exprimé des points de vue similaires ». Depuis la crise de 1973, épo-

que où le remplissage du bar-

ISTANBUL

correspondance

l'Euphrate en direction de son

barrage Atatürk des samedi

13 janvier pour une période d'un mois, la Turquie franchit un pas

important vers une meilleure

exploitation de ses ressources en

Le gigantesque barrage Ata-türk est le plus grand des vingt et

un barrages et dix-sept centrales hydroélectriques faisant partie du

de GAP, et conçu au début des années 70 pour transformer les

six provinces de l'Anatolie du

sud-est, jusqu'ici très défavori-

industrialisée grâce à une meil-leure utilisation de l'Euphrate. Cet

immense projet, d'un coût total

de plus de vinat militards de dol-

lars, permettra au cours des pro-

chaines années d'irriguer une sur-

face équivalente de près d'un

huitième de la France. Quelques

250 harneaux et villages, ainsi

que de nombreux châteeux, mos-

quées et sites archéologiques

que évident, le GAP pourrait se

révêler une carte importante dans

KOWEIT

Interdiction

de toutes manifestations

politiques

Le ministère de l'intérieur koweitien a interdit toute manifes-

tation politique à Kowell après que

la police ent dispersé, lundi soir 8 janvier, dans la banlieue de Kowelt une réunion publique de plusieurs milliers de personnes qui demandaient le retour de la vie

Lundi, les forces anti-émeutes ont chargé les manifestants, faisant emploi de grenades à détonation, pour les empêcher d'atteindre le domicile de l'organisateur de la réunion à Al-Jahra, à une trentaine de kilomètres de la ville de Kon-it.

de kilomètres de la ville de Koweit.

Des sources informées à Kowett ont fait état de plusieurs miliers de

manifestants, certains avançant même le chiffre de 10 000.

Depuis plusieurs semaines, des réunions «illégales» se dérouleur chaque hundi à Kowell. D'ores et

déjà, une autre réunion est prévue pour lundi prochain dans un autre quartier de la ville.

L'indication donnée par le minis-

tère, selon laquelle les manifestants étaient venus discuter de « pro-blèmes publics », laisse clairement

entendre qu'ils s'étaient réunis pour demander le retour de la vie

parlementaire, suspendue depuis

parlementaire dans ce pays.

Outre, son potentiel économi-

disparaîtront sous les flots.

un ambitieux conqu sous le sigle

En détoumant les eaux de

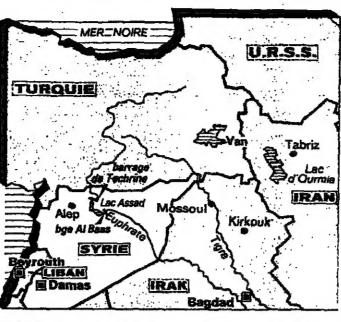
Une meilleure exploitation

des ressources hydrauliques turques

rage de Tabqa - principal ouvrage en Syrie, avec un lac de retenue d'une capacité de 11 milliards de mètres cubes, auquel s'ajoutaient les travaux effectués en Turquie - avait

pas l'échange d'informations et refuge au Liban. Du côté turc, une certaine coopération sur ce on accuse, en fait, Damas de sujet vital pour les deux pays, bien que l'Irak soit moins menacé puisqu'il bénéficie, scul, de l'utilisation des caux du Tigre.

Si la Turquie refuse, en la circonstance, d'établir un quelconque lien entre le détourne-



réduit d'un quart le débit de l'Euphrate à son passage en Irak, provoquant une mobilisation des troupes irakiennes à la frontière syrienne – M. Madani affirmait : « Nous n'avons pas de problème avec l'Irak à propos de l'Euphrate. La rupture des relations diplomatiques entre Damas et Bagdad n'empêche

le jeu politique de la Turquie, tent à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le

gouvernement espère que la

création de nouveaux emplois

attirera les montagnards kurdes

vers les plaines, privant ainsi les séparatistes du PKK du soutien

logistique, essentiel, des ville-geois, L'amélioration des condi-

tions de vie pourrait convaincre les Kurdes de choisir la solution la

plus sage, selon Ankara, l'inté-gration à la Turquie, plutôt que la poursuite de la lutte pour un état

kurde indépendant. Une station

da télévision régionale, récem-

ment créée, émet des pro-grammes destinés à « développer

un sentiment national et à encou-

rager l'usage de la langue tur-

que » dans une zone où, selon

ment de la population parie cette

Avec le GAP, la Turquie dis-

pose également d'un moyen de

pression sur ses voisins, la Svrie

at l'Irak, tous deux situés plus en

avel sur l'Euphrate. La Syrie, sur-

tout, qui ne possède pas d'autres

sources importantes d'eau, se

trouve à la merci du gouverne-

ment d'Ankara qui peut contrôle

M. Serge Klarsfeld

expulsé de Syrie

M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, a été

expulsé de Syrie, vendredi 12 mars,

après avoir tenté de demander l'extradition d'Alois Brunner,

soixante-dix-huit ans, criminel de

Arrivé le 9 janvier à Damas, l'avocat a cherché, en vain, à faire

parvenir au président Hafez el

Assad une lettre le priant de livres

à la justice française ou allemande l'ancien bras droit d'Eichmann

durant la seconde guerre mondiale

Ses contacts avec des avocats du

barreau de Damas et le projet de

tenir une conférence de presse commune sur le thème de l'extradi-

M. Klarsfeld avait déjà été

pays en mars 1987. Alors que le

ésidence de Damas, ainsi que cer-

taines de ses déclarations, les auto-

sa présence sur leur territoire.

guerre nazi.

NICOLE POPE

à son gré le débit du fleuve.

langue.

M. Kamran inam, ministre d'Etat

ment et sa revendication permanente auprès de ses voisins du sud de mieux contrôler leurs frontières, pour y empêcher l'infiltration des «rebelles» kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), il est néanmoins significatif que le protocole signé en 1987 sur la garantie de passage de 500 mètres cubes/seconde d'eau à la frontière syrienne l'ait été parallèlement à un accord sur la sécurité de la frontière, qui a entraîne l'éloi-guement des camps du PKK. Ceux-ci seraient regroupés

naise, sous contrôle syrien. Ce retrait ne satisfait pas totalement Ankara, qui estime que la Syrie pourrait se mon-trer plus vigilante, à la fois à l'égard des rebelles du PKK et des Arméniens de l'ASALA dont certains avaient trouvé

aujourd'hui dans la Bekaa liba-

garder ses cartes pour le cas

Profondément marquées par l'histoire, les relations syro-turques, longtemps en dents de scic, se sont toutefois normalisées petit à petit. Depuis juillet 1988, les deux pays ont décidé de procéder, tous les ans, alternativement dans chacune des deux capitales, à la visite du chef de leur diplomatie et, dans l'intervalle, à celle d'un vice-

De la revendication voilée de la Syrie sur le Sanjak d'Alexandrette, qui figure toujours sur les cartes officielles syriennes, à la contrebande à grande échelle le long de la frontière, de l'appui que Damas apporte à la cause des Chypriotes grecs à la question de l'Euphrate, les sujets de discorde ne manquent pas, même si les deux capitales ont décidé de faire prévaloir leurs intérêts communs, en développant leurs relations économiques et commerciales,

Si le dernier incident en date - le mitraillage, en octobre dernier, par deux Mig syriens d'un avion civil turc - n'a pas eu de conséquences politiques, la Syrie ayant reconnu sa - on attend toujours, du côté turc, le paiement de l'indemnité compensatoire de 14,5 millions de dollars. La méfiance réciproque qui pré-vaut n'incite sans doute pas beaucoup à la compréhension.

Cette affaire de l'Euphrate risque encore d'aggraver le manque d'eau auquel doit faire face la Syrie, qui a placé dans la mise en valeur du bassin de l'Euphrate — 640 000 hectares de terres irriguées prévus pour l'an 2000 – de grands espoirs et qui mise, outre sur Tabqa, sur les barrages Al Baas, en aval, en service depuis fin 1988, et Techrine, en smont La première pierre de ce der-nier ouvrage à été posée le 20 décembre, pour augmenter sa production d'électricité, afin de faire face à une demande

FRANÇOISE CHIPAUX

AFRIQUE

MOZAMBIQUE

Révolte des salariés contre les mesures d'austérité

Les conséquences des mesures d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international (FMI) ont provoqué au Mozambi-que le plus grave mouvement de revendications sociales depuis l'indépendance.

Depuis le 4 janvier, des dizaines de milliers de petits salatiés out eu recours à la grève – illégale – pour appuyer leurs exigences, essentiel-lement des augmentations de

le port de Maputo, les chemins de fer, la compagnie nationale de bus, les infirmières de l'hôpital central de la capitale, les ouvriers municipaux, les salariés d'une acié-rie, d'une usine de verre et d'une usipe de textile, ont cessé le travail tour à tour. Cela a pratiquement paralysé l'activité de la capitale. Les grévistes n'ont repris le travail qu'après avoir reçu de leurs direc-tions respectives l'assurance que leurs revendications seraient prises

Tout en démentant céder à la Tout en démentant côder à la pression, le gouvernement a annoncé le 7 janvier au beau milieu des arrêts de travail, une augmentation générale des salaires de 16 %. Cette mesure est loin de satisfaires les grévistes, par exemple les infirmières qui demandaient une augmentation de 100 %.

Le gouvernement a lancé, il v a deux ans, un programme de res-tructuration de l'économie, conduite à la rume par quatorze ans de guerre civile, opposant notamment le gouvernement aux rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO).

du Mozambique (RENAMO).

Ce programme, soutem par le FMI, la Banque mondiale et la communanté des donneurs occidentaux, s'est traduit par la libéralisation de la majorité des prix, l'abandon de l'aide alimentaire aux couches les plus défavorises de la prographica et en général l'équippe population, et en général l'érosion de leur pouvoir d'achat.

L'inflation est estimée à 50 % en 1989. – (AFP.)

NIGÉRIA

Des chrétiens ont manifesté contre « l'islamisation » du pays

Des milliers de chrétiens ont manifesté pacifiquement, jeudi 11 janvier, dans quatre Etats du nord du Nigéria pour protester contre le « processus d'islamisa-tion » du pays. Ils estiment, en effet, que le remaniement ministé-riel du 29 décembre a favorisé les musulmans.

A Jos et Kaduna, capitales des Etats du Piateau et de Kaduna, les manifestants ont rencoutré les goumaniestants ont rencontre les gou-verneurs, qui ont promis de faire part de leurs protestations au prési-dent Ibrahim Babangida. Mgr Peter Jatau, archevêque catholique de Kaduna, a affirmé, dans un communiqué, que le gou-vernement ne maintenait plus l'équilibre religieux, mais penchait auvertement quest bien que ouvertement aussi bien que secrètement = en faveur de l'islam.

Le 10 janvier, le président Babangida avait décidé de reporter une visite officielle de quatre jours aux États-Unis, prévue à partir du

16 janvier, à la suite des réactions entraînées par les nominations ministérielles. Le remaniement avait été marqué par la mise à l'écart du général chrétien Domkat Ball, numéro trois du régime et ministre de la défense, nommé ministre de l'intérieur. L'intéressé a refusé sa nouvelle affectation, la qualifiant d'« humiliation person-nelle », et a manifesté son intention de quitter l'armée. Le remaniement a également défavorisé tous les autres officiers de l'Etat du Plateau, dominé par les chrétie

Aucune statistique officielle n'est disponible au Nigéria sur l'importance respective des com-munautés chrétieune et musul-mane. Chacune affirme être la plus importante. On estime générale-ment que les chrétiens, les musul-mans et les animistes s'équilibrent, chacun de ces groupes représentant à peu près un tiers de la population. (AFP.)

ASIE

CHINE: malgré la levée de la loi martiale

Les journalistes étrangers resteront étroitement surveillés

de notre correspondant

Le gouvernement chinois a consacré, jeudi 11 janvier, sa pre-mière séance de travail après la levée de la loi martiale à Pékin à un sujet d'une importance capitale pour le sort du pays : les nouvelles règles concernant la « supervision » de la presse étrangère.

Ces règles resteront encore quelque temps un secret d'Etat, les médias officiels n'ayant pas jugé nécessaire d'en faire connaître le contenu avant leur promulgation, qui doit intervenir - dans un avenir proche ». L'affaire est présentée comme destinée à « promouvoir les échanges internationaux et la diffusion de l'information, à superviser les activités des journa-listes étrangers et des organisa-tions de presse étrangères établies sur le territoire chinois, et à les

aider à remplir leur mission ». Sans mettre en doute ces lous-Sans metre en doute ces ioua-bles intentions, on peut s'interroger sur l'avenir. Le loi martiale avait placé de facto les journalistes — alors en nombre important du fait de la présence des envoyés spé-ciaux venus assister à la rencontre historique de MM. Gorbatchev et Deng Kiaoping — sous l'autorité arbitraire du clan « putschiste » de la direction chinoise, par le biais de la municipalité de Pékin. Outre l'interdiction de photographier et de filmer les opérations militaires, l'ordre prévoyait une impossibilité quasi totale d'enquêter auprès de la opplation ou de l'administration.

tion des criminels de guerre nazis ont également échoué, en raison de Les journalistes occidentaux son interpellation, jeuti soir, à son hôtel. sont maintenant « rendus » à leur autorité de tutelle naturelle. le ministère des affaires étrangères. L'introduction d'une nouvelle légis-lation indique toutefois que le pre-mier ministre, M. Li Peng, entend expulsé de Syrie en 1982. Son épouse, Beate Klarsfeld, avait, pour sa part, été refoulée de ce contraindre ce ministère, atteint de « libéralisme bourgeois » à ses yeux, à exercer un contrôle plus magazine ouest-allemand Bunte a publié, en 1985, une série de photostrict que par le passé sur les cor-respondants étrangers. Le fait que le nombre de journalistes expulsés graphics d'Alois Brunner dans sa dant la loi martiale soit resté pendant la loi martiale soit resté limité à quelques cas illustrait la faiblesse du clan du premier minisrités syrieunes continuent de nier

tre face à une administration divi-

Mais il n'v a aucune raison de s'imaginer qu'après avoir été for-mellement « interdits de Chine » pendant près de huit mois, les journalistes étrangers seront de nouveau autorisés à parler librement à des citoyens et à effectuer leur travail normalement dans ce pays. Déjà, les médias de Hongkong

la Chine populaire. La presse nationale est, elle, maintenue ferme-ment en laisse depuis plusieurs mois. Cette fois, le tour de passepasse aura permis de prétendre, pour la consommation extérieure. en particulier le Congrès américain, que l'état d'exception ne règne plus à Pékin.

FRANCIS DERON

CAMBODGE: à la veille de la réunion de Paris

Pékin reste discret sur ses intentions

PÉKIN de notre correspondant

Les responsables diplomatiques soviétiques et chinois s'efforcent de conserver une certaine sérénité à des relations qui menaçaient de se détériorer à nouveau sérieuse-ment, huit mois après leur normament, huit mois après leur normalisation, dans la tourmente emportant les régimes socialistes.
M. Igor Rogatchev, vice-ministre
soviétique des affaires étrangères
et grand spécialiste des relations
avec Pékin, a conclu, vendredi
12 janvier, une série d'entretiens
dans la capitale chinoise sur une
note d'optimisme : la Chine et
l'URSS suivront strictement les
accords conclus lors du sommet
sino-soviétique de mai l'année
dernière et observeront l'esprit du
communiqué conjoint, de jaçon à
développer leurs relations bilatérales ».

Ce communiqué, publié à l'issue de la visite historique de M. Gorbatchev en Chine, prévoyait en particulier que les deux pays échangent « des informations » concernant le socialisme, tout en respectant mutuellement directement directement des leux directement fementalles. Le leurs divergences éventuelles. Le ton pondéré adopté à l'issue des consultations de M. Rogatchev, qui a rencontré le chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen, avant de se rendre à Parie pour la réunion lundi et Paris pour la réunion, lundi et mardi, des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Cambodge, met donc, au moins provisoire-

ment, un bémol à la polémique qui commençait à se faire jour du côté chinois envers Moscon (le Monde du 10 janvier).

Il reste que les critiques émises contre M. Gorbatchev dans des documents secrets du PC chinois documents secrets du PC chinois font de Pékin un partenaire peu liable pour Moscou en ces temps de grands chambardements. M. Rogatchev s'est toutefois employé à minimiser le différend idéologique bilatéral en faisant ressorur le caractère positif de ses entretiens sur le conflit cambodgien, objet officiel de sa visite. L'envoyé du Kremlin a-t-il

obtenu une concession chinoise sur ce terrain? La discretion de Pélcin sur la dernière proposition soviétique de moratoire sur les fournitures militaires aux parties khmères en présence ne permet pas de le supposer. M. Qian s'est contenté d'indiquer que « l'opi-nion du prince Sihanouk » quant au rôle de l'ONU dans un règle-ment du confiit devait être « pleinement respectée ».

Ce qui revient en fait à laisser à l'ancien monarque le soin de décliner toute proposition contraire à sa stratégie d'intégration des Khmers rouges, les protégés de Pékin. Si la Chine environce de féder l'annuelle de la chief. sage de céder tout ou partie de sa carte militaire au Cambodge sous la pression conjuguée de Moscou et d'une opinion occidentale hos-tile aux hommes de M. Pol Pot, elle cache bien son jen.

AFRIQUE DU SUD

Révélations sur l'assassinat de Dalcie September

Le journal sud-africain Vrye Weekblad a publié, vendredi 12 janvier, les noms d'auteurs d'attentats commis en Europe contre le Congrès national africain (ANC, interdit en Afrique du Sud), notamment contre sa représentante à Paris, Dulcie September, ainsi que de nouvelles révélations sur les méthodes de torture employées par les « commandos de la mort ».

lon le Vrye Weekblad, hebdomadaire en langue afrikaans, un citoyen suédois du nom de Human s'est confié, en décembre, à l'ANC au Zimbabwe, et a affirmé avoir participé à l'assassinat de Dulcie September, à Paris, en 1988.

Agé d'une quarantaine d'années, M. Human a affirmé à l'ANC q'il M. Human a affirmé à l'ANC q'il appartenait à une unité de la police sud-africaine et qu'il avait reçu l'ordre d'emmener à Londres l'agent qui avait abattu Dulcie September, indique le journal. Le Suèdois a déclaré qu'il était responsable « d'autres actes terroristes commis à l'étranger », et qu'il avait quitté la police après la publication en potembre des résé. publication en novembre des révé-lations du capitaine Dirk Coetzee, ancien membre des « commandos de la mort » de la police sud-africaine, aujourd'hui en fuite.

A la suite de ces révélations de novembre, publiées également par le Vrye Weekblad, une enquête de police a été ouverte, et de nombreuses personnalités et organisations ont demandé l'ouverture d'une acquéte de l'ouverture d'une de l'ouverture de l'ouverture d'une de l'ouverture d'une de l'ouverture d'ouverture de l'ouverture de l'ouverture d'ouverture de l'ouverture d'ouverture de l'ouverture d'ouverture de l'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ouverture de l'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ouverture de l'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ouverture d'ou d'une enquête judiciaire sur les agissements des *« commandos de* la mort ». – (AFP.)

D TUNISIE: agitation chez des coopérants français. - Des mem-bres de deux associations françaises en Tunisie et des représentants syndicaux de coopérants, toutes sensibilités confondues, ont occupé symboliquement pendant quelques heures, vendredi 12 fan-vier, l'entrée des locaux des ser-vices culturels de l'ambassade de France. Ils entendaient ainsi protester contre le non-renouvel du contrat expirent à la mi-90 de cinquante et un assistants techni-ques exerçant dans l'enseignement secondaire et supérieur. Les res-ponsables français indiquent que les changements en cours intervien-nent dans le cadre de la politique tendant à supprimer progressive-ment « la coopération de substitution - pour la remplacer par une « coopération-projets ». — (Corresp.)

M. Mermaz se rallie à MM. Mauroy et Jospin face à M. Fabius

Le comité directeur du Parti socialiste se réunit samedi 13 et dimanche 14 janvier pour examiner la possibilité d'une synthèse entre les contributions déposées à l'automne demier. M. Laurent Fabius a sions, MM. Pierre Mauroy, Lionel Jospin de l'Assemblée nationale renonçant à bri-confirmé, vendredi soir, devant les mem-bres du courant mitterrandiste et mau-

royiste, qu'il souhaite soumettre sa pro-pre motion au vote des militants. M. Jean Poperen a fait de même. En revanche, au terme de trois heures et demie de discus-

amis. Ils présentent donc un texte commun, dont les premiers signataires sont, dans l'ordre, MM. Mauroy, Mermaz et Jospin, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale renonçant à bri-

« anti-mitterrandiste primaire », car, disait-il, « ce qui m'intéresse, c'est le primaire ». Des considéra-tions secondaires, liées notamment

à la situation locale dans l'Essonne.

M= Lienemann et ses amis envi-

« aile gauche » au sein du PS, mais les conditions qu'il y a mises ont amené son interlocuteur à y renon-

Les débats du comité directeur, avec la réunion, samedi soir, d'une commission des résolutions travaillant, sinon sur une tentative de synthèse, du moins sur les projets de nouvelle déclaration de principes et de réforme des statuts, offizient l'occasion aux minoritaires d'ultimes pourranters.

PATRICK JARREAU

times pourparlers.

L'absence de synthèse préalable au congrès ne faisait plus de doute depuis que M. François Mitterrand avait déclaré, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire du PS, Vendredi, que M. Fabius était dans son droit en souhaitant mesurer son influence dans le vote des militants (le Monde du 12 janvier). Dès lors que le courant dirigeant du parti se présente divisé au congrès, M. Michel Rocard et ses amis ne peuvent que défendre leur propre motion, un accord entre eux-mêmes et une partie des mitterrandistes étant exclu. Les péripéties des derniers jours ont confirmé que la configuration du congrès dépendait, pour l'essentiel, de la décision de M. Fabius, qui ne pouvait être influencée, en dernier ressort, que par le chef de l'Etat.

Le réunion du courant dit « A-B », c'est-à-dire mitterrandiste et mauroyiste, vendredi soir, dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale, a été précédée par celle des amis de M. Mermaz, qui s'était lancé, l'été dernier, dans une entre-prise visant à rassembler les mitterrandistes et à promouvoir sa propre candidature au poste de premier secrétaire. Cette initiative, qui privait M. Jospin de plusieurs alliés de poids, avait décidé le ministre de l'éducation nationale à passer lui-même, sans attendre, à l'offensive avec ses amis et ceux de M. Mauroy, regroupés derrière M. Michel Delebarre, tandis que M. Fabius rendait public, à son tour, un projet de contribution.

les mitterrandistes, entre les fabiu-siens et les jospinistes, a montré que M. Mermaz ne disposait que d'un espace très restreint, alors même que plusieurs de ses amis, compa-guons « historiques » de M. Mitter-rand, penchaient soit en faveur de M. Fabius, soit en faveur de M. Jos-M. Fabius, soit en faveur de M. Jospin. M. Pierre Joze a confirmé, vendredi, son intention de soutenir
M. Fabius, alors que M. Charles
Hernu avait déjà annoncé son ralliement à M. Jospin et que
M. André Laignel était sur le point
de faire de même. Il ne restait plus
au président du groupe socialiste de
l'Assemblée nationale, dans ces
conditions, qu'à négocier la fusion
de son texte avec celui de MM. Jospin et Delebarre.

Ultimes pourparlers chez les minoritaires

A.B.», C'est-a-dure militerrandiste et mauroyiste, vendredi soir, dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale, a été précédée par celle des amis de M. Mermaz, qui s'était lancé, l'été dernier, dans une entre-prise visant à rassembler les mitterrandistes et à promouvoir sa propre candidature au poste de premier secrétaire. Cette initiative, qui privait M. Jospin de plusicurs alliés de poids, avait décidé le ministre de l'éducation nationale à passer lui-même, sans attendre, à l'offengive avec ses amis et ceux de M. Mauroy, regroupés derrière M. Michel Delebarre, tandis que M. Fabius rendait public, à son tour, un projet de contribution.

La discussion s'est engagée tard dans la soirée de vendredi, et elle s'est prolongée jusqu'à 2 h 30 du matin entre, d'une part, MM. Mauroy, Jospin, Emmanuelli (numéro deux du PS), Delebarre, Nallet et, d'autre part, MM. Mermaz, Laignel, Esier, Mexandeau, M. Véronique Neiertz et M. Claude Fleutiaux, pour s'entendre sur les grandes lignes d'un texte commun, sur l'order de présentation de la liste des candidats au comité directeur, qui y sera annexée, et sur des propositions out été présentée samedi matin, par MM. Mauroy, regroupés derrière de présentation du parti. Ce texte ces propositions out été présentée samedi matin, par MM. Mauroy, à l'ensemble du courant

« A-B » de nouveau réuni salle Colbert, comme une formule de syn-thèse, dont les auteurs savaient bien qu'elle ne rallierait que les appuis de leurs amis respectifs.

Avant de se résigner à cet accord avec les partisans de MM. Jospin et Mauroy, qui impliquait pour lui de renoncer à brigner le poste de premier secrétaire au congrès, M. Mermaz avait envisagé d'autres hypothèses. Ainsi avait-il prêté l'oreille anx suggestions de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, les animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste, qui envisageaient une alliance, fortement symbolique à leurs yeux, entre les mitterrandistes « historiques » et eux-mêmes, représentants de la « génération Mitterrand » de 1988. Cette association ne plaisait guère à certains amis de M. Mermaz, qui ne se voyaient pas s'engager, à ce stade de leur vie politique, dans une entreprise minoritaire, sinon marginale.

Parmi les autres courants minori-taires, diverses alliances ont été envisagées et pouvaient l'être encore pendant la rémion du comité directeur. Ainsi MM. Dray et Mélenchon avaient-ils proposé une entente à M^m Marie-Noëlle Lienemann, leur voisine de l'Es-sonne, qui tente de criéer un courant Lienemann, leur voisine de l'Essonne, qui tente de créer un courant
« éco-socialiste » an sein du PS.
M. Roland Castro, l'architecte de
Banlieues 89, qui a rejoint
MM. Dray et Mélenchon, étant un
chaud partisan d'une telle alliance
entre les premiers, catalogués
comme « anti-rocardiens primaires », et la seconde, classée

l'absence de synthèse

Le premier secrétaire : « Ne dramatisons pas »

samem 17 sarviez, evant e volute directeur du PS, M. Pierre Mauroy a réaffirmé que l'heure est venue, selon lui, d'ouvrir le débat sur le désarmement en rappelant que le PS avait fait, dès 1977, de cette question « l'une de ses principales priorités politiques ». « Quelle serait à terme, a-t-il demandé, la crédibilité d'une dissuasion dont les feux seraient pointés sur ceux-là mêmes, à Varsovie, Prague ou Budapest, à qui nous tentons aujourd'hai d'apporter assistance et solidarité? Et peut-on prétendre, sérieusement, comme le voudraient certains à droite, que l'effort de sécurité doive s'appuyer sur une augmentation des dépenses militaires? »

Sur cette question, comme sur le

Sur cette question, comme sur le souhait d'une « nouvelle étape sociale » et sur les problèmes de la laïcité et de l'intégration des immigrés, le premier secrétaire estime que les socialistes pourraient « honnétement réussir une très large synthèse », dont il a constaté qu'« elle ne se fera pas aujourd'hui », MM. Laurent Fabius et Jean Poperen ayant annoncé que chacum déposerait chacum sa propre motion. « Ne dramatisons pas pour Sur cette question, comme sur le M= Lienemann et ses amis envisageaient, parallèlement, une
entente avec M. Poperen, le ministre des relations avec le Parlement
étant disposé à étudier diverses propositions après avoir échoué dans
sa tentation de rapprochement avec
M. Jean-Pierre Chevènement et le
courant Socialisme et République.
Ce dernier avait songé, un temps, à
un accord possible avec M. Jospin,
qui imaginait de ceruer ainsi les
fabiusiens, lesqueis jouent, en partie, sur le registre « anti-libéral »
cher au ministre de la défense.
Cette tentative n'ayant pas abouti –
M. Mauroy estimant que les positions de Socialisme et République
sur l'Europe doivent donner lieu à
un débat plutôt qu'à une alliance, –
M. Chevènement a discuié avec
M. Poperen de la création d'une
« aile gauche » au sein du PS, mais chacim deposerat chacim sa propre motion. « Ne dramatisons pas pour autant, a-t-il dit. Il est vrai qu'il y a longtemps que les militants n'ont pas voté; il y a même quelque chose de naturel à nous départager sur cette part d'impondérable qui n'est rien et qui est tout, à savoir un rap-port de forces en politique. »

Se réjouissant de la synthèse « partielle » réalisée par M. Jospin et lui-même avec M. Mermaz, M. Mauroy a souligné : « Si nous

D'où vient alors le malaise que

En entendant les porte-parole des contributions qui parcourent depuis plusieurs mois les villes et les départements, les militants ont

acquis le sentiment que le débat porte beaucoup moins sur les idées que sur les hommes et que,

Dans le discours qu'il a prononcé, samedi 13 janvier, devant le comité directeur du PS, M. Pierre Mauroy a réaffirmé que l'heure est venue, selon lui, d'ouvrir le débat sur le désarmement en rappelant que le PS avait fait, dès 1977, de cette question « l'une de ses principales de motions et rentrerons dans le motion et des charges et des motions et expansion et des charges et des motions et des charges et des motions et des charges et de de motions et rentrerons dans le congrès où, je l'espère, nous pour-rons nous rassembler. »

M. Pasqu

a sortir d

Le syndrome

W 4798 4

+3475

4x 44

T by Still

ing the

20 300

She Park

14170

B 77

* N. M.

-****

-

Marie .

ALC: N

2.72

A 24

TOTAL IN

5 1

-

A Section

THE AN

-

100 - 10046

2 .18 T

1.1.191

115 / 756

State of Francisco

a and the

The Bull Distance

Section 1995

1. 常宝

1 A 1 2 4

in a management

S. 15 15

'at .

÷ , . . .

15 a - 76,

APPLICATION A

*** * . * .

 $\mathcal{D}^{m_{i_1}}(\mathbb{Q}^{n_{i_2}}) \to \mathbb{Q}^{n_i}$

E 53= 1 € 1

- 1

1 PK 1

eren in German De _{Germ}

...

C.

72274 - L

English Negative

200 T

Section 200 Sectio

Marie Anna Carlos Company

Le premier secrétaire a souhaité Le premier secrétaire a souhaité que, « puisque débat il doit y avoir, ce soit un grand débat d'orientation générale digne de notre tradition de dialogue et du respect que nous devons à nos militants ». « Ceux qui ont voulu le débat doivent aujour-d'hui prendre le risque de l'assurer concrètement et complètement. »

Le premier secrétaire a cité, parmi les thèmes de discussion qui s'imposent. l'échec du « commu-

s'imposent, l'échec du « commu-nisme bureaucratique et dictato-rial » et les « effets pervers » qu'il peut avoir pour le socialisme démocratique. « L'identité du socialisme, a-t-il dit, doit être rensorcée ». Le socialisme, selon lui, « ne se résume pas à la République ou à la démo-cratie ». Il a observé, d'autre part, que « parti et gouvernement n'agis-sent pas selon le même horizon » et que les socialistes doivent proposer une nouvelle étape sociale, de même qu'approfondir leurs réflexions sur les problèmes de société que constituent l'abstention et le refus de la politique, le débat sur la laïcité et l'intégration des

POINT DE VUE

Pour un parti à la hauteur des événements

par Claude Estier

Selon M= Veil « Il faut une transformation profonde de la Constitution » N'oublions pas, d'abord, que le

M= Simone Veil, député européen, soulignant « l'exceptionnelle concentration des pouvoirs dont dis-pose le président de la République ». affirme, vendredi 12 janvier, dans un entretien publié par la Croix, qu'« il faut une transformation pro-fonde de la Constitution ».

Pour elle, le système actuel, « outre le danger (...) de l'éventuelle élection d'un président peu respectueux des principes démocratiques ou quelque peu mégalomane, entraîne nécessairement la polarisa-tion de toutes les ambitions politi-ques autour de l'élection présiden-tielle ».

« L'élection au suffrage universel du président me paraissant irréversi-ble, c'est un véritable système présidentiel qui pourrait répondre aux données actuelles, l'exemple américain ne pouvant toutefois être trans-posé tel que l'» Cette réforme « redonnerait intérêt et vitalité à la vie politique (...) puisqu'elle ferait du Parlement l'organe de pouvoirs et de débat qu'il a cessé d'être, sans revenir au risque d'un régime d'assem-blée », explique-t-elle.

Sur l'évolution des institutions européennes, Me Veil juge qu'« un système sédéral aurait nécessairement des conséquences sur notre Constitution, qu'il s'agisse de la Constitution actuelle ou d'un régime présidentiel ».

D Coopération : M. Rocard confie une mission à M. Alain Vivien. — Le premier ministre, M. Rocard, a confié une mission parlementaire à M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, pour évaluer les procédures de mise en oeuvre des actions et projets de coopération culturelle, scientifique et technique dans les pays du Maghreb, d'Asie, d'Amérique latine, du Proche-Orient, d'Afrique anglophone et de l'Europe de l'Est.

A l'issue de cette mission, d'une durée de six mois, M. Vivien devra remettre à M. Rocard, avant le la juillet, un rapport qui permettra au gouvernement et au Parlement d'étudier d'éventuelles modifications des mécanismes financiers, des circuits d'information et des structures financières.

ES critiques s'élèvent, de l'axtérieur comme de l'extérieur, à propos du spectacle que donne actuellement le Parti socialiste. Eles ne sont pas injustifiées. Mais plutôt que dramatiser mieux vaut sans doute réfléchir aux causes de cette situation et aux remêdes qu'il convient de lui apporter.

Une situation dommageable

N'oublions pas, d'abord, que le parti né du congrès d'Epinay en juin 1971 a connu des périodes d'affrontements violents — celle qui a précédé le congrès de Metz en 1979, par exemple — sans que cela nuise ni à son image dans l'opinion ni à son développement ultérieur. A plusieurs reprises, depuis dixhuit ans, les commentateurs ont eu l'occasion de mettre l'accent sur les « déchirements » au sein du PS, voire de prédire son éclatement. Qu'il y ait aujourd'hui, ou qu'il y ait encore après le prochain comité directeur, plusieurs textes d'orientation en présence n'est pas en soi nuisible. Cela peut être au contraire une preuve de la vitalité du seul parti véritablement démocratique en France, celui qui recueille, de très loin, le plus grand nombre de suffrages quand on demande aux Français quelle sera en l'an 2000 la formation politique qui jouera le rôle le plus important (1).

Les socialistes aiment le débat. Certes, ces bouleversementa étaient à peine amorcés quand s'est engagée la préparation du congrès de Rennes. Mais la situation justifiait déjà les initiatives prises pour tenter de reconstituer dans un premier temps l'unité du courant majoritaire — que l'on appelle pour la commodité « mitterrandiste » même si le président de la République n'aime pas que l'on utilise son nom à cette fin — qui a « gouverné » le Parti sociatiste depuis 1971. Parce que ceux qui les lançaient n'étaient engagés eux-mêmes dans aucune querelle de chefs, dans aucune compétition, pour une future — très future — campagne présidentielle, ces tion, pour une future – très future – campagne présidentielle, ces appels au rassemblement ont reçu un large écho dont témoignem les miliers de signatures recueillies sur la contribution dont Louis Mermaz est le premier signataire. A l'heure présente, ces appels n'ont pas encore abouti, car, si du côté de Lionel Jospin la réponse a été positive, les amis de Laurant Fabius ont confirmé leur volonté de laisser les militants départager les uns et les autres. rôle le plus important (1).

Les socialistes aiment le débat.
Pour des raisons diverses, la présence au gouvernement entre 1981 et 1986, puis la délicate période de la cohabitation, ils en ont été longtemps privés. Quand, au mois de juin dernier, le premier secrétaire Pierre Mauroy a demandé aux militants de ne retenir ni leur plume ni leur parole, ils se sont naturellement jetés sur l'occasion qui leur était enfin offerte. Et les neuf contributions dites « nationales » Issues du comité directeur d'octobre, leur ont fourni l'occasion de confronter leurs points de vue sur l'action du parti comme sur celle du gouvernement de Michel Rocard.

D'où vient alors le malaise que

Désireux de n'entretenir aucune polémique, nous ne pouvons pour l'instant que prendre acte d'une situation qui continue capendant à nous paraître dommageable, car le risque est évident que l'on soit conduit à se compter davantage par rapport à tel ou tel leeder que sur des choix politiques ou idéologiques. C'est pourquoi nous poursurvons nos efforts pour que se rassemblent celles et caux qui ont construit ce parti avec François Mitterand, celles et caux qui y sont venus dans les années récentes sur la base des grandes directions indiquées par l'homme qui restera dans notre histoire contemporaine comme celui qui a ramené durablement les socialistes au pouvoir et qui a besoin pour la suite de son second septennat d'un parti dynamique, cohérent, digne des grandes ambitions nationales et internationales dont laimême est porteur pour le France. D'où vient alors le malaise que l'on ressent présentement dans la plupart des sections et des confédérations du parti ? De la constatation, me samble-t-il, que, mis à part quelques points particuliers (la vision européenne des amis de Jean-Pierre Chevènement, le contrat social » de Jean Poperen, etc), les textes en présence ne sont fondamentalement différents ni en ce qui concerne les grandes orientations ni en ce qui touche à l'organisation et au fonctionnement du parti lui-même. Les nuances qui les séparent ne sont pas à la mesure des polémiques acerbes et des petites phrases assassines qui font, par ailleurs, les délices des médias.

Président du groupe socialiste au Sénat. Signataire de la contri-bution Mermaz.

(1) Sondage SOFRES publié dans le Figure du 2 janvier.

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL

It Monde

Extraits du réglement : ARTICLE 1 :

LESA, CAP SESA, (...) dont le siège social est sis 264, rue du Faissourg Saint-Honoré, 6008 PARIS, organise un

etaposis

- Stile première étape, dite de sélection, pour lequelle les candidats sujont à répondre à une série de questions lées à l'informatique.

- Une seconde, dite Finele, visant è départager les finalistes et retenir les cipq Grande Gegnants.

ARTICLE 2: Ce concours est ouvert à tout étudiant désireux d'y participer syant, en juin 1980, au minimum le niveau baccala urient plus trois ans d'études révolut, au maximum égé de vingt-huit ans et réaldant en France métropolitaine (Corse compress).

ARTICLE 14:

Ce concours est dote do prix répartis comme suit :

— Chaque finaliste receive un abonnement de cinéma d'en un (12 pérsones) (12 séances). — Parmi les cinq Gran**ds** Gagnents, le jury choisira trad d'entre aux qui se verront offrir un cycle d'études informatique d'été. dans un campus américain, et deux d'entre eux qui se verront offrir un stage en informatique aux Etats-Unis au au Royaume-Uni (3.).

,INFORMATIQUE E1

. . .

QUESTION

nateurs ont été assurées par le réseau téléphonique traditionnel.

Mais ce réseau n'était pas très bien adapté à cette tâche. Les informaticiens ont donc imaginé une autre approche qui consiste à acheminer les messages et données informati-ques en les découpent en groupes de caractères, appelés « paquets », tous de même taille, accompagnés des adresses de l'expédi-teur et du destinataire, d'où le nom de € réseau de commutation de paquets ».

DE CES TROIS RÉSEAUX, QUEL EST CELUI QUI TRANSMET CHAQUE MOIS LE PLUS GRAND NOMBRE DE CARACTÈRES ?

Le réseau

Le réseau français TRANSPAC

Le réseau

QUESTION 10

Les compétences informatiques françaises font bonne figure sur le marché planétaire des transmissions de données. Sur les cinq continents, de nombreux pays ont en effet choisi de faire appel à la France. A votre avis... DE CES TROIS PAYS, LEQUEL A RETENU UNE TECHNOLOGIE FRANÇAISE POUR SON RÉSEAU PUBLIC DE TRANSMISSION DE DONNÉES ?

La Thailande La Chine

3614 CAP SESA POUR DÉCOUVAIR UN INDICE SUR L'UNE DES 12 QUESTIONS

CAP SESA

Le premier secrétaire a souhaite que, « puisque débat il doit y avoir ce soit un grand débat d'orientation générale digne de notre tradition de dialogue et du respect que non devons à nos militants », « Ceux que devons a nos minumos ont voulu le débat doivent aujour d'hui prendre le risque de l'assure concrètement et completement.

Le premier secrétaire à cité parmi les thèmes de discussion qu s'imposent, l'échec du « comme nisme bureaucrotique et dictate. rial » et les « effets pervers » qu'il peut avoir pour le socialisme démo. cratique. « L'identité du socialisme a-t-il dit, doit être renforcée . Le socialisme, selon lui, « ne se resum pas à la République ou à la demo crotie s. Il a observe. d'autre par que « parti et gouvernement n'agis-sent pas selon le même horizon » d que les socialistes doivent proposer une nouvelle étape sociale, de même qu'approfondir leur réflexions sur les problèmes de société que constituent l'abstention et le refus de la politique, le déba sur la lakcité et l'intégration des immigrés.

ti à la hauteur enements

laude Estier

du même coup, il n'est pas à b hauteur de ce qu'on pourran atta-dre du parti au pouvoir en Franc au moment précis où la révolutem de 1989 dans les pays du cente et l'est de l'Europe fait se toume tant de regards vers ceux qui som porteurs, ici, des idéaux du soca-tisme démocratique.

Une situation dommageable

Cortes, ces bouleversements s'est engagés la préparation au congrès de Rennes. Mais la sta-tion justifiait déjà les initiatives crises pour tenter de reconstitue dans un premier temps l'unité de appelle pour la commodité « mi ion value son nom à cette în-cii a « gouverné » le Parti soca-liste depuis 1971. Parce que cen qui las lançaient n'étaient engagé eux-mêmes dans aucune querele de chefs, dans aucune compention, pour une future - très future campagne présidentielle. appels au rassemblement ont red un large écho dont témoignent les militers de signatures recueilles si la contribution dont Louis Memar est le premier signataire. A l'haif présente, ces appels n'ont pa encore abouti, car, si du côté de Lionel Jospin la réponse a éte postive, les amis de Laurent Fabius off confirmé leur volonté de laisser les militants départager les uns et les

Désireux de n'entretenir aucunt polémique, nous ne pouvons pur instant que prendre acta d'un situation qui continue capendant nous paratire dommageable, car l nous paratire dommageable, car e risque est évident que l'on soi conduit à se compter davantage par rapport à tel ou tel leader que au des choix politiques ou ideologiques. C'est pourquoi nous pour surirons nos efforts pour que se respenditant relies et caux du ori nblent celles et ceux qui on construit ce parti avec Francos
Mittarrand, celles et ceux qui y
sont vertus dans les annés
récentes sur la base des grands
disections indiquées par l'horine
dui resters dans notre histori qui restera dans notre histori comemorane comme celui qui ramené durablement les socialiste eu pouvoir et qui a besoin pour dun parti dynamique, conèrat, digne des grandes ambruons nationales dont luminates est porteur pour la France

du

n du

)BICLE

TOTAL

s out

Président du groupe socialist au Sérut. Signataire de la contibution Memaz.

(1) Sondage SOFRES public jus

: que, le Figuro du 2 janvier.

La préparation des assises du RPR

M. Pasqua invite M. Chirac à sortir de « son bunker »

critiques sur M. Juppé, secrétaire général du RPR, M. Pasqua, qui était, samedi soir 12 janvier, l'invité de France-Inter, a ménagé M. Chirac. « Le mouvement gaulliste a besoin d'un leader charismatique, a déclaré l'ancien ministre de l'inté-rieut, et ce leader ne peut èrre que Jacques Chirac, mais encore faut-il qu'il sorte de son bunker de la mairie de Paris et qu'il cesse d'avoir autour de lui une cour qui lui cache la vérité », « Je ne me suis pas lance dans une course aux honneurs et aux places, a ajouté M. Pasqua, Je ne me bats pas pour des raisons médiocres, je me bats pour des idées. Il arrive un moment où il faut met-tre ses actes au service de ses convic-

Dans une interview publiée, samedi, par le Figuro, M. Juppé réa-git sur un ton plus modéré que celui de ses premières répliques en demeurant toutefois très ferme : « En me désignant à la vindicie publique on cherche à me destabiliser, mais également à déstabiliser Jacques Chirac, Si Charles Pasqua était venu me dire : lu l'y prends mal, çà ne va pas du tout, je l'aurais écouté et vraisemblablement entendu. Il m'a affirmé, au

possible, je te soutiens. Et puis, il y a eu ce brutal changement de dis-cours. » Selon le secrétaire général du RPR « il s'agit d'une attaque frontale contre la direction du RPR, qui affaiblit, dit-il, notre mouvement. La meilleure preuve en est la jubilation de nos adversaires. » M. Juppé a assuré, d'autre part, que « dans les circonstances actuelles et comple tenu du procédé employé par certains », le maire de Lyon, M. Noir, soutiendrait aux assises nationales du 11 février « la direc-tion actuelle du mouvement. » MM. Chirac, Juppé et Pasqua devaient se retrouver face à face, samedi matin, lors de la réunion des secrétaires départementaux du RPR convoquée à huis clos à Paris.

Parmi les nouveaux soutiens apportés à M. Chirac figurent ceux de MM. Philippe de Gaulle, séna-teur de Paris, Poncelet, sénateur et président du conseil général des Vosges (département dont M. Séguin, l'allié de M. Pasqua, est l'élu). Dugoin, député et président du conseil général de l'Essonne, et Lipkowski, député de la Charente-

Partisan de MM. Pasqua et Séguin, M. Borotra, député des

Yvelines, indique, dans un entretien publié par Valeurs actuelles : « S'il existe un risque de droitisation du RPR, ce n'est pas nous qui l'incar-nons, mais bien ceux qui n'ont rien fait pour empêcher l'hémorragie que nous connaissons. En ne retenant pas la force populaire qui a toujours fait la force du gaullisme, notre mouvement risque de se couper de ses racines, au profit de la gauche comme du Front national. 4 M. Bernand Dabais départs d'Indre et nard Debré, député d'Indre-et-Loire, a renouvelé sa confiance en M. Chirac tout en affirmant sa « fidélité » à MM. Pasqua et Seguin, « tant dans leur démarche que dans leurs idées. »

Selon M. Le Pen, « le RPR est en train de se désintégrer », tandis que de l'avis de M. Gaudin, sénateur UDF des Bouches-du-Rhône, la riposte de l'état-major du RPR à MM. Pasqua et Séguin a été « dis-proportionnée et très excessive ».

Le Point publie un sondage de l'institut IPSOS, réalisé les 10 et 11 janvier auprès de 1 300 personnes, selon lequel 75 % des sympathisants du RPR ne souhaitent pas que M. Chirac abandonne la présidence du manufacture de la présidence de la manufacture de la manuf présidence du mouvement.13 % sont d'un avis contraire.

La contestation au sein du PCF

MM. Fiterman et Leroy s'écrivent dans « l'Humanité »

publie une leure de M. Charles fiterman et une réponse de M. Roland Leroy. Faisant référence à un éditorial et à un article publiés récemment dans l'organe central du PCF (le Monde du 9 janvier) dans lesquels, écrit l'ancien ministre d'Etat, « mon nom est cité à deux reprises en liaison avec les attaques dont le parti sa disarina as also dont le parti, sa direction, et plus particulièrement Georges Marchais, sont l'objet en ce moment », M. Fiterman a proteste avec émotion et indignation contre ce qui apparaît à l'évidence, même si le procédé utilisé est oblique, comme une tentative d'accréditer l'idée que ie serais partie prenante de cette campagne ».

a Je ne prends, comme je n'ai jamais pris, aucune part à des mises en causes personnelles et à une campagne dont on voit bien l'objectif », assure-t-il, en tant que membre du secrétariat du comité central, avant d'ajouter : « Je n'ai donné manda: à qui que ce soit de parler en mon nom et ne suis engage que par ce que

ie dis et fais, ni plus ni moins. » M. Fiterman rappelle qu'en octoore, dans une lettre au comité central, il a avancé « un certain nombre d'idées et de propositions s'inscri-vant dans la stratégie et la politique définies par nos congrès, avec l'ob-

M. Henri Krasucki a l'humour

un peu grinçant . Alors que la

direction du PCF ne dispose pas

d'assez d'adjectifs pour qualifier la campagne dont elle se dit vic-

time, le secrétaire général de la CGT a livré, jeudi 11 janvier

devant quelques journalistes, deux appréciations dont l'oppor-

Dénonçant la construction de

e campagnes politiciennes sur le sang et la douleur roumaines », M. Krasucki a quand même tenu

tunité n'échappera à personne.

jectif de contribuer au débat pour l'enrichir et le développer (...) dans un esprit positif, constructif, frater-nel. Tout ce qui s'est passé depuis ne fait, à mes yeux, éjoute-t-il, qu'en renforcer la nécessité et l'urgence ».

Mais, constate l'ancien ministre des transports, « alors que les condi-tions d'un tel débat semblaient progresser, le déclenchement de la cam-pagne actuelle aboutit à y faire obstacle ». Appelant à ne pas céder et à ne pas se prêter à « ce genre de manipulation à répétition », M. Fiterman conclut : « Je pense que rien ne doit nous conduire à renoncer à l'effort nécessaire pour renouer u testor necessaire pour meure le parti pleinement en mesure d'assurer son rôle et son avenir, et qu'assimiler toute démarche en ce sens – même si elle comporte des aspects critiques – à du dénigrement, voire à un ralliement aux positions du grands capital, serait retomber dans les comportements dont le dans les comportements dont le mouvement communiste ne connaît que trop les graves conséquences. »

Le droit d'avoir son opinion

Dans sa réponse, le directeur de l'Humanité indique : « Je n'ai pas l'impression qu'en aucune occasion un « procédé oblique » ait été utilisé » contre M. Fiterman. Son nom « n'a été mentionné qu'en repre-nant », comme il l'a fait lui-même,

M. Krasucki avait « compris » dès 1971

préciser qu'il n'avait, kii,

Roumanie » (Le bureau politique

du parti, dont il est membre,

avait décidé d'envoyer,

en novembre à Bucarest, une

délégation composée de MM. Pierre Blotin et Roger Tru-

gnan, au quatorzième congrès du PC roumain pour

roumain pour

officiellement - dire son feit à

Interrogé sur d'hypothètiques vacances passées en Roumanie,

des propos « tenus ailleurs » par MM. Marcel Rigout et Anicet Le Pors, souligne M. Leroy.

« Je ne partage pas l'opinion de Charles Fiterman soutenant que son texte adressé au comité central en octobre « s'inscrivait dans la straté-gie et la politique définies par nos congrès », poursuit-il en tant que membre du bureau politique, en assurant que « les membres du comité central, dans leur grande maiorité out recu ca teste et ils majorité, ont recu ce texte, et ils l'ont dit, comme proposant une autre politique et un autre parti ».

« Il reste une question à laquelle j'attache beaucoup d'importance et d'honneur, affirme le directeur du quotidien du PCF. Charles Fiterman – son nom est cité sept fois dans cette réponse –, partant des articles de l'Humanité, considère que le danger « serait de retomber dans des comportements dont le mouvement communiste ne connaît que trop les graves conséquences ». Ceia est inacceptable. Notre position est à l'inverse. Personnellement, assure M. Leroy, comme tous les assure M. Leroy, comme tous les communistes, j'ai connu de trop près les effets de l'autoritarisme pour ne pas adhèrer pleinement à notre façon de faire, nouvelle et améliorable certes, mais qui repose sur desprincipes largement democratiques. Chez nous, chacun à le droit d'avoir son opinion, s'il est minoritaire de la conserver et de la défendre. »

M. Krasucki a répondu qu'il y

était allé « une fois », en 1971,

en ajoutant : « J'ei compris. Je n'y suis jamais retourné ! » (Le secrétaire général du PCF, pour sa part, y était retourné jusqu'en

1984 et M. Maxime Gremetz,

« ministre des affaires étrangères

du parti », a entretenu des « rapports fructueux > avec son

homologue du PC roumain jus-qu'en 1987).

O. B.

Le syndrome des « godillots »

par Alain Rollat

LES gautistes ont toujours ame les forts en gueule. A condi-tion qu'ils ne deviennent pas iconoclastes. Car il existe chez eux un tabou, qui remonte à l'époque du RPF, où le gaullisme était une reli-gion : le cuite du chef. Charles Pasgion : le cuite du cher, charles ras-qua et Philippe Séguin, cloués au pilori par l'état-major du RPR comme coupables de lèse-majesté, risquant d'en faire l'expérience. Mais sans doute savent-ils déjà à quoi s'en tenir. Comment pourraient-ils ignorer que les précé-dents ne sont pas de bon augure pour leur initiative ?

Le premier homme qui osa enfreindre ce tabou, sous la V- République, fut Jacques Soustelle. Gaulliste historique, résistant de la première heure londonienne, cet homme de sciences et d'action disposait, avec une indiscutable légitimité militante, d'un atout personnel que possède aussi Charles Pasqua: l'art de plaire à ses « compagnons ». Et il en joua avec talent quand il entreprit de s'opposer, des le premier congrès de l'UNR, en novembre 1959, au nom caise », à la politique algérienne de Charles de Gaulle. Ses succès d'estrade et l'astima unanime dont il jouissait parmi les fidèles du général ne lui évitèrent pas la déconfiture. Quatre mois après après avoir été évincé du gouvernement, était voué à la marginalité. Ca fut alors le temps des militants inconditionnels, muets du sérail, anonymes « godillots », dont fit partie, à un rang modeste, Charles

Vint ensuite le règne des « barons », après le retrait du général de Gaulle, en mai 1969, et, avec lui, le printemps des mille complots, fomentés au sein d'une UDR déjà tiraillée entre l'attrait de la modernité, qu'incamait Jacques Chaban-Delmas, et la volonté des grognards de préserver farouche-ment l'héritage politique et spirituel de l'homme du 18 juin par l'inter-médiaire, notamment, de l'amicale Présence et action du gaullisme, qui réunissait une quarantaine de députés parmi lesquels Charles Pasqua, promu auparavant vice-président national du SAC (Service d'action civique) sur le front de la chienlit », en mai 68. Qui se souvient des deux populaires « gaul-listes de gauche » qui, à ce moment-là, défièrent ouvertement le président Georges Pompidou, successeur à l'Elysée de Charles de Gaulle? Qui garde en mémoire le souvenir de René Capitant, ce professeur rigoriste qui prêchait à ses « compagnons » la révolte contre la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas ? Qui conserve le souvenir de l'alter ego de René Capitant, le jovial poly-technicien Louis Vallon, qui accusait Georges Pompidou d'être l'« Anti-de Gaulle » ? Jugés coupa-bles de douter de la légitimité gaulliste de l'action du nouveau prési-dent de la République, tous deux furent frappés d'ostracisme par leurs pairs. C'est-à-dire par ceux-là mēmes - dont Charles Pasqua qui organisèrent un peu plus tard assaut victorieux, non contre Georges Pompidou, devenu par sa fonction intouchable, mais contre le même Jacques Chaban-Delmas,

devenu bouc émissaire. Les mêmes qui ourdirent, enfin le « coup » du 14 décembre 1974 (le « coup » au 14 decembre 1974 (le Monde du 11 janvier), qui propulsa Jacques Chirac à la tête de l'UDR en exploitant les rivalités des « barons » et le vide créé par la mont de leur père mythique, le général de Gaulle.

Centralisme démocratique

Enfin naquit le RPR. Fils spirituel de Georges Pompidou, Jacques Chirac n'avait rien d'un de Gauile ; il n'était ni chef de l'État ni premier ministre, mais les gaullistes qui l'in-tronisèrent, Charles Pasqua en tête, restèrent fidèles à leurs principes fondamentaux en faisant er sorte que la nouveau Rassemble ment fonctionne exclusivement comme une machine de propagande au service de son président, à l'image du RPF de naguère. Ce fut la période des grandes messes anti-giscardiennes orchestrées par Charles Pasqua. Les dinosaures gaullistes ne désespéraient pas encore de parvenir à reconquérir l'Elysée. Et, parmi eux, personne n'aurait songé à se plaindre de voir les héritiers du général de Gaulle pratiquer, dans le fonctionnement de leur nouveau mouvement, le centralisme démocratique cher aux communistes : les « compa-gnons », comme les « cama-rades », étalent priés de s'abstenir de tout état d'âme.

Si l'initiativa de Charles Pasqua et Philippe Séguin suscite un tel vacarme parmi les amis de Jacques Chirac, cela confirme tout simplement que le RPR ne s'est jamais débarrassé du syndrôme jamais débarrasse du syndrome originel des « godillots ». Déphasé, par rapport à son glo-rieux passé gaulliste, son état-major a réagi de façon épidermi-que, à la manière d'une garde bonapartiste, ators que l'initiative prise par Charles Pasqua et Phi-lippe Séguin apparaît des plus banales au régard des pratiques courages d'are n'importe quel courantes dans n'importe quel autre parti, à l'exception, toujours, du Parti communiste. Quoi de plus naturel, quand on milite quelque part et que l'on n'est pas d'accord avec les méthodes ou les orienta-tions proposées par le secrétaire général de son mouvement, que de vouloir défendre sa propre concep-

tion des choses ? Si, lorsqu'ils étalent leur divergences, les dirigeants socialistes réagissaient avec la même violence verbale que celle qui a été opposée venus aux mains. Sur ce point, Jean-Claude Gaudin a eu raison de parler d'une réaction « dispropor-tionnée ». Une réaction qui à, en tout cas, ramené à leur vraie mesure les assurances d'ouverture et de meilleure démocratie interne prodiguées le printemps demier par Jacques Chirac et ses proches aux apprentis « rénovateurs » du

Pour le RPR, le bilan est, pour l'instant, globalement négatif. Son état-major n'a visiblement pas compris - pas plus que celui du PCF - que le centralisme démocra-

tique constitue la plus suicidaire des pratiques quand elle continue de s'appliquer à l'intérieur de formations politiques déconnectées par rapport aux aspirations de la sociétés, comme le montre l'évolution des pays de l'Est. Le maintien aveugle de cette règle équivaut alors à pratiquer la politique de l'autruche. Et, finalement, à donner raison à la fameuse moue de Charles de Gaulle sur le fonctionnement frileux de « ces petits partis qui cuisent leur petite soupe au petit coin de leur feu... »

LIVRES POLITIQUES -T-IL existé une époque qui ne parût point extraordinaira à ses contemporains, qui ne fût dite « de transition », ou « de mutation > ? L'histoire n'a-t-elle pes toujours donné à ceux qui en étaient les premiers témoins le sentiment d'aller de plus en plus vite? Ces questions ne sont posées que pour relativiser, raisonnablement, la propension à privilégier l'importance des hangements que l'on vit ou que l'on devine, réaction bien humaine puisque les précédents sont devenus des acquis et que les futurs, non encore discernables, n'inquiètent pas. Ces précautions prises, on en

conviendra : il s'en passe des choses en ce moment... Difficile de rester assis sur son incrédulité en marmonnant qu'il n'y s rien de nouveau sous le soleit. I y en a, au moins, à l'Est et, plus profondément, dans la recomposition de l'ordre mondial ou dans les potentialités de celui de la connaissance technique et scientifique. Si l'on ajoute à cela que nous sommes en train de clore un millénaire, la question de savoir ce qui se passera dans le prochain n'est ni vaine ni artie : cet avenir-là bouscuk Jacques Attali livre des

réponses dans un petit livre qui voit loin. Des réponses qui doivent leur caractère péremptoire et initiatique au raisonnement délibérément démonstratif développé par l'auteur, ainsi qu'à son désir de frapper les esprits. Cela ne l'empêche point de nuancer son propos quand il le faut, d'envisager des alternatives lorsque la ligne d'horizon ne lu semble pas encore bien établie et de s'engager personnellement sur les valeurs qui lui sont chères. Aussi évitera-t-on de parler de songe, car si Jacques Attali rêve, c'est avec les yeux ouverts, tous sens éveillés.

Son cours de prospective appliquée au passage du se fonde sur une analyse sociale elle-même inspirée de « la théorie de l'information sous toutes ses formes -- biologie, informetique, linguistique, anthropolo-gie ». L'auteur produit une syn-

Le discours aux nomades breuses recherches connues et part de l'idée que toute vie sociale suppose une gestion de la violence. Celle-ci s'est exprimée sous trois formes succes sives : le Sacré, la Force,

> Selon l'auteur, il v a eu ainsi huit formes successives de l'ordre marchand, chacune dominée par un cœur agissant sur une périphérie : ce furent, du treizieme au vingtième siècle, Bruges, Venise, Anvers, Gênes Amsterdam, Londres, Boston et New-York, chaque phase correspondant à une innovation technique majeure (le gouver nail, la vapeur, l'électricité) et à une fonction sociale devenant objet de consommation (se nourrir, se vêtir, se déplacer). A noter que le cœur de chacune de ces périodes n'est pas « voué nécessairement à devenir le maî-

l'Argent. La dernière en date,

celle de l'argent, c'est-à-dire du

marché ou du capitalisme, s'est

organisée sous des incamations

de plus en plus larges, entre des

Aujourd'hui s'annonce, selon Jacques Attali, une neuvième forme marchande. Elle se caractérisera par la production d'objets appelés nomades « parce qu'ils ont en commun d'être légers, sans attaches, portés par chaque individu » cels va du baladeur à l'ordinateur portatif, en passant par le téléfax, les machines à enseigner ou à diagnostiquer, les pro-thèses médicales. L'homme lumême deviendra de plus en plus nomade : à la fois autonome et relié étroitement au conformisme des critères d'intégration. On va donc beaucoup plus vers une société hyperindustrialisée, dominée par la concur-rence dans la production et la distribution de ces objets, que vers une société pacifiée de ser-

tre du jeu politique mondial ».

ANDRÉ LAURENS

vices. Mais où se situera le cœur de la neuvième forme ? Le Japon paraît se désigner de lui-même mais Jacques Attali prévoit, préalablement, la juxtaposition durable de deux espaces dominants, l'un fondé

sur le couple Etats-Unis - Japon axé sur le couple CEE - URSS (c'est l'espace européen). Le premier bénéficie aujourd'hui d'une longueur d'avance, mais l'Europe dispose d'atouts qui lui permettraient de gagner une compétition, dont l'enjeu sera, outre la périphérie de chacun des deux espaces, ces mondes séparés que sont l'Inde et la

A ce stade de la prospective intervient, on la devine, l'action proprement politique, soit pour aider au succès de l'un ou l'autre ensemble, soit pour contenir les dangers bien réels de cette neuvième forme de l'ordre marchand : dangers de guerre à la périphérie, menaces pour l'espèce humaine si la logique du système fait marchandise de tout, en particulier de la nature et de l'homme potentiellement reproductible en série, comme un obiet.

Mais le politique aura-t-il encore la capacité d'influer sur l'écresante logique marchande ? On peut en douter, mais on peut aussi s'en préoccuper puisqu'une large part de cet avenir est prévisible et que les problèmes se posent en termes de mondialité. Jacques Attali énumère les principeux et envisage les movens et les institutions propres à les résoudre.

Les nomades de tous les sont pas obligés de le suivre sur les pistes qu'il trace mais, au moins, disposent-ils de quelques balises pour s'orienter. Quant aux citoyens de ce pays, ils découvriront avec intérêt que la réflexion politique n'est pas aussi pauvre et décourageante qu'on le leur donne souvent à croire et qu'elle peut s'abreuver, aussi, aux sources du pouvoir.

▶ Lignes d'horizon, de Jacques Attali. Fayard. 215 pages. 75 F.

Démission as PCF dans le Rhône. - Le président du groupe des élus communistes à la Commu-nauté urbaine de Lyon, M. Jacques Commaret, s'est démis de ses fonctions, ainsi que de ses responsabili-tés au sein du bureau de la fédération du Rhône du Parti communiste français. Il semble que cette déci-sion soit motivée par la publication d'un article dans l'Humanité qui faisait état d'un « putsch civil » prétructeurs du parti (le Monde du 9 janvier). M Commaret reste toutefois membre du PCF et conserve ses mandats de conseiller communautaire et d'adjoint à la culture dans la municipalité à direction communiste de Vaulx-en-Velin, -(Bureau

Le mouvement du RECOURS vent élargir son champ d'intervention

Le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), qui se consacrait, jus-qu'à présent, à la défense des intérêts des pieds-noirs et des familles d'anciens harkis, envisage d'élargir son champ d'intervention. Son porte-parole M. Jacques Roseau, a annoncé cette évolution en réagissant aux vœux de Nouvel An de M. François Mitterrand. Il a

déclaré : « Si le président de la République a su évoquer l'avenir de l'Europe dans toutes ses dimensions, il a, hélas! oublié les problèmes posés par le Sud et notamment par l'intégrisme islamique. Devant les graves bouleversements auxquels la France va être confrontée, dès 1990 (...), le RECOURS annonce sa décision de se transformer en mou-vement national pour mettre au ser-vice de la France son expérience du monde arabo-musulman et sa détermination d'assurer la sauvegarde des valeurs nationales (...). »

M. Roseau a ajouté : « Le M. Koseau a ajonte de RECOURS va se transformer pour rassembler non seulement les deux millions de Français rapatries, mais aussi tous les Français désireux de se mobiliser au sein d'un mouvement totalement indépendant et deut le cond bat en le salut de la ment totalement indépendant et dont le seul but sera le salut de la nation et la mission de la France en Afrime Afrique et en Europe. »

Le mouvement du RECOURS devrait arrêter ses nouveaux objectifs lors d'un congrès national convoqué en février et devenir ainsi, selon l'expression de son porte-parole, « le RECOURS pour la France. »

Une communauté militaire désenchantée

les armées, le plan de revalorisation de la condition militaire (le Monde daté 7-8 janvier) a été curieusement un nonévénement. Discrètement annoncé dans un simple télex de trois feuillets adressé, en plein week-end dernier, par M. Jean-Pierre Chevenement à ses troupes, ce plan qui permettra notamment de relever les soldes les plus basses est apparu aux intéressés davartage comme un catalogue de promesses que comme un véritable engagement détaillé du gouvernement en faveur des trois cent mille cadres de métier et des cent trente-sept mille personnels civils travaillant pour la défense.

Les implications financières de ce plan, telles qu'elles peuvent être provisoirement estimées, ne sont pourtant pas totalement négligea-bles. Dès cette année, 470 millions de francs seront consacrés au versement de certaines primes, nouvellement créées ou augmentées pour les plus anciennes, et de l'indem-nité pour charges militaires. En 1991 et 1992, cela représente une dépense globale de 1 650 millions de francs. A elle seule, pour pren-dre un exemple, l'indemnité pour charges militaires, qui croîtra en moyenne de 12,5 % par an, nécesfiard de francs entre 1990 et 1993.

Le désenchantement est probablement à la mesure de l'attente. puisque c'est dès l'été dernier, lors de l'agitation épistolaire des gen-darmes, que le ministre de la défense avança l'idée d'un tel plan pour calmer les esprits. Plusieurs fois, depuis, M. Chevènement dut remettre son projet en chantier et même annuler sa présentation en conseil des ministres pour cause de divergences sérieuses au sein du mois : un major (le plus gradé des gouvernement. Voulant rassurer un temps les militaires impatients, il capitaine, 11 600 francs et un colo-

crut bon, un jour, d'indiquer publi-quement aux intéressés qu'ils seraient même surpris par «l'ampleur» des mesures arrêtées sons peu.

Anjourd'hui, force est d'observer que de nombreux cadres se disent décus, voire frustrés, et que les plus amers d'entre eux parlent de . poudre aux yeux » après l'annonce d'un plan dont ils ont du mai, faute de précisions que le gouvernement se refuse à leur donner, à imaginer concrètement la traduction au bas de leurs feuilles de paie. D'autant que la plupart de ces mesures ou d'arrêtés qui devront être soumis au préalable au Conseil supérieur de la fonction militaire, et qu'elles n'auront pas d'effet pratique, au mieux, avant octobre pro-chain et, au pis, avant le début de

En période de paix, les officiers et les sous-officiers, souvent poussés par leurs conjoints, se comportent comme n'importe quel agent de l'Etat qui surveille son niveau de vie et compare avec les rémunérations des autres corporations. A tort ou à raison, parce qu'ils ne sont pas syndiqués, les cadres s'estiment insuffisamment défendus par leur hiérarchie, qui, en réalité, ne dispose d'aucune liberté de manœuvre en matière de fixation des soldes de ses subordonnés. Or, si l'on en croit des études récentes du commissariat de la marine par exemple, il existe, sur une période qui va de 1983 à 1988, un écart de 8 % en moyenne entre les traitements civils et les soldes militaires correspondantes, an détriment des dernières.

Selon le plus récent des bilans sociaux (1988) rédigés par la direction de la fonction militaire, qui calcule les soldes de base nettes (après les retenues pour pension et sécurité sociale) et majorées des primes on indemnités liées à la qualification de chacun, un homme du rang engagé (caporal), marié, sans enfant, recoit 4 600 francs par

nel (on capitaine de vaisseau), 20 800 francs. Les personnels civils, pour leur part, recoivent, aux mêmes conditions, entre 6 140 francs (pour un commis de la catégorie C de la fonction publique) et 22 800 francs (pour un administrateur civil hors classe de la catégorie A), avec des rétribu-tions qui se situent en moyenne entre 7 000 et 14 000 francs men-

Cela étant, la corporation militaire est riche en indemnités et primes diverses qu'il convient de ne pas oublier. Certains de ces revenus complémentaires peuvent, cumulés, représenter l'équivalent d'une solde de base, qui s'en trouve ainsi plus que doublée parfois, toutes ressources confondues, pour des spécialités ou des fonctions présentes du méties des conctions présentes de sources confondues, pour des spécialités ou des fonctions présentes de méties des contres présentes de la conformation de la conformatique de la conformati cises du métier des armes.

< Un enchevêtrement » de primes

Dans son plan de revalorisation de la condition militaire, M. Chement a abondamment usé de cette possibilité, laissant au ministre de la fonction publique. M. Michel Durafour, le soin de négocier avec les syndicats l'amé-lioration indiciaire, à venir, des traitements de l'ensemble des fonctionnaires. Et si le gouvernement a, pour l'instant, adopté un profil bas dans son information de la communauté militaire, c'est parce qu'il a craint de susciter la jalousie d'antres agents de l'Etat devant la diversité des indemnités et primes versées aux armées, même si, en réalité, certains fonctionnaires (éducation, finances, santé ou police) ont des avantages compara-

Mais cet « enchevêtrement » d'indemnités et de primes, pour reprendre l'expression d'un proche du ministre de la défense, est diversement apprécié par leurs bénéficiaires dans les armées. La plupart des officiers et des sous-officiers préférent spontanément à la prolifération de ces allocations de circonstance une augmentation de la solde de base, pour des raisons qui tiennent au calcul de leur retraite.

C'est peut-être une vue à court terme. Certes, ces primes et indemtaines d'entre elles, comme l'indemnité de sujétion spéciale de police pour les gendarmes, ne seront pas prises en compte dans le montant de la future pension. Mais des indemnités, comme l'indemnité pour charges militaires qui est la principale, ne sont pas imposables, et, d'une manière générale, l'évolution de ces primes est presque tou-jours plus favorable que la crois-sance de la solde de base.

La création par M. Chevène-ment, qui y tient beaucoup, d'un complément d'indemnité pour les services de garde ou les perma-nences assurés les dimanches ou jours fériés et non

récupérés, fait davantage encore jaser les cadres les plus anciens. Elle est, à les en croire, contraire à l'éthique traditionnelle des militaires qui voulait, au nom de la disponibilité opérationnelle des per-sonnels, que le paiement des heures supplémentaires soit une pratique inconnue des armées. Au ministère de la défense, on réplique volon-tiers à ces vertueux que de fortes astreintes professionnelles sans contrepartie financière ne sont plus acceptées des plus jeunes, par les temps qui courent, notamment dans l'armée de terre.

Le gouvernement, qui a donc lâche un peu de lest au profit des conditions de vie et de travail des militaires, subit en réalité le contrecoup d'une politique qui a longtemps consisté à comprimer à l'excès les dépenses de fonctionnement des armées au bénéfice de leur équipement. Entre l'année 1986 et l'année 1990, quand les matériels reçoivent une différence de 26,4 milliards de francs de crédits supplémentaires, les hommes doivent se contenter de quelque 4,6 milliards de francs de plus. C'est, dit-on, le prix de la moderni-sation des armées. Mais quel intérêt v a-t-îl à aligner un arsenal constamment mis à jour si les

JACQUES ISNARD Brandenstein.

Une mission réussie de « dépannage spatial »

La navette Columbia a récupéré le satellite LDEF

Columbia a parfaitement réussi, vendredi 12 janvier, sa mission de « dépannage spatial » en récupérant comme prévu le satellite long duration exposure facility (LDEF), abandonné à lui-même en orbite, depuis avril 1984.

La navette américaine a rejoint LDEF, vendredi à 16 h 15 (heure française), à l'issue d'une course-poursuite de trois jours, cinquante orbites terrestres et 2 millions de kilomètres. Dès que le satellite a été en vue, le pilotage automatique a été coupé et le commandant de bord Daniel Brandenstein a terminé l'approche finale manuelle ment. La navette s'est alors positionnée avec sa soute ouverte faisant face au satellite.

Alors que les deux engins fon-caient côte à côte à quelque 28 000 km/h à 323 km d'altitude, le «spécialiste mission» Bonnie Dunbar, l'une des deux femmes de l'équipage, a saisi délicatement, à l'aide du bras télémanipulateur de 15 mètres, le satellite par une pièce d'amarrage prévue spécialement pour cet usage. Elle a ensuite fait pivoter lentement, pendant plus de quatre heures, cet engin de la taille d'un autobus pour permettre à la caméra de bord de le filmer sous toutes les coutures, en cas d'échec de l'opération de sauvetage. Mais, à 21 h 50 (heure française), le LDEF était solidement arrimé dans la soute.

Ce satellite scientifique de 11 tonnes contenant 57 expériences scientifiques (le Monde du 11 ianvier) semble avoir souffert de son séjour prolongé en orbite. Les astronautes ont aperçu queiques pièces flottant autour de lui, et, sur deux de ses nombreuses cases à expériences, les panneaux d'aluminium étaient - presque explosés, comme le couvercle ouvert d'une botte de sardines», a dit Daniel

Samedi matin, le seul incident de cette mission modèle avait été une fuite sur un déshumidificateur, survenue jeudi 11 janvier. Elle a obligé les astronautes à se livrer à une chasse aux gouttelettes d'eau (5 à 8 litres au total) qui, en raison de l'apesanteur, flottaient dans la cabine et se collaient sur les parois. La veille, l'équipage avait largué sans problème le satellite Syn-com IV. Le retour de la navette est prévu le 19 janvier à 11 h 57 (heure française) sur la base d'Edwards (Californie), au terme de 158 orbites. D'ici là, les cinq astronautes se livreront à diverses expériences scientifiques.

13 Spot-2 : lancement préva le 21 janvier. - Spot-2, le second 21 parver. — Spot-2, le second satellite français d'observation de la Terre, a été réparé et devrait pouvoir être lancé le 21 janvier, entre 2 h 35 et 2 h 45 (heure française). Prévue initialement pour la mit du 10 au 11 janvier, la mise sur orbite de Spot-2 par le trente-cinquième vol de la fusée Ariane a été retardée la semaine dernière, en raison d'une anomalie sur la cen-trale inertielle du lanceur, puis d'une défaillance de l'un des enregistreurs magnétiques sur le satel-lite (le Monde du 10 janvier).

D Extension de la coopération américano-soviétique sur l'envienement. – Les Etats-Unis et l'URSS vont étendre leur coopération en matière d'environnement à sept nouveaux projets, parmi les-quels la création d'un parc interna-tional destiné à protéger le détroit de Behring qui sépare l'Alaska de la Sibérie, et des programmes de recherches sur la contamination radioactive autour de Tchernobyl, ou l'état de la couche d'ozone audessus de l'Arctique. Lors d'une conférence de presse, tenue ven-dredi 12 janvier à Washington, à l'issue de leur douzième réunion commune, les représentants de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et leurs que leur coopération portait désor-mais sur quarante-cinq projets communs. – (AFP-UPL)

Négociations entre la RATP et les musiciens de couloir

Les « French lovers » contre le « métropuritain »

RATP, qui souhaite « « discipliner» le travail des musiciens « de couloir » et la Guilde des artistes de la rue et du métro, qui regroupe plus de deux cents adhérents en majorité musiciens, ont repris jeudi 11 janvier. Deux jous auparavant, la Guilde avait organisé une manifestation gare Saint-Lazare, à Paris, afin de protester contre les projets de la

Rassemblés autour des marches d'un escalier en sous-sol de la gare Saint-Lazare, ils maudissent en choser les grahetioie » du « métropuritain ». Entre les flûtes de Pan des groupes péruviens et les déhanchements du groupe des « French lovers », Danièle, dite Zazie, redresse les banderoles installées en haut des marches. «C'est un concert, d'accord, mais c'est aussi une manifestation, lance-t-elle. Il ne faudreit pas l'oublier. »

La Guilde des artistes de la rue et du métro, née il y a à peine trois mois, mène campagne contre la direction de la RATP, qui souhaite « discipliner» le monde des saltimbanques du métro. Un premier pas a été fait en septembre, avec l'interdiction, « pour des motifs impérieux de sécurité», des « apparaillages électriques permettant la sonorisation ».

Un mois plus tard, la RATP, bien décidée à « reconquérir son autorité dans les sous-sols », ouvrait des négociations avec les artistes du métro parisien. « Nous ne voulons pas faire disparaître la musique du réseau, explique-t-on à la RATP. Nous Il s'agit de ne plus jouer

Les négociations entre la n'importe quand et n'importe

La direction proposait alors quelques règles de bonne conduite : pas de musique sur les quais du métro et du RER, pas de sonorisation électrique dans les rames, et pas d'« amplis » de plus de dix watts dans les couloirs du soussol parisien. Elle proposait en outre la création de soixante « points musique » installés dans les stations dotées de correspondances. Tous seraient réservés à des musiciens accrédités par la RATP. La Guilde protestait. Lassée, dit-elle, par le « climat de tension créé par ses détracteurs systématiques », elle demandait la suspension, des nécociations la 18 décembre dernier.

Groupes officiels

Aujourd'hui, les musiciens ont fini par faire quelques concessions : ils acceptent l'idée de ne pas jouer sur les quais et dans les wagons extrêmes des rames, et proposent une limitation des amplis à 15-watts. Mais leur allergie aux « points musique », elle, est restée intacte. « Les violonistes s'installent dans les coins restreints, un peu intimistes, pour mieux remplir l'espace sonore alors que les groupes latino-américains préfèrent les halls de correspondance où leur musique esonne » mieux; souligne Marc Signorini, un des responsables de la Guilde. Avec ces points musique fixes et organisés, ce sera désormais impossible. »

Qui choisira les musiciens, les lieux, et le type de musique joué ? se demande également la Guilde. Et pourquoi se contenter de ces groupes ∉ officiels » accrédités par la RATP alors que le sous-sol attire actuellement plus de trois cents

musiciens ? « C'est du gâchis, soupire un clarinettiste. La richesse du métro, c'était justement ces groupes très diffé-rents qui s'installaient un jour ici, et un jour là. Il faudra maintenant passer une audition, posséder une carte, et venir jouer à heures fixes dans des lieux retenus à l'avance. Si nous iouons dans le métro, c'est justement pour éviter cela. »

La RATP, qui souhaite, e dans les prochains dix-huit mois, organiser différemment l'accueil de sa clientèle », craint également que les attroupe-ments créés par les groupes gênent les allées et venues sur les quais. La musique, ajoute-t-elle, couvre parfois le système de sono des wagons. « Les récepteurs de Tube créaient eux aussi des attroupements », rétorque Marc Signorini.

« Le problème est ailleurs. Il nous faut sauver la culture de rue, qui est irremplaçable. On part jouer dans un endroit qui n'est pas fait pour ça, et des gens qui ne font pourtant que ser s'arrêtent pour écouter. Des gens qui, pour certains, ne sont jamais allés à un concert de leur vie. 3

ANNE CHEMIN

☐ Métro-croisière. ~ Le COPEF (Cercle ouest-parisien d'études ferroviaires) organise, le samedi 27 janvier, un voyage en rame spé-ciale («Sprague» verte, retirée du service depuis plusieurs ambés) sur le réseau du métro de années) sur le réseau du mêtro de Paris. Le départ aura lieu vers 8 h 30, à l'atelier de Vaugirard (près de la porte de Versailles). Il empruntera l'itinéraire Montpar-nasse, Edgar-Quinet, Etoile, Gare-de-Lyon, Place-d'Italie : fin du cir-cuit à Bastille, vers 11 h 45.

Inscription auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, avant le 19 janvier. loindre une enveloppe timbrée à 2,30 F. pour l'envoi de la convocation. Participation aux frais, 180 F.

FAITS DIVERS

A Salses-le-Château (Pyrénées-Orientales)

Un garde municipal tue un jeune gitan

Un garde municipal du bourg de Salses-le-Château (Pyrénées-Orientales) a, dans la mit du jeudi 11 au vendredi 12 janvier, tué d'un coup de fusil un jeune gitan, Raphaël Bautès, vingt-six ans, surpris avec plusieurs compagnons à piller des voitures en stationnement.

Après avoir, selon leurs dires, averti
les gendarmes de Saint-Estève, les
deux agents municipaux entreprirent
de foniller les six jeunes qu'ils venaient
d'interpeller pour vérifier si ceux-ci
n'avaient pas d'armes. C'est à ce
moment-là que Raphael Bautès aurait moment-là que Raphaël Bautès aurait sorti un couteau, menaçant l'un des gardes, M. Heuri Carrère, quarante et un aus. Ce demier fit alors feu avec son arme personnelle, un fusil à pompe chargé de petits plombs. Raphaël Bautès, touché au ventre, devait montre peu de teamps après son admission à l'hôpital de Perpignan.

Placé en garde à vue, M. Henri Carrère devait être transféré dans la soirée de vendredi à Perpignan.

EN BREF

L'amiral Pierre Lacoste présidera rieur et de la défense ent adopté le Comité de flaison défense armée-nation. — Ancien directeur général de la DGSE démis de ses fonctions à Roussely et Charles Barbeau, respecla suite de l'affaire Greenpeace et ancien président de la Fondation pour les études de défense nationale, l'amiral (cadre de réserve) Pierre Lacoste, soixante-cinq ans, a accepté de présider le Comité national de liniere. son défense-armée-nation (DAN), qui est un organisme d'étude et de réflexion sur les problèmes de sécu-nité au sein du Centre d'information civique. Il succède au général (cadre de réserve) Jeannou Lacaze, élu député au Parlement européen.

□ Les relations entre la police et la gendarmerie. - En plaçant « sous la responsabilité du ministre de l'intérieur » l'emploi des services de police et de gendarmerie qui concourent à la «sécurité intérieure», le premier ministre entend obtenir une « amélioration significative » des relations normon signicanve ous relations entre ces deux administrations. C'est ce qu'e indiqué dans un communiqué l'hôtel Matignon, vendredi 12 janvier, précisant que les ministres de l'inté-

Mettant en cause un chirurgien

La CFDT dénonce des pratiques de « dessous-de-table » au CHR de Nancy

de notre correspondante

En affirmant qu'un chirurgien très comm à Nancy aurait pratiqué le sys-tème des « dessous-de-table » et en s'opposant à sa nomination comme chef de service au centre hospitalier régional (CHR), le syndicat CFDT regunal (Crix), le syndical Cristiani e anté de Nancy avait provoqué un vifémoi, le 15 décembre 1989, lors de la réunion du conseil d'administration de l'établissement. Le syndicat s'étair opposé ce jour-là à la proposition de nomination du chirurgien et avait demandé que soit ouverte une enquête. Le conseil d'administration, troublé par les faits révélés par la CFDT, avait, lui, suspendu sa séance et saisi la commission interne d'acti-vité libérale afin que celle-ci procède à une enquête au fond.

Le conseil d'administration s'est à nouveau réuni vendredi 12 janvier pour examiner le dossier de ce chirurgien et a décidé de proposer sa

reur et de la défense ent adopté l'ensemble des mesures concrètes que leur avaient proposées MM. François Roussely et Charles Barbeau, respec-tivement directeur général de la police nationale et directeur général de la gendarmerie. (Le Monde du 13 ianvier).

□ Les deux écoles maternelles de Montfermeil fonctionment normalement.
— Le préfet de la Seine-Saint-Denis a fait assurer, dès le vendredi 12 janvier, le fonctionnement des deux écoles maternelles de Montfermeil, sprès la décision du maire de la ville, M. Pierre Bernard (div. d.) de suspendre les services municipanx

suspensire les services municipaux (cantine, nettoyage...), sauf le chauf-fage. Le maire n'avait pas répondu à dre les services mun

la mise en demeure du préfet de revenir sur sa décision. Le préfecture

Paris d'une demande d'annulation de cette délibération qu'avait prise le conseil municipal de Montfermeil

pour protester contre l'inscription d'un trop grand nombre d'entants

a saisi le tribunal admir

ministre de la santé. La commission nationale se peachera sur son cas jeudi prochain et, pour finir, le minis-tre de la santé tranchera. En attendant, à la CFDT, on est

nomination comme chef de service au

bien conscient de poser un problème grave car on touche là au phénomène de « dépendance à la santé». Mais les témoignages écrits dont affirme disposer le syndicat et qui out été transmis à la commission interne d'activité libérale « mettent en évidence des pratiques répandues dans les cliniques et les hôpitaux publics », souligne le secrétaire du syndicat départemental CFDT santé. qui ajoute : « Avec ces dessous de-table, c'est le début d'un système de santé à deux vitesses. » Le syndicat évoque le cas de ce patient qui, après avoir été opéré, aurait reçu une petite note du praticien lui demandant, en sus du tarif d'hospitalisation, de régler 3 545 F en liquide. Ou cet autre cas d'un maiade qui, en 1989. aurait dû verser, de la même manère, 1 800 F.

A Nancy, où cette affaire a fait grand bruit, les réactions sont parta-gées. M. André Rossinot, maire et président du conseil d'administration du CHR, praticien lui-même, estime que « la balle est aujourd'hui dans le camp du ministre ». Il a toutefois convoqué voilà quelques jours le professeur mis en cause, mais s'interdit tout commentaire sur une affaire dont les péripéties se déroulent, pour l'instant, à huis clos. Il a d'ailleurs rappelé fermement ce principe à la CFDT.

Chez les médecins nancéiens, on Chez les médecins nancéiens, on vit mai l'affaire, qui éclabousse le corps médical, et l'on souhaite que toute la lumière soit faite. Quant an chirurgien mis en cause, il réfute totalement les accusations, considérant qu'il s'agit d'une cabale.

Jamais je n'ai perçu d'argent qui ne soit pas déclaré. a t-il confié, attendant qu'on lui conpose des mores attendant qu'on lui oppose des noms de plaignants. En attendant, il a consulté un avocat afin de défendre son honneur et son intégrité et de donner à cette affaire des suites judi-ciaires.

MONIQUE RAUX

Mon XX' siecle » i'lldike Enyedi

CINEMA

THE RESERVE AND ASSESSED TO SERVE AND ASSESS

STATE OF STATE OF STATE

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

STATE OF STA

AND DESCRIPTION OF TRANSPORT

A SAME

EDTEROTION IN THE

THE BUTTON OF A PRINCIPLE OF ME

THE BOOK OF THE PARTY OF THE PROPERTY.

SERVICE A STREET OF

the Add to A way I was

5. U 1771 LW 1-884 31468

THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY.

and antiferral and the first state where

海には (ないなど 編集

THE PROPERTY OF THE PARTY AND THE PARTY AND

ad pure of the first open and and a bar a bar a set of parts for a programme.

Tablind (forest) in constitut 🐃 Brown or to a large week ER Litt ber tere a er gegen bett

EMERICAN LINE

Transport of the

5

States of the State Sale And the second of the second Services and the services of the Experience of the second State of the state of the

The second secon

And the second control of the

The state of the s

The second secon

The state of the s

The state of the s

The same of the sa

Des de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la

The second secon

See the second s

The same of the sa

And the second s

JACOURS SECURA

%_ '€

.- .

Deiden

avait été ificateur,

. Elle a

: livrer à

ca d'eau

dans la

Oberation

Penvi-

ccopéra-

armi les

c interna-

le détroit

Vaska de

mination

berzobyl

020mc au-

ors d'une

ingron, à

reunion.

tants de

protection

) et leurs

Bit desor-

! projets

Vancy

: SETVICE 20

CONTRACTOR

IF SOR CAS

r. le munes-

DT, on ess

s probième

obenomène

de Mais

at affirme

mi ant été

on interne

ni en én-

dues dans

hopitaux

rétaire du

FDT sante,

système de

e syndicat

qui après une perite ancient, en

ation de

e. On cet.

ca 1989.

is même

site a list.

ioni parta-unire et ministration

hui dann le

es problèmes de

ituent l'abstention politique, le débat

l'intégration de

il n'est pas à le on pourran atten-pouvoir en France is où la révolution es pays du cam ape fait se tourne vers ceux qui son s idéaux du soca-

ituation ageable

bouleversements

la préparation de nes. Mais la sinaélà les initiatives r temps l'unité du taire — que l'or commodité « miima si le preside ie n'aime pas qui nom à cette fin » Je Paro socie 1. Parce que cen t n'étaient engager : aucume compér nure — très future-ésidentielle, ca mblement ont rea iont témoignent les nures recueilles su dont Louis Mema signataire. A l'han appels n'ont pa car, si du côté de réponse a été pos-Laurent Fabius of plonté de larsser les ager les uns et la

n'entretenir sucui s ne pouvons pod prendre acte d'un ommageable, ca dent que l'on se compter davante el ou tel leader qui politiques ou ideale mourquoi nous poir Mes et ceux qui on les et ceux qu' dans les amés
la base des grands
fiquées par l'honne
ans notre histori iment les social qui a besoin pou l second septents
namique conéren
des ambinons nam nationales dont eur pour la France

u groupe socialist nataire de la conti

SOFRES public be

CINEMA

Amours policières

Dans « Mélodie pour un meurtre », Al Pacino et Ellen Barkin font revivre les vieilles recettes du film policier new-yorkais

Tout de suite, on se sent à l'aise, pes dépaysé. Ce meurtre dont on voit juste assez pour se faire suffi-samment d'idées fausses pour tout le reste du film, ce petit flie quadragénaire, divorcé, new-yorkais et quasi alcoolique et son énorme par-tenaire placide. Et la femme fatale, vêtue de rouge, pent-être compable, de toute façon désirable.

Les trois quarts d'heure d'exposi-tion de Mélodia pour un meurtre serviront sans doute de modèle dans les écoles. On est en terrain comm. et pourtant le scénario de Richard Price est parsemé de chausse-trappes, de lausses pistes, de petites inflexions de ton, qui gardent l'attention en éveil.

Après l'assessinat de quelques dragueurs new-yorkais rotrouvés nus dans leur lit, une balle dans la tête, Keller et son partenaire (l'excellent John Goodman, qu'on a vu dans Arizona Junior, des Irères Coen, et True Stories, de David Byrne) s'aperçoivent que les vic-times avaient toutes passé une petite amonce à la rubrique cours solitaires d'un hebdomadaire local. Les policiers décident de leur embotter le pas, espérant que la meurtrière (dont ils out recueilli les empreintes digitales) répondra à

Parmi les candidates, Ellen Barkin, qui, contrariée par l'apparence chissonée de Pacino, repart sans même avoir touché son verre, sans laisser d'empreintes, donc. Ils se retrouvent, et le policier préfère très vite l'ignorance amoureuse au risque d'une arrestation déchirante, tout en effeuillant la margnerite sur le mode policier : elle est coupable, un peu, besucoup, sans circons-tances atténuantes.

Après ses errements révolutionnaires et sa longue absence, Pacino est revenu, vicilli mais inchangé, toujours hyper (nerveux, émotif, actif), sans cesse en mouvement, comme s'il falluit sans cesse ajouter un nouveau détail.

En face, Ellen Barkin, mère céli-

buté pour entretenir l'ambiguité, Et peut être aussi - elle le suggère par de petits éclairs de violence, des brusqueries déconcertantes - une psychopathe. Tant que la menace demeure, Mélodie pour un neuvire est un thriller pervers, comm de A double tranchans on de Liaisons fatales, de ces films américains où l'amour physique ne se vit qu'au ris-que du meurire.

Et puis, sans même que le scénario ne fasse de faux pas, cette ambiance délétère s'évapore, l'enjou disparait devant l'évidence des bons sentiments, et l'on ne reste que pour avoir le dernier mot, par sympathie pour deux acteurs.

THOMAS SOTTNEL

Al Pacino tout terrain

NEW-YORK

correspondance

Mélodle pour un meurtre, de Harold Becker est un film new-yorkais, « du South Bronz, précise Al Pacino. Dans l'équipe, nous sommes tous ou presque du quar-tier ». Le personnage de Pacino, taillé sur mesure, est un flie qui " n'a aucune vie personnelle, et pour lui s'accrocher à son boulot, c'est s'accrocher à la vie ».

Composante non négligeable, ce flic est alcoolique. Quand John Husson a sourné Au-dessus du volcan, il disait qu'Albert Finney avait de l'ivresse une connaissance profonde», dit Pacino et il parle sans ambages de son alcoolisme d'antan : « J'ai commencé très jeune, ca faisait parite de la culture, du métier. - Il a tout arrêté quand il s'est aperçu qu'il buvait plus qu'il ne travaillait. - Quand on ne tourne pas beau-Quanti on ne courine per veue coup de films, ce qui est mon cas, chacun devient trop important, les hauts sont trop hauts et les bas trop bas, e'est psychologiquement

Il analyse l'échec commercial de Révolution et fait la part des choses, dit s'être rendu compte que

« Mon XX° siècle »

d'Ildiko Enyedi

New-York, 1880. Thomas Edi-son, qui vient d'inventer la lampe électrique à incandescence, fait

une démonstration des merveilles

s'illumine, les temps pouveaux sont

proches, tout le monde sera heu-

reux. Puis, nous voilà transportés à

Dans une pauvre chambre, une

femme met au monde deux

jumelles qui, devenues orphelines mendient dans la rue. Elles s'appel

lent Dora et Lili, elles essaient de

se réchauffer en brûlant les allu-mettes qu'elles n'arrivent pas à veudre, comme dans le conte

d'Andersen. Elles s'endorment dans la neige. Deux bienfaiteurs en

emportent chacun une. Vingt ans

après. Dors est devenue une femme fatale voyageant dans l'Orient-Express, et Lili une mili-tante anachiste prête à lancer des

Pour Ildiko Enyedi, jeune réali-

satrice hongroise récompensée au dernier Festival de Cames par la

Caméra d'or, pour ce premier long métrage, le vingtième siècle n'a pas

été ce qu'il aurait du être sous les

auspices du progrès annoncé par Edison. Alors elle en est resté aux

années 1900 et elle à raconté son vingtième siècle à elle (person-

nages oubliés de la grande Histoire

comme ce philosophe détestant Freud) à travers les aventures, par-fois confuses, de Dora et Lili

(toutes deux interprétes par Doro-tha Segda avec un talent fou) qui semblent rêver leur vie plutôt que

Des décors de jungle et de

steppes, un ammai enchanté, des interventions des voix célestes et une mystérieuse histoire d'amour eurobent de poésie, de merveilleux et d'humour un contexte historique

dont on perd le fil; mais cela ne fait rien. Car le charme profond de Mon XX siècle tient aux retourne-

ments de situations, aux glisse-ments de ton, — de la féérie, on passe au mélodrame puis à la

comédie et, de nouveau, à la féé-rie - liée à l'esthétique du cinéma

Des images en noir et blanc, très

contrastées, des changements de

séquences par fermeture à l'iris, un spectacle totalement dépaysant.

JACQUES SICLIER.

le vivre.

Budapest.

le triomphe à tout coup n'est pas indispensable : « Je l'al compris durant mon « absence, » Les guillo-mets dont il encadre le mot pèsent leur poids : « J'ai toujours disparu entre deux films, pour deux ou trois ans. Cette fois, ça a été plus long. J'ai voyagé, fait des choses. Et soudain, on se retourne, on est quaire ans plus tard. »

quatre ans plus tard. » Cos quatre am. Al Pacino les a consacrès en partie à la production et la coréalisation de The local stigmatic un film que l'on désespé-rait de voir terminer un jour. Il jurc qu'à présent c'est fini, qu'il n'y tou-che plus. - Il suffisait qu'on me suggère de modifier ceci ou cela pour que ça reporte sur la table de

Le séduisait surtout le l'ait de s'enfermer dans une collule, de travailler « en tête-à-tête avec la pellivailler a en tele-a-tele avec la pelli-Mais n'alles pas vous imaginer, parce que j'y al passé quatre ans, qu'il s'agit d'une gigantesque fres-que. C'est une petite œuvre inti-miste de cinquante-trois minutes. Une œuvre dure, compacte et drôle qui figure désormais au répertoire du Musée d'art moderne de New-Voir et Pesino n'en est pas pen York, et Pacino n'en est pas peu

tiré son film il y a vingt ans, à

l'Actor's Studio. L'auteur, Heath-cote Williams, aujourd'hui devenu ermite, a été, avec Pinter, OsbOrne, Orton, l'une des voix marginales du Londres des années 60. lecture. >

« Hamlet arec Meryl Streep >

Pacino y incarne un voyou cock-ney qui jone aux courses de lévriers et, avec son compagnon, passe à tabac un acteur vieillusant, simple-ment – en apparence – parce qu'il est célèbre, « la célébrité est la pre-mière des disgrâces », dit Pacino et on ne sait pas s'il se contente de

Citer la pièce.

Il se considère avant tout comme un artisan du théâtre. Ces quatre dernières années, il y est rovenu à trois reprises : un Shakespeare, Jules César, où il était Marc-Jules César, où il était MarcAntoine, et deux «entreprises laboratoires », Chineese coffee, et
Hymner nationaux, combdie au
vitriol sur la dépression perveuse
d'un pompiste qui investit la villa
d'un coupie yuppie. Pacino est coutumier de ces expériences, qui parfois n'aboutissent pas, témoin un
Hamlet pour lequel il avait réuni
autour de lui Meryl Streep, Raul
Julis, Christopher Walken: «Deux
ou trois heures par jour entre les Juste pour voir. C'était cuhotique et peut-être meilleur à la première

A moins d'être Anglais et d'avoir passé sa vie avec Shakes-pears, il faut répéter ou moins quatre mois, et encore, à la solzante-dixième représentation une scène que l'on a du mai à joues peut d'un coup se dénouer.» Il rêve d'une troupe, d'une vision commune et unifiée du travail : « Comme on l'a connu dans les années 60 avec le Living Theatre, ça ne me rajeunit pas, j'al quarante-neuf ans pour encore quelques mois. Cinquante ans, c'est la moisié de cent...

» Dans Pavlo Hummel, une pièce de David Rabe, je devais escalader une rampe avec un sol-dat vietnamien sur le das, me faire poignarder, faire un saut périlleux poignarder, faire un saut périlleux en arrière, dévaler la rampe tou-jours avec le gars sur le dos. Je l'ai fait, j'avais trente ans. A la reprise, sept ans plus tard, il a fallu ajuster la mise en scène.»

Et le Parrain 3? Il ne répond rien, ne confirme ni n'infirme les bruits qui courent. (Lire encadré ci-coure.) Sauf une chose : le scinario est imprimé en noir sur rouge pour empécher la photocopie, et

HENRI BÉHAR

Les lourds secrets du «Parrain 3»

NEW-YORK

constrondance « Ce sers le cathécirele des Parrains !> Dans un entration accordé à l'habdomadaire Variety, Francis Ford Coppola lève le voile sur le Parrain 3, dont il a commencé le tour nage en Italia depuis le 27 novembre.

Le budget officiel s'élève à 44 millions de dollars, dont 20 millions destinés aux acteurs, producteurs, metteurs en scène, etc., ainsi qu'à l'apuration comptable des multipi tentatives avortées. « Un gros flim, c'est comme un énorme batesu, observe Coppola. Il faut constamment maintanir le cap. La moindre erreur peut coûter 100 000 dollers. ».

Il y aura presque vingt una jour pour jour qu'à partir du best-saller de Mario Puzo Coppola a antrepris la sage de la familie Corleone après qu'on eut renoncé à une douzaine de réalisateurs, dont Franklin Schaffner (pour qui le projet rémbait trop la Malia de glamour) et Costa Gavres qui y voyait une mise en accusation du capitalisme, mais qui pen-sait que le réalisateur devait

Dès la sortie du Parrain 2, les différents patrons de la Paramount envisagèrent une suite. Sylvester Stallone s'en vit offrir la réalisation et le rôle principal (les négociations échouèrent en dernière minute). Eddie Murphy prit contact avec Mario Puzo et Francis Coppola. Sans résul-

Frank Mancuso, nouveau patron de la Paramount, fait une demière tentative. Le stu-dio, dit-il à Coppole, est prêt à envisager le film « à votre manière». Coppola rénère : le personnage central doit être Michael Corleone (Al Pacino), e c'est lè que se situe le tragé-

En avril 1989, Coppola et Puto se mettent au travail (il y

nario). En août, Pacino acceptant de reprendre son personnage, le studio donne le feu vert. Coppola réunit nombre de ses collaborateurs du premier Parrain; les acteurs principaux reviennent : Pacino, Diane Keston (l'épouse), Thalia Shire (la sœur). Faute d'accord salerial, Robert Duvall, le consi

gliere, ne sera pas de la partie. De nouveaux visages font leur apparition : la génération montante de la « famille ». Coppola approche Robert De Airo (pour interprêter le rôle du fils illégitime de Sonny Corieone-James Caah) et Madonna (qui, selon le réalisateur, a donné en audition une performance exemplaire). Puis il se ravise (le fils de Sonny devrait être plus jeune) et engage Andy Garcia (les Incor-ruptibles). Est De Niro mais aussi Madonna. A la surprise générale (il s'était publiquement élevé contre le premier Parrain), Frank Sinatra accepte d'incarner Altobello, un vieil ami de la famille Corleone, II renonce lorsqu'il apprend qu'il sera bioqué pendant deux

Pour l'heure, les « nouveau visages » sont, entre autres, caux de Britiget Fonds, John Savage, George Hamilton. Un incomu incernera le tils de Michael (Pacino) et de Kay Corieone (Keston) qui, tournant le dos à la famille, se sera fait, chanteur d'antire le fait... chanteur d'opéra l

Le scénario demeure secret (aujourd'hui encore, selon Variety, seul Coppola et quelques-uns de ses plus proches en ont le les douze der-nières pages). Mais le cinéaste en laisse filtrer quelques élé-ments: le Parrain 3 raconte les repports entre la famille Cor-leone et... le Vatican. « J'ai toujours été fasciné par les effets de la fortune et du pouyoir, confie-t-il à l'habdoma-daire américain. Les Carleone recharchent... is légitimité. »

PHOTOGRAPHIE

Les envols de Pierre Boucher



Maurice Bequet

Bien avant la « jumpologie » mise au point par Philippe Halsman dans les années 50, Pierre Boucher entreprend de photographier ses modèles en train de sauter. Expression calligraphique de la joie, l'état d'apesanteur correspond pour cet amoureux du canoë et du camping, à une manière dyna-mique de célébrer l'optimisme et la vitalité des temps modernes. Excellent photographe de sport, Boucher est aussi un adepte fervent de la plongée sous-marine qu'il pratique à Saint-Tropez dès 1932

Considérant la photographie comme un art appliqué, celui qui, avec René Zuber et Pierre Verger, entre autres, créa l'agence Alliance Photo en 1934 est pertisen du trucage, du photo-montage et du métissage des genres qu'il utilise comme un moyen pour explorer de nouveaux naines. Dès 1935, il happe au vol la danse de Janine sur la

plage de Pagerra et Serge Lifar dans « Icare » en 1938.

Paut-être est-ce de son serratifere esca de son escription militaire effectué dans l'aviation, où il a appris incidemment la photo, que ce goût de la légèreté vint à Pierre Boucher qui, à quatre-vingt-un ans, continue de chercher st d'innover. Ses demières trouvilles es coulement le traille vailles en couleur sur la lumière s'intitulent des « polarisations s.

En attendant de voir une rétrospective de son œuvre à Paris, c'est à Reims qu'il faut aller pour saluer l'hommage cui lui est rendu. **PATRICK ROEGIERS**

▶ Pierre Boucher, < Rétrospective : photos entre deux guerres », Cufé du Palais, place Myron Herrick ; « Peinture, Optique » : Espace tré-sor/Office du tourisme, 2 rue Guillaume de Machault; « Fresques, Photo-montage » : Espace André Mairaux, Chaussée Booquaine, jusqu'au 30 janvier.

MUSIQUES

« Boris Godounov » de la Néva à la Seine

Le Théâtre Maly de Leningrad vient jouer quatre operas russes en aiternance

Certains spectacles s'étiolent quand ils quittent le lieu pour lequel ils furent conçus. Ce n'est pas le cas du Borts Godounos de Moussorgaki, donné vendredi soir au Théâtre des Champs-Elysées, avec un immense succès, par le « Maly» de Léningrad, pour sa première soirée : il reste aussi beau, avec un immer aussi intense, aussi rodé que sur les bords de la Néva il y a un an (le Monde du 29 décembre 1988).

Cela en dit long sur la qualité des équipes techniques, la disci-pline des artistes, l'autorité des responsables : le Maly, qui vient jouer en alternance quatre ouvrages en seize représentations et vingt jours, nous promet une démonstration magistrale, hors les murs, de ce qu'est un théâtre de répertoire tra-vaillant à plein régime avec une troupe permanente (1).

Un modèle de perestreika avant la lettre, qui risque de pitir de l'ouverture des frontières, mais qui atteint à une sorte de perfection en regard de la sciérose du Bolchol ou du Kirov. Car ici, let ouvrages cent fois repris gardent l'acuité, l'élec-tricité dramatique, qui juillissent au contact de l'œuvre brillante, terrible et truculente de Pouchkine et de Moussorgaki. Le directeur artis-tique, Stanislav Gaoudausinski, qui met en scène les quatre opéras, les préserve de toute patine, au prix d'une présence constante dans son

Son Borir est d'une extraordinaire concentration, qui consume

D Mort de guitariste Manue Cano. - Le guitariste espagnol Manuel Cano est mort vendredi 12 janvier à Grenade. Il était âgé de soixante-trois ans. Manuel Cano, qui avait donné des récitals de flamenco sur la plupart des grander soènes internationales, était l'un des principeux représen-tants de la musique populaire andalouse. Il était tituleire de la chaire de guitare flamenca aux conservatoires de Grenade et de Cordone.

d'étomants décors presque abs-traits de Semion Pastonkh, des toiles qui imagent des surfaces mes, médiévales, monacales (on les change à toute vitesse, tandis qu'un gong et des cloches maintiennent le recueillement des specta-teurs). L'effet des somptueux costumes et des éclairages qui fousillent is drame est d'autant

L'action se déroule ainsi dans me Russie grandiose, presque métaphysique, mais sinistre, pan-vre, écrasée par la despote et les boyards, encadrée par la police; et pourtant le peuple, les chœurs réasissent avec une vitalité, une spontandité et une ironie merveille duelle, dans l'esprit même de Moussonski.

> Un orchestre mı peu moins homogène

Les personnages sont ramenés à l'essentiel, à des portraits éblouis-sants, que ce soit Pimène (Valéry sams, que ce son remene (valery Gavva) et son fantastique récit dans une grotte étroite, les moines (aurtout le prodigieux Varisam de Valéry Kotchkine), le jésuite répu-gnant (Vladimir Vanéev) ou l'Innocent qui nous glace jusqu'à l'âme (Nicolal Ostrovski).

Le duo de Marina (Irina Bogat-cheva) et Grigori (Victor Picht-chaev) est, dramatiquement, un peu moins convaincant, mais l'acte olonais est certainement le plus faible. Et il est incroyable de découvrir tant de voix saines et belles, et de véritables acteurs, dans une troupe, alors qu'il est si difficile de réunir en France une distribution française...

Restent les deux grands protago-nistes du drame, le Chouiski de Viktor Loukianov, vile, veule, terrifiant, presque un tueur, et le Boris de Viadimir Proudnikov. Voix superbement colorée, pétrie d'émo-tion, jeu très dramatique, le rôle

trop grand pour lui : on ne le sent pas assez possédé par son crime et son remords... Mais il est si bien façonné geste par geste par Gaou-dassinski (qui fut lai-même une excellente basse), si bien mis en valeur dans des écrins de lumière ou d'obscurité, que, porté par cette musique intense, on reste fasciné.

L'orchestre du Maly, dirigé par Ionas Alexa, participe étroitement à ce travail d'équipe. Il m'a semblé un peu moins sûr, un peu moins homogène (avec un gros décalage dans la forêt de Kromy) qu'à Léningrad; serait-ce parce que son premier chef, Valentin Kojin, a eu la curiense idée de «choisir liberté » en octobre dernier, à Montpellier, pour poursuivre sa carrière en Occident... Il est mieux valu pour lui qu'il attendit quatre mois et ce cycle des Champs-Elysées pour se faire connaître, alors qu'actuellement cet exceller chef de quarante-six ans reste malheurensement inconnu et sans ressources dans notre pave !

JACQUES LONCHAMPT

(1) Rappelons que le Maly donne 358 représentations par an (200 d'opéras et 158 de ballets), avec (200 d'opéras et 158 de ballets), avec mois et demi de vacances. Chaque saison compte 49 productions (24 d'opéras et 25 de ballets), dont gratre nouvelles.

Prochaines représentations de Boris Godounov les 17, 22, 27, 31 janvier (à 19 h 30). - La version est celle, originale, de Moussorgski, mais les deux scènes fineles sont inversées. Signatons qu'un surritrage offra une traduction nobre et fort utile pendant le représentation.

II RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous écrivions dans l'édition du 13 janvier sur la foi d'une dépêche, Christian Blanc et Eric Frey ont été engagés comme pensionnaires et non comme sociétaires à la Comédie-Française.

i somefais ses le pro-à s'interdir ne affaire sient, pour scipe 1 la

sticine, on abouse le abeise que Quant au 11 réfets considé cabale. organi qui el confié, dos noms iest, il a

rist or do mies jedi-

JE RALLY

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHARLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Gina Manes 1893-1989 : Nuit de princes (1929), de Marcel L'Herbier, 15 h ; Bette Davis 1908-1989 : Storm Center (1954, v.o.), de Daviel Teradash, 17 h 15 : Hommage à John Ford : Ai fail (1932, v.o.), de John Ford, 19 h ; Hommage à John Ford : Arraws (1932, v.o.), de John Ford, 21 h.

DIMANCHE France Marzi 1926-1989 : Toto terzi uomo (1951, v.o.), de Mario Mattoli, 15 h; Cesare Zavattini 1902-1989 : Miracolo a Milano (1950, v.o.), de Vittorio De Sica, 17 h; Hommage à John Ford: The Brat (1931, v.o.), de John Ford, 19 h; Hommage à John Ford; Seas Beneath (1931, v.o.), de John Ford. 21 h.

SALIE GARANCE. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29) SAMEDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Ros Luxemburg (1985, v.o. s.t.f.), de Marga-rethe von Trotts. 14 h 30; le Sel de la Terre (1953, v.o. s.t.f.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; la Chinoise (1967), de Jean-Luc Goderd, 20 h 30. DIMANCHE

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Rouges et Blencs (1968, v.o. s.t.f.), de Miklos Jancso, 14 h 30 ; le Vent (1982, v.o. s.t.f.), de Souleymane Clasé, 17 h 30 ; le Porte du peradis (1980, v.o. s.t.f.), de Michael Cimino, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) SAMED

rnesse 1919-1989 : Actua Rés anciennes: Actualités Geumont, 12 h 30; Au cosur de Montpernesse: Carrefour Vavin (1981) de Claude Thiébeut, l'Horame fragile (1980) de Ceire Clouzot, 14 h 30 ; Défiler à Montper-nasse : le Phénomène convergencé (1984) de Marco Lighi, Monifestation en faveur de l'école privée (1984), Mouverents étudients à Paris novembre 1986 (1986), 16 h 30; Men Ray: Men Ray (1961) de Claude Feyard, is Bende à Men Ray (1987) de Jean-Marie Drot, 18 h 30; Tratics: Flux et Reflux (1972) d'Yves Clara, Rouge Gorge (1984) de Fierre Zucce, 20 h 30.

DBMARCHE

Montparnasse 1919-1989 : Bohàma cosmopolita : Chronique du Montparnasse 14-18 (196) de Jean-Marie
Drot, is Vie de bohàme (1942) de Mercel
L'Herbier, 14 h 30 ; Modiglieni : Enquête
sur Modiglieni (1863) de Jean-Marie
Drot, Montparnasse 19 (1957) de Jeoques Becker, 16 h 30 ; le Tour infernale :
Construction de le tour Montparnasse
(1972) de Joseph Morcier, Grétie-Ciel
(1984) de Christophe Jacrot, Trois Patits
Tours (1984) de Pjerre-Oscar Lávy, l'Imprécataur (1977) de Jean-Louis Bertucelli, 18 h 30 ; Effervescence artistique :
le Groupe des aix (1964) de Jean-Marie
Drot, le Voix des poètes (1963) de JeanMarie Drot, 20 h 30. - DIMANCHE

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse Allemagne-Grande Bretagne, v.f.): Epés de Bois, 5º (43-37-57-47). ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHER (Fr.-All.): Club Gaumont (Publicis Mati-gnon), 8* (43-59-31-97); Saint-Lambert, 15* (45-32-91-58).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.f.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

BAGDAD CAPÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6* (46-33-10-82).

BAL PEROU (Fr.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47); La Nouvelle Maxéville, 9º (47-70-72-86). BANDINE (Fr.-Bel.-It.-A., v.c.): Forum

HARDING (H.-1861-H.-A., V.S.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Pathé Hau-tefeuille, 8" (48-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14" (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9" (47-70-33-88). BAPTÉME (Fr.): Lucernaire, 8º (46-44BLACK RAIN (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Odéon, 6= (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorda, 3º (43-53-92-92); Publicis Champe-Elyasea, 3º (47-20-76-23); 14 Juillet Beaugranella, 15º (45-75-79-79); v.T.: Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Pathé Montparnassa, 14- (43-20-12-06).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.): Vendôme Opéra, 2º (47-42-97-52): UGC Danton, 6º (42-25-10-30): UGC Rotonde, 8º (45-74-94-84): UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40). BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol. v.a.) : Seint-André-des-Arte II, 6 (43-26-80-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82). CARNET DE NOTES SUR VÊTE-MENTS ET VILLES (AL, v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12).

CHAMBRE A PART (Fr.) : Le Triomphe 8 (45-62-45-76). CINÉMA PARADISO (Fr.-tt., v.o.): Latina, 4º (42-78-47-88); 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); George V, 8º (46-62-41-46); Sept Parasselens, 14º (43-20-32-20); v.f.; La Nouvelle Mané-

ville, 9- (47-70-72-86). COMEDIE D'AMOUR (Fr.) : Elyséen Lincoln 8 (43-59-36-14)

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMBLE ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.e.): 14 Juillet Parnesse, 8: (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 0: (48-

33-97-77). DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Coamos. 6: (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8- (45-62-45-76).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

EL VERDUGO (Esp., v.o.): Latina, 4* (42-78-47-86). LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.): Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); Sept Parnessiane, 14 (43-20-32-20).

Pamessiene, 14º (43-20-32-20).

FAMILY BUSSNESS (A., v.o.): Forum trizon, 1ª (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2ª (47-42-72-52); 14 Juillet Odson, 8ª (43-25-69-83); UGC Rotonde, 8ª (45-74-94-94); George V, 8º (45-62-41-46); UGC Biarritz, 8ª (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 8º (47-42-56-31); Lee Nation, 12º (43-43-04-67); UGC Gobelina, 13º (43-38-23-44); Mistral, 14º (45-39-52-43); Pathé Montoarnasse, 14º (43-20-

Pathé Montparnasse, 14º (43-20-12-08); Pathé Clichy, 18º (45-22-LA FEMINE DE ROSE HILL (Fr.-Sule.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopie Champolion, 5- (43-26-84-65). LE GRAND BLEU (Fr., v.f.): Gaumont Ambassada, 8* (43-59-19-08); Kinope-norams, 15* (43-06-50-50).

HIVER 54 (Fr.): George V, 8* (45-62-41-46); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40). L'HONINE QUI VOULAIT SAVOIR (*) (Fr. HoL): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): Pathé Merignan-Concorde, 8" (43-69-92-82): Pathé Français, 9" (47-70-33-88) ; Sept Parmessions, 14-(43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01k

BIDIANA JURES ET LA DEHVELSE. CROISADE (A., v.o.): George V, 8º (45-62-41-46); UGC Ermitage, 8º (45-63-16-16); v.f.: Reu, 2º (42-36-83-93); Paramount Opéra, 8º (47-42-86-31); UGC Gobelins, 13º (43-86-23-44); Geumont Alésia, 14º (43-27-84-50); Miramar, 14º (43-20-89-52).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): George V, 8º (45-62-41-46). JÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.): Lis Géode, 19 (46-42-13-13).

JOYEUX NOËL BONNE ANNÉE (Fr. t.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Pathé Hautelouille, 6* (46-33-42-26); Pathé Hauteleuille, 6 (46-33-79-38); La Pagode, 7 (47-05-12-15); George V, 8 (45-62-41-45); Pathé Marignen-Concorde, 8 (43-63-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Feuvette, 13 (43-31-58-86); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-60); Les Montpernoe, 14 (43-27-52-37); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Gaumont Convention, 15 (48-28-

PARIS EN VISITES

LUND! 15 JANVIER

«La Conciergarie nouvellement re taurée », 12 h 30, 1, quai de l'Horloge. «L'Hôtel de Bourrienne et son décor», «L'école de Notre-Dame de Paris».

12 hr 30, 12 h 30, place Paul-Painlevé (Musée de Clurry). e Les animeur secrés du mode indien et les interdits alimentaires », 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

«L'Opéra, chef-d'ouvre de Gemier», 13 h 15, het d'entrée (E. Romann).

«Tombes juives dans un cimetière chrétien à vocation laique», 14 h 30, angle avenue Père-Lachaise/place Gem-betta (V. de Langlade). « Astour du Pont-Neuf. Henri IV urbe-niste », 14 h 30, statue Henri IV (Seuve-

« Le . Pelais de justice en activité», 14 h 30, devant les grites (M. Pohyer).

«Le langage caché et mystérieux de dix tableaux du Musée du Louvre », 14 h 30, grilles du Conseil d'Etst, place du Palais-Royal (Arts et castera).

« Les appartements d'Anne d'Autriche au Louvre. L'enfance de Louis XIV», 14 h,30, sortie métro Louvre (I. Hauller). « Peinture française au Louvre : Primi-tifs et Reneissance», 14 h 45, devent le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palaia-Royal (Tourisme culturel).

«Ascension dans la tour de Jean-zans-Peur, spécialement ouverte», 14 h 45, métro Etienne-Marcel. Lampe de poche (M. Benassat),

e l'astoire et fonctionnement de l'hôtel ventes. Les commissaires pri leur statut. Les experts », 15 h, métro Richelieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Eros grec, amour des dieux et des ommes», 16 h 30, entrés de l'exposi-ori, Grand Paleis (Paris et son histoire). de la politique », 17 h 15, métro Louvre, cortie rue de Rivoli (P.-Y. Jasiet). «La représentation d'Aphrodite dans le Grèce artique», 20 h; «l'Enlèvement des Sabiner», de Pousein, 20 h 15, Musée du Louve, accueil des groupes, court le Presentite.

CONFÉRENCES 23, quai Conti, 14 h 45 ; «La Chine de l'an 2000 », par A. Peyrefitte (Académie des sciences morales et politiques). Salle Chopin-Playel, 252, rue du Feubourg-Saint-Honoré, 18 h 30 : « Mondes secrets d'Asie », film de Patrick Bernard (Connaissance du monde).

« Auditorium du Musés du Louvre, 18 h 30 : « La diffusion de la culture alle-mande dans la France des Lumières : les amis de J.-G. Wille et l'écho de Winckel-menn », per M. Espagne.

mann, par M. Espagne.

35, rue des Francs-Bourgeois,
18 h 30 : «La Malibran et l'Europe de
son temps», par le prince Paul Mourousy
(Maison de l'Europe),

Verrières-le Buisson (salle des filtes),
14 h 15 : «Les secrets des chefd'œuvre» (dispositives), par M. Hours
(Las Lundie de Verrières).

42-27); Pathé Wepler II (as-Images), 18* (45-22-47-94); La Gambetta, 20* (46-36-10-96).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.tt., v.o.): Ciné Beeubourg, 3º (42-71-62-36); Républic Cinémes, 11º (48-05-51-33); Denfert, 14º (43-21-41-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.); Les Trols Balzec, 8° (45-61-10-60); Républic Cirémes, 11° (48-05-51-33); Denfert, 14° (43-21-41-01). MARQUES (*) (Fr.): Accetone, 5º (46-33-86-86); Denfert, 14º (43-21-

MAUVAIS SANG (Fr.); Ciné Beau-bourg, 3° (42-71-52-36); Studio des Uraulines, 5° (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN AMGLAIS (Brit., v.a.): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-09). MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches,

6 (46-33-10-82). NOCE BLANCHE (Fr.): Pathé Impérial 2º (47-42-72-52); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-82-82); Fauvette,

13" (43-31-56-86) ; Gaumont Parnesse 14" (43-35-30-40). NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.): Lucarnaire, 6º (45-44-57-34).

OLIVER ET COMPAGNEE (A., v.o.); Forum Orient Express, 1" (42-33-42-25); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); v.f.: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Rext, 2" (42-36-23-24); UGC Normandie, 8" (45-74-83-83); UGC Montpermases, 8* (45-74-94-84); UGC Odéon, 8* (42-25-10-30); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16); UGC Lyon Bastile, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Le Gembetta, 20° (48-

36-10-96). L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.): Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14).

PALOMBELLA ROSSA (it., v.o.): Ciné Beeubourg, 3* (42-71-62-36); Seimt-André-des-Arts I, 6* (43-26-48-18); UGC Rotonde, 6* (45-74-84-84); Escu-riei, 13* (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-25); Les Mont-106, 14 (43-27-52-37). LE PETIT DIABLE (it., v.o.): Républic Cinémes, 11 (48-05-51-33); Denfert,

14 (43-21-41-01). LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVELLES (A., v.i.): La Nou-velle Maxéville, 9º (47-70-72-86); Saint-Lambert, 15º (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.c.): Cinoches, 6º (46-33-10-82). PLUTE NORTE (Jan., v.o.) : Lucemaire, 64

45-44-57-341 QUAND HARRY RENCONTRE SALLY

74., v.o.): Gaumont Lee Helles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opére, 2" (47-42-90-33); 14 Juliet Odéon, 6" (43-25-59-83); Gaumont Champo-Bysées, 8" (43-59-04-67); 14 Juliet Bassillo, 11" (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14-[43-35-30-40] ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); UGC Maillot, 17" (47-48-06-06); v.f.: Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Fauvetta, 13" (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14" (43-27-50-50); Genmont Aleas, 14" (43-27-84-50); Pathé Montparnasee, 14" (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Clichy, 18" (45-22-48-01); Le Gambette, 20" (46-36-10-96).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT ? (A., v.f.): La Nouvelle Mauéville, 9 (47-70-72-86).

RAIN MAN (A., v.o.): 14 Juillet Pernesse, 6° (43-26-58-00); v.f.: La Nouvelle Maxéville, 9° (47-70-72-86).

RETOUR VERS LE FUTUR 2- PARTIE (A., v.o.): Gaumont Les Helles, 1º (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2º (47-42-80-33); 14 Juilet Odéon, 8° (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); George V, 9° (45-62-41-46); UGC Normandis, 8° (45-63-16-16); 14 Juilet Besugreneite, 15° (45-75-79-79); v.f.: Rex. 2* (42-36-83-83); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Les Nation, 12* (43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12* 04-67); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13° (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); Pathé Montpernassé, 14° (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15' (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18° (45-22-48-01); Le Gambetta, 20° (46-38-10-86).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMBÈRE (Fr.) : George V, 9-(45-62-41-48).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46).

ROAD HOUSE (*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1er (45-08-67-67); UGC Nor-mandie, 8e (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montpernasse, 8 (45-74-94-84): Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31): UGC Lyon Bastile, 12-(43-43-01-59); UGC Gobelina, 13- (43-(43-43-01-09); UGC GODERR, 13-(43-38-23-44); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathié Wepler II (co-images), 18- (45-22-47-94); Le Gambetts, 20-(46-36-10-95).

ROUGE (Hong Kong, v.o.): Utopia Champolion, 5 (43-25-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.): Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); George V, 8r (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2st (42-36-83-93); George V, 8r (45-62-41-46); UGC Emitage, 8r (45-63-16-16): Paremount Opére, 9r (47-42-56-31); Fauvente, 13r (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14r (43-20-12-06); UGC Convention, 15r (45-74-33-40); Pathé Wepler II (se-Images), 18r (45-22-47-84); Le Gembetta, 20r (48-36-10-96). S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.) : Forum

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08); v.f.: Miramar, 14º (43-20-89-52).

SWEETE (A.-Austr., v.o.): Ciné Beeu-bourg, 3* (42-71-52-36); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8* (45-

62-20-40); v.f.: Bienvenüe Montper nasse, 15 (45-44-25-02).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): Gaumont Les Halles, 1= (40-28-12-12); Pathé Hautafaulle, 0= (48-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Gaumont Pamasse, 14° (43-35-30-40); v.f.: Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33).

UN MONDE SAMS PITE (Fr.): Ciné 57-90-81); USC Lyon Beanne, 12 (43-43-01-59); UGC Gobeline, 13* (43-38-23-44); Mistrel, 14* (45-39-52-43); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); UGC Mailiot, 17* (47-48-06-06).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A. v.o.) : UGC Ermitage, 3º (46-63-16-16).

LES FILMS NOUVEAUX

COMME UN CHEVAL FOU. Film américain de David Anspeugh, v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9º (47-70-

EAT A BOWL OF TEA. Film amé-EAT A BOWL OF 1EA. Fam ana-ricain de Wayne Wang, v.o.: Gen-mont Opéra, 2º (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Les Trois Licembourg, 6º (46-33-97-77); Publicis Champa-Byséea, 8º (47-20-76-23); Gen-mont Parnasse, 14º (43-35-30-40); Geumont Alésia, 14º (43-37-84-50) (43-27-84-50). MON VINGTIEME SIECLE. Film

mun vanatume: SECLE. Film hongrois d'Ildiko Enyedi, v.o.: Forum Órient Express, 1" (42-33-42-25); Pamhéon, 5" (43-54-15-04); La Bastille, 11" (43-07-

15-04); La Bastille, 11" (43-07-48-60).

OUTRAGES. (*) Film américain de Paima, v.o.: Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-36); UGC Denton, 6-(42-25-10-30); UGC Champs-Bysides, 8- (45-62-20-40); 14

Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Sept Parmassiens, 14(43-20-32-20); 14 Juillet Besugrendla, 15-(45-75-79-79); UGC Mailot, 17- (47-48-06-06); v.f.: Rex, 2- (42-35-83-93); UGC Montparmasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31); Lae Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (43-38-23-44); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Wepler, 19- (46-72-94-94).

SEA OF LOVE. Film américain d'Harold Becker, v.o.: Seumone Les Halles, 1" (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 8" (43-25-59-83); Publicis Saint-Genmain, 6" (42-22-72-80): Gaumont Ambar 72-80); Gaumont Ambiesade, 8º (43-59-18-08); UGC Normandie, 8º (45-63-16-16); 14 Juliet Bestille, 11º (43-57-90-81); Geumont Parnesse, 14º (43-36-30-40); 14 Juliet Besugrareile, 15º (45-75-79-79); UGC Malliot, 17º (47-48-08-06); vf. Gaussont Ondre 2º 79-79; USC Masso, 17-(47-8-08-06); V.f.: Gaumont Opéra, 2* (47-42-80-33); Rex (le Grand Rax), 2* (42-38-83-83); Bretagne, 6* (42-22-57-97); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13* (43-38-23-44); Gaumont Alésia, 14: 43-27-84-50); Geumont Convention, 15: (48-28-42-27); Puthé Wapler II (es-Imagea), 18: (45-22-47-94); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96). TRAIN OF DREAMS. Film cons-dien de John N. Smith, v.o.; Lac Trois Luxembourg, 6° (46-33-

LA VENGEANCE D'UNE FEMME. Film français de Jacques Doillon; Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Pathé Impériei, 2" (47-42-72-52); Pathé Heutefeuille, 8" (48-33-79-38); La Pagode, 7" (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-89-92-82); Saim-Lazare-Pagoder, 8" (43-07-35-43); La Bastille, 11" (43-07-48-60); Les Nation, 12" (43-43-04-67); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Les Montpernos, 14" (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); LA VENGEANCE D'UNE FEMBLE. Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01). WHY ME. Film américain de Gene WHY ME. Film américain de Gana Quintano, v.o.; Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); Puthé Marignan-Corroorde, 8° (43-59-92-82); UGC Bierritz, 8° (45-62-20-40); Sept. Parnassiene, 14° (43-20-32-20); v.f.: Rex, 2° (42-38-83-93); George V, 8° (45-62-41-45); Seint-Lazere-Pasquier, 8° (43-87-35-43); Pathé Français, 9° (47-70-33-88); UGC Lyon Bestille, 12° (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13° (43-31-80-74); Mistral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); Pathé Ciciny, 18° (45-22-48-01); Le Gembette, 20° (46-38-10-96). 20- (46-35-10-96).

UNE SAISON BLANCHE ET SECHE (A., v.o.): Lee Trois Luxembourg. 8 (45-33-87-77); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); v.f.: UGC Montpernesse, 6 (45-74-84-84); UGC Opéra. 9 (45-74-95-40).

VALMONT (fr., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Bretagne, 6* (42-22-57-87); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8* (43-10-30); Garmont Ambassade, 8* (43-59-19-08); Escurist, 13* (47-07-28-04); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); v.f.: Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33).

VANILLE FRAISE (Fr.) : Gaumo Ambassade, 8º (43-59-19-08); Les Montparnos, 14º (43-27-52-37). LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRAN-QUILLE (Fr.): Cinochea, .6º (46-33-10-82).

LA VE ET RIEN D'AUTRE (Fr.): UGC Montpenasse, 8- (45-74-94-94); Le Triomphe, 8- (45-62-45-78); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40). Dam, 8" (40-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (it. v.o.): Gaumont Les Habes, 1" (40-26-12-12); Racine Odéon, 6" (43-26-19-68); Les Trois Balzac, 8" (45-81-10-60); Bierrvenüe Montparrassa, 15" (45-44-25-02).

YAABA (Burking-Feso, v.o.) : Cinoches,

THÉATRES

ATELIER (46-06-49-24). L'Avare : 21 h, dim. 15 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27), Selle C. Bérard. Les incertitudes du désir : 20 h 30, mar. 18.h 30. BERRY (43-57-51-55). Voyage au bout de la nuit : 20 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). L'Hérolique Samaine de Camille Bour-

THEU: 21 h 30. CASINO DE PARIS (42-85-30-31). Alex Métayer au Casino de Paris : Moral d'acier : 20 h 30, dim. 15 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Versets satiriques : 21 h,

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). J'ai 2 mots à vous dire : 21 h, dim. (dernière) 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Loranzaccio : 14 h et 14 h, dim. 20 h 30. Salle Richeller. Britannicus : 20 h 30. D Dim. Comme il vous plaira :

Testament: 21 h, dim. 15 h 30. DEUX ANES (46-06-10-28). Les Tonton's farceurs : 21 h, dim, 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-28-47-47). Du sang sur le cou du chat : 20 h 30, dim. 16 h.

Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. ELDORADO (42-49-60-27). La Belia Otéro : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h et ELYSÉE-MONTMARTRE (42-52-

76-84). Trop tard pour pleurer Enfin des femmes à l'Elyaée : 20 h 30. Le France te fierté fout l'cemp. Enfin des femmes à Evele: 22 h GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 18 h et 20 h 15. Apostrophons-nous : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Madeleine Proust au Gymnass Deux spectacles en alternance : 20 h 30, dm. 15 h. L'A BRUYÈRE (48-74-76-99). Moi, Feuerbach: 21 h, dim. 15 h.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Pas deux comme elle : 20 h 30. Show Philippe Pu-jolle en deuxième pertie : 20 h 30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45. L'Etranger : 20 h. Avent-garde 21 h 45. Théitire rouge. Huis clos

MARAIS (42-78-03-53). Feux : 18 is 15. L'Avere : 20 h 45. MARIE STUART (45-08-17-90), Le Tunnei : 20 h. Mords donc : 22 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). De Sache à Guitry: 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (42-65-80-00). Las Paimes de M. Schutz: 17 h et 20 h 30, dim. 15 h.

viene: 20 h 30, dim. 15 h.

den. 15 h 30,

La Comédie de l'amour : 20 h 30, dim.

14 h. DAUNOU (42-61-69-14). Le Nouves

EDGAR (43-20-85-11). Les Be

88-61). Le Palabreur : 19 h. Annonce: vous : 20 h 30, Bal-Trap : 22 h 15,

MADELEINE (42-65-07-09). Port-Royal : 18 h et 21 h, dim. (domière) 15 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). La MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Les hommes neissent tous égo :

21 h. dim. 15 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Chandelier : 20 h 30, dim. 15 h 30. ROUVEAUTÉS (47-70-52-76). Oui pa-tron I : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Le Gardien : 20 h 45, dim. 15 h. PALAIS DES CONGRES (48-40-27-06). Evits: 15 h st 20 h 30, dim.

PALAIS DES GLACES (PETT PALAIS) (48-03-11-36). Un amour de 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-85-30-31). Et pendent ce temps les Japonels travaillent : 21 h. PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Dens le nuit la liberté : 16 h et 20 h 30, mer. 15 h, dim. 14 h et 18 h. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un fil à

la patte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), VIIIa Luco: 21 h, dim. 16 h 30. POCHE-MONTPARALASSE (45-48-92-97). Selle E. Visite d'un père à son fils: 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). La Pesta : 20 h 30, dim. 15 h. POTINERE (42-61-44-16). L'Œuf, à la première personne : 21 h, dim. 15 h. RANELAGH (42-88-64-44). Les Feiuettes ou la Répétition d'un drame ro mantique : 20 h 30, clim. 17 b. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). La Chute : 20 h 30, clim. (demicre) 15 h.

T.L.D. (LES DÉCHARGEURS) (42-36-00-02). David Mathel : 21 h, dim. 17 h. THEATRE 13 (45-88-16-30). Jamène ; 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cats: 15 h st 20 h 30, dim. 14 h 30 et 19 h 30. THÉATRE GRÉVIN (42-85-30-31). Scotto, le lycéen : 20 h 30, dim. 18 h 30.

THÉATRE HÉBERTOT (43-87-23-23). L'Idée fixe : 21 h, dim. 15 h. THÉATRE MONTORGUEL (42-33-80-78). Je Thème... Toi aussi : 20 h 30. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Un transport amoureux : 18 h, dira. (dep-

transport amou nière) 18 h 30. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Le Fi-delle : 20 h, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE

(43-66-43-60). Grande salle. La Tra-versée de l'hiver : 20 h 30, dim. 15 h 30. THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-80-70). Grande selfe. La Chemin so-litaire: 15-h-30-et 20 h-30, dim. 15 h-30. MLT., Le Marin: 21 h, dim.

17 h TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tim-bele : 15 h. Phèdre (à repasser) : 20 h 15.

dente : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MOTS CROISÉS

Des

Dans

Pyrénées.

тоуеля.

gouffres. Esprit de

l'étranger. ~ V. Qui nous ôte tous nos

l'Ome. - VI. Mot qui

PROBLÈME Nº 5174 HORIZONTALEMENT

I. Pas rond ni carré. C'est parfois l'heure du bain. - II. Se passerait bien de brioche mais reprendrait volontiers du plat. Sont parfois faites de verdure. - III. Du bon jus. Inscrivit. Procéda à un arrangement. - IV. Un habitant des



X. Se lancer dans les Produits qui servent à l'entretien. retranchements. Passer la main. Pays. - XI. Vieille ville. Un coin perdu. Bien amusés. - XII. Neuve, pour un chien. Cervidé. -XIII. Prépara un concile. Utile pour nettoyer une robe. - XIV. Port du Denemerk. Ville d'Amérique. Qui a pu nous enrichir. — XV. Qui à donc circulé. Utiles pour les golfeurs. Voies souvent ténébreuses.

VERTICALEMENT

1. Point en mer. Où il y a de l'abus. - 2. Il ne faut pas leur ouvrir la porte. Fait un mauvais ouvir la porte. Fait un mauvais étalage. En Suisse. — 3. Est un peu cochon. Laisse des plumes, Parfois de chambre pour une patate. — 4. Vis. L'Amour naissant. Charger trop lourdement. — 5. Une vieille foire. Prouve qu'on n'a pas tout payé. — 6. Un cartain sel. Une grosse tranche, — 7. Un mécanisme de métier. A été 7. Un mécanisme de métier. A été remplacé par une enveloppe. -8. Gratter des fonds. S'en va perfois de la poitrine. — 9. Ne pas laisser dormir. Mettre dans de bonnes dispositions. — 10. Quand elle est noire, on ne peut pas se mettre dans le bain. Redevient neuf quand on arrive au bout,

- 11. Vieux jours. Mets en cellules. Couche dans les bois. -12. Comme le cœur quand on sait à quoi s'en tenir. Certain conduit à la guerra. N'a pas son compte d'électrons. — 13. Un client à la poste. A la dent dure. - 14. Ne peut être montée par n'importe qui. Prêtée par celui qui suit. — 15. Comme un amoureux qui aurait besoin d'être réchauffé. On y porte ce qu'on veut louer. D'un

Solution du problème nº 5173 Horizontalement

I. Cendres. - II. Odorat. An. -III. Remèdes. — IV. Rn. Gitane. — V. Vénerie. — VI. Clés. Ris. — VII. Sil. — VIII. Ecrevisse. — IX. Uretère. — X. Ru. Ane. Ut. — XI. Sévit. Pré.

Verticalement 1. Correcteurs. - 2. Eden. Crue. — 3. Nom. Verre. — 4. Drèges. Etal. — 5. Radin. Event. — 6. Étêter. Ire. — 7. Sarisse. — 8. Niais. Ur. — 9. Antée. Lenta.

GUY BROUTY

METSICAS SILE N. DET 医乳球 医水体外线 化二十二甲烷基 美 precio e dimensione di permitte à er et a dermenden 14 menten

METEOROLOGIE

s terral permitter in 12 m m fm.) Bridge to Bittlemann BOOKS des browling to se Sarana a procha i seri**estica** TO DESCRIPTION OF MARKET PARKET Begin beginnterbering in in bief fich विकास स्वाधित । ता का का विकास COLUMN TO STATE OF STREET Lateral E. (4) and the community of Compared to end the second FARTON DUMO & FRANKI MICH. (ME 75) POST. DE MODITO FOR ANY STORY OF COMPANIES.

PERSONAL PROPERTY. THE PRESS OF SHAPE OF

THEFERATURES THE . MINISTER Frank Spring to the State of th FRANCE THE RESERVE ETRANCER 25.7 1.48 الله الله

4.15 W.

Chieffo the Fight the Control of the second second second

AGENDA

RMASSE (43-22-77-74). Le 8 h et 21 h, dim. 15 h 30, RINASSE (PETIT) (43-22 as hommes neissent tous égo : U THEATRE MOUFFETARD 1-99). Le Chandelier : 20 h 30, UTÉS (47-70-52-76). Oui po-18 h 30 et 21 h 30, dim.

(48-74-42-52). Le Gardien din. 15 h. DES CONGRÈS (46-40-Evita : 15 h et 20 h 30, dim.

DES GLACES (PETH PALAIS) (1-36). Un amour de théâtre

DES GLACES (GRANDE (42-85-30-31). Et pendant ca s Japoneis travaillent : 21 h. DES SPORTS (48-28-40-90). nuit la liberté : 15 h et 20 h 30, h, dim. 14 h et 18 h. ROYAL (42-97-59-81). Un fil à : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. 1 h, den, 16 h 30. -MONTPARNASSE (45-48-Selle II. Visite d'un père à son

E SAINT-MARTIN (42-08-, La Peste : 20 h 30, dim. 15 h. \$ERE (42-61-44-16). L'Cenf. è la e personne : 21 h, dim. 15 h. a personne : 21 h, dim. 15 h. AGH (42-88-64-44). Les Fe-ou la Répétition d'un drame ro-ue : 20 h 30, dim. 17 h. O DES CHAMPS ELYSÉES (47. 10). La Ciute : 20 h 30, den.

(LES DÉCHARGEURS) (42-38-). David Mathel : 21 h, dim. 17 h, TRE 13 (45-88-18-30), lamane : TRE DE PARIS (42-80-09-30). 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et

TRE GRÉVIN (42-85-30-31). o, le lycéen : 20 h 30, dim. 30. TRE HEBERTOT (43-87-23-23).

fixe : 21 h, dim. 15 h. TRE MONTORGUEL 142-33-8). Je Thème... Toi Bussi: 20 h 30. TRE NATIONAL DE L'ODÉON (TE SALLE) (43-25-70-32). Un port amoureux : 18 h, dim. (der-

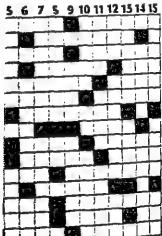
ATRE NATIONAL DE CHARLOT 27-81-15). Selle Gémier, Le FI-: 20 h, dim. 15 h. ATRE NATIONAL DE LA COLLINE 36-43-60). Grande salle. La Tra-ée de l'hiver : 20 h 30, dim.

ATRE RENAUD-BARRAULT (42-10-70). Grande salle, La Chemn so-re : 15 h 30 et 20 h 30, dim. 130, M.LT., Le Marin : 21 h, dim. TAMARRE (48-87-33-82), La Tim-

: 15 h. Phèdre (à repasser) ; 15. RIETES 142-33-C9-92). La Prés-te : 17 h 30 et 21 h, dum, 15 h,

5174 MENT

aure du bain. - II. Se passerait a du plat. Sont parfois faites de ida à un arrangement. - IV. Un

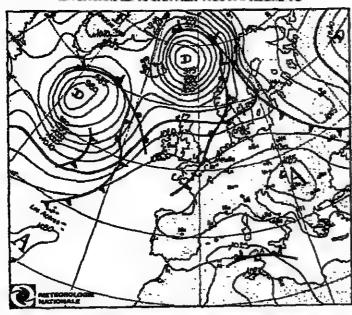


aduits qui servent à l'entretien. 11. Vieux jours. Mets en dules. Couche dans les bois. -2. Comme te cœur quand on seit quoi s'en tenir. Certain conduit à querre. N'a pas son compte electrons. - 13. Un client à la oste. A la dent dure. - 14, Ne sut être montes par n'importe A. Prêtés par celui qui suit. 5. Comme un amoureux qui urait besoin d'être réchauffé. On

Solution du problème nº 5173 Horizontalement Cendres. - II. Odorat. An. -IL Remèdes. - IV. Rn. Gitane. -/. Vénerie. VI. Cles. Riz.

Verticalement 4. Drages. Etai. - 5. Radin. Event. - 6. Etêter. ire. - 7. Sansse. 3. Ninia. Ur. - 9. Antés. Lente. GUY BROUTY MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 JANVIER 1990 A 0 REURE TU



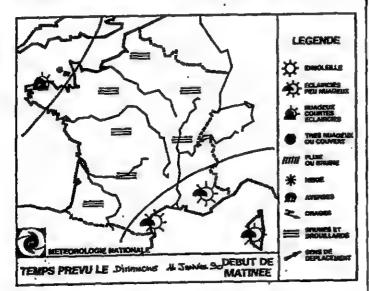
PRÉVISIONS POUR LE 15 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU

Evolution probable du tamps en rance estre le dimanche 14 janvier à heure et le dimanche 14 janvier à Les pressions restent élevées, mainte-rant un temps généralement gris et bru-meutéanabeaucoupderégions.

Dimenche : des brouitierds en meti-Dès le matin la grissille l'emporters encore dans beaucoup de régions. Seules les régions médicarrandennes et le sud des Alpes auront droit a un franc soleil. De Appes aucont trort a un reales some be l'Aquitaine au Nord-Est, les nueges bas et les brouiterds seront de règle, et les tempé-ratures basses au petit jour favoriseront les brouiterds givrants. En journée, le temps gris eure blen du mai à désermer, les brouiferds resteront teneces surtout dans le Nord-Est, le Val-de-Sedne et certaines valPlus au nord, un pau moins de nueges, mais toujours des brouillards sur le Nord-Picardie et le Bassin parisien au lever du jour, Per la suite, le solet fere tout de même son apparition, mais de nouveaux rusque déjà présents en matinée sur le Bratagne gagneront dans l'intérieur. En soirée le seme sera moins nuegeux de l'Re-de-Francesuu/Pays-de-Loire.

Les températures misimales seront vol-sines de 1 à 4 degrés sur le nord-ouest du paya, de 2 à 5 degrés sur le littoral médizar-randen. Allieurs, des températures plus suses:Oà - 4 degrés.

Enjournée, il fere 5 à 7 degrés sur le Nord et le centre, 7 à 10 degrés près de la Manche, 10 à 12 dans le Sud-Ouest, 11 à 12 degrés près de le Méditarranée, 8 à 9 degrés dans le Centre-Est et entir — 1 à



TEMPÉ	Milana		بتعاشيطين م	Andrea		le 1	ps obs 3-1-19	ervé. 30
ATACCIO BIARRITZ BORDEAUX BOURGES RREST CAEN CHERBOURG CLERMONT-F DUCH GRENORLES LILIE LIBOGES LYON MANSEILLEM NANCY NANTES NICE PARISMONTS PARISMONTS PARISMONTS PARISMONTS PARISMONTS PARISMONTS PARISMONTS STRASSOURG STRASSOURG STRASSOURG STRASSOURG STRASSOURG STRASSOURG STRASSOURG	15 9 5 11 8 4 10 2 6 2 10 2 13 2 7 16 2 15 10 5 6	GRONDUMNBORED	TOULOUS POINTE A LIGHT ALGER ANSTERD AT HERE GRAD BEI GRA	35 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	23 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 -	MARRAKECO METICO MILLAN MORTRÉAL MOSCOU MARBORI MEN-YORX OSJO PALMA-DE-I PEXIN RIO DE-JAN STOCKBOL STOCKBOL TUNIS VARSOVIE VERISS VARSOVIE VERISS VARSOVIE VERISS	RG3 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	11 3 9 5 5 5 5 7 75 14 7 1 1 1 1 1 2 2 1 1 1 2 2 1 2 2 1 5 1 2 4 - 3 7
		C ciel uver	D citl depope	N ciel naspour	Ouse	P	T	neige

* = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heures en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 13 janvier

TF 1

20.45 Surprise sur prise. 22.10 Magazine : Ushuale. 23.15 Magazine : Formule sport 0.05 Journal et Météo. 0.25 Série : Mésaventures. 0.50 Série : Intrigues. 1.20 Série : Mannix.

20.35 Champs-Elysées. 22.10 Les brigades du Tigre. 23.05 Journal 23.25 Lunettes noires

FR3

21.50 Journal et Météo 22.15 Magazine : Le diven-Invitée : Irina loresco-22.40 Magazine : Musiceles, 23.40 Magazine : Sports 3.

CANAL +

des animaux...

de la vengeance. W 0.20 Traître sur commande. W 2.20 Cinéma : Décembre. N 3.50 Cinéma : La ventre de l'architecte, E E % 5.45 Táláfilm : Carton rouge

20.40 Le comptable se rebiffe. 22.45 Série : Le voyageur. 23.30 Magazine : Désir (radiff.). 0.00 Journal de minuit. 0.10 La remard (rediff.).

1.10 Les faucheurs de marguerites (redit.). 2.10 Histoires extraordinaires.

3.10 Le journal de la nuit. 3.20 Tendresse et passion. 3.50 Série : Voisin, voisine. 4.50 Musique : Aris de rêve. 5.30 Histoires extraordinaires

M6

20.30 Série : Le Saint. 20.30 Série : La Suint.
22.10 La mort sous contrat freem.).
23.30 Magazine : Culture pub.
0.00 Informations.
0.05 Série : Peter Gun.
0.30 Henri Guilleman raconte.
1.15 Bouleverd des clips.
2.00 Radiffusions.

recontrusions.
Sem et Sally; Cuture pub; Sem et Sally; Cuture pub; Sem et Sally; Cuture for mine ("enquête (A chacun son rythme); Sam et Sally.

LA SEPT

20.10 Documentaire: Mémoire en ricochets (1). De Michel Mittaci. 21.20 Théètre :

Monsieur chasse (Pècs de Georges Feydeau 23.55 Documentaire:

Dimanche 14 janvier

TF 1

13.20 Un flic dans la Mafia, 14.18 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Y a-t-il encore

un coco dans le show? 15.40 Série : Chips. 16.30 Tiercé à Vincennes. 16.35 Dessine animés :

Disney perade.

18.00 Magazine: Téléfoot.

19.00 Magazine: 7 sur 7.
tmité: François Léotard. 20.00 Journal 20.35 Cinéma : Police. E M

22,35 Ciné dimenche. 22,40 Cinéma : Le petit monde de Don Cemillo. 0.55 Opéra : La légende

de Joseph en Egypte.

13.20 Dimenche Martin 14.55 Sárie : MacGyver. 15.50 L'école des fans. 18.35 Panique aux Caralbes. 17.30 L'équipe Cousteau à la redécouverte

du monide. 18.25 Magazine: Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.35 Série : Boileau-Narcejac.

22.15 Danse: Hommage à Alvin Alley. 22.45 Picasso-réminiscences. 23.50 Journal.

FR3

13.30 Forum RMC-FR 3. 13.30 Forum RMC-FR 3.
14.30 Magazine : Sports loisire.
17.03 Magazine : Montagne.
17.30 Amuse 3.
19.00 Téléfilm : L'enfance
de Charlie Chaplin.
20.00 Série : Benny Hill.

20.35 Documentaire: Optique. 21.30 Magazine : Océaniques.

22.30 Les jeunes maris. # 2 0.00 Musiques, musique.

CANAL +

14.00 Fantôme sur l'oreiller. 15.35 La monde du cirque. Barnum nº 8. 16.20 Magazine : 24 heures. 17.15 Dimanche aux courses.

17.35 Les oiseaux sens vol. 18.00 L'espion qui m'almait. En clair jusqu'à 20.30

20.10 Ca cartoon. 20.30 Cinéma : Homeboy. ■ 22.25 Journal de l'art. 23.15 Cinéma : Les biches. E E 0.55 Mon zénith à moi.

13.35 Série : Les épées de feu. 15.25 Doctour Teyran. 17.00 La cinquième dimension. 17.30 Télé-matches dimension. 18.30 Série : Arnold et Willy.

18.30 Serie : Arnold et wury.
18.50 Journal images.
18.00 Série : Happy days.
19.30 Divertissement : Tout le monde il est gentil.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Witness & R.

(Témon sous surveillanca).
22.45 Spécial Paris-Dakar.
23.15 Magazine : Ché Cinq.
23.30 Magazine : Désir (notif.).
0.00 Journal de minuit.

0.10 Journal de minut.
0.10 Docteur Teyran (redifi.).
1.40 Série : Madame le juge.
3.15 Le journal de la nuit.
3.25 Tendresse et passion.
4.25 Madame le juge (redifi.).
5.26 Musique : Aria de rêve.

13.45 Madame est servie (rediff.). 14.10 Commando du désert. 14.40 Les routes du paradis. 15.30 Série : Bern et Sally. 16.20 Série : Brigade de nuit. 17.10 Série : Vegas. 18.00 informations.

18,05 Sárie : Père et impairs. 18.30 Las années coup de cour. 18.00 Megazine : Culture pub. 19.30 Série : Roseanne. 19.54 Informations.

20.00 Madame est servie. 20.30 Trop tard pour héros. M 22.45 Magazine: Sport 6. 22.50 Capital. 22.55 Mortelle lune de miel.

22.55 Mortelle lune de miel.

Q.15 Informations.

Q.20 Boulevard des clips.

2.00 Rediffusions.

Sam et Sally ; Quand la science
mère l'enquite (à checun son
nythme); Culture pub; Sam et
Sally; Quand la science mène
l'enquite.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor: Anglais.
15.00 Téléfilm: Le goutte d'or.
De Marcel Bluvei.
17.00 Magazine: Imagine.
17.30 Documentaire: Palettes.
D'Alain Jaubert.

18.00 Magazine : Dynamo.
De Benot Delépine et Matthies
Sanderson:
18.30 Magazine : lci bet la vie.
19.00 Occumentaire : Charles

22.45 Court métrage. 23.00 Les hommes-in Claude Simon. De Roland Allard.

UN SPECTACLE DE PIERRE JOURDAN

UN COFFRET DE 2 CD : LE CHANT DU MONDE LDC 278 963/64

CARNET DU Monde

- M. Heari CHATONEY et Mas, note Betting Pigelet,

M. Armeni LEENHAROT et M=, nés Andrée Leenhardt, sont henreux de faire part des fian-

Office et Frédéric.

Décès

- Le président et le comité direc-teur de France-Israël, Alliance Général-Koenig. ont le grand regret de faire part du

M. Alfred COSTE-FLORET, membre fondateur et président d'honneur de l'association France-Israël.

63, boulevard de Sébastopol,

(Le Monde du 12 janvier.) - M= Raymond Dessurzia,

son épouse. La countesse Marguerite de Las

sa belle-mère, Toute la famille,

Et ses nombreux amis, out la douleur de faire part du décès de M. Raymond DESSARZIN,

survenu à Paris le 11 janvier 1990.

La cérémonie religieuse sera célé-brée le mercredi 17 janvier, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6, saivie de l'inhuma-tion au cimetière de Plandren (Morbi-han), dans le caveau de famille.

8, rue Servandoni.

75006 Paris. - Colette Berger-Forestier, Guy Berger,

iours culants, Alphonse Forestier, son frère. Geneviève Malnoy,

Et leur famille et amis, ent la douleur de faire part du décès de Pierre FORESTIER.

architecte DPLG, chevalier de la Légion d'hons officier du mérite,

szrens à l'age de quatre-ringt-sept ans, le 13 décembre 1989. L'inhuma-tion a eu lieu à Buthiers, le 18 décem-

- M= Rachel Heitner, sa mère, Marc Heitner, son frère, Gdali et Régine Elbaum

et leurs enfams, Yossef et Carla Wirguin et leurs enfants, ses oncies, tantes, consins et consince

d'Israel et de Belgique,

décès de Michèle HETTNER,

survenu le 6 janvier 1990,

et vous rappellent le souvezir de son

Herbert Zwi HEITNER,

décédé le 6 novembre 1976. L'emerrement aura lien au cime-tière de Kraainhem (Broxelles), le landi 15 janvier, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. ---Qu'ils soient un, comme nous

Sommes wa. Jean XVIL, 22.

 M= Elisabeth Koechlin, MINI ÉDOUSE, François et Monique Koechlin, leurs enfants et petits-enfants, Christine Jancovici-Koechlin

et ses enfants, ses colants, petits-enfants et arrière-

Ses pevent et nièces, Sa famille.

Sa parenté, font part de la disparition de Pierre KOECHLIN.

ingénieur ECP, directeur adjoint de l'EDF (e.r.), le 12 janvier 1990, dans sa quatre-

La célébration chrétienne cert que aura lieu le mardi 16 janvier, à 9 heures, au temple de l'Eglise évangé-lique, 26, rue Ravon, à Bourg-la-Reine. L'inhumation aura lieu au cir du Montparnasse, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, boulevard Carnot, 92340 Bourg-la-Reine, 29 bis, rue des Coudrais, 92330 Scenux. 24, rue de la Folio-Méricourt, 75011 Paris.

Fignesilles - M. Georges Lauriac, son époux, Alain, Carole, Yves, Eric,

ses enfants, M= Lucienne Gonin-Laurise M. et Mª Stephane Gonin, M. et Mª Jean Lauriac, es parents et beaux-parents.

M= Veuve Gustave Gonin.

sa grand-mère, M. et M™ Gilles André-Gonin. M. et M= Bernard Gon ses frère, sœur, beau-frère, bello-sœur, M. et M= Albert Lauriac,

ses bean-frère, belle-sœur, font part du décès de

M= Geneviève LAURIAC, professeur.

La cérémonie religiouse et l'inhuma-tion out eu lieu mercredi 10 janvier 1990, à Cours-la-Ville (Rhône).

230, rue Georges-Mandel, 33000 Bordeaux. 6, 42 parc Saint-Maur, 59000 Lille, 13, me George-Sand, 75016 Paris.

- Abdallah Makhionfi. Ahmed Makhloufi, de Constantine,
M. et M. Hacene-Djaballah, de
Washington, et leurs enfants: Incaf,
Yasmin et Nouri.
Ainsi que les familles Makhloufi de Constantine, d'Alger, de Genève et de

Paris. Pars,
Les familles Smati, Abbas, Paumer, Berriche de Constantine,
Les Hacene-Djaballah de Skikda,
les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

la regressée Zakis MAKHLOUFI,

survena à Constantine, le 10 janvier Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Remerciements

- Le docteur Denysq-Alberte Armanet,
M. et M™ François Armanet,
M. et M™ Emile Gentil,
M™ Marion Armanet,

ses enfants. Leurs enfants et pents-enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques du

doctor Marcel ARMANET,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil de trouver icl l'expression de leurs sincères remercie-

- M. et Mª Robert Granger de M. et M= François de Nobleos,

M. et M= Jean Granger de Boissel. Leurs enfants et petits-enfants, remercient très vivement tous ceux qui ont pris pars à leur peine lors du rappei à Dieu, le 8 décembre 1989, de

> M= Henri GRANGER de BOISSEL, nét Henrictte Salles.

y associant le convenir Heati GRANGER DE BOISSEL.

rappelé à Dieu le 6 octobre 1984.

Commémorations

- IN MEMORIAM « Celul qui croit en moi, mêms

19 janvier 1989 -19 janvier 1990

Un service commémoratif de fen l'archoute grand référendaire

ML Ated DANIAL sera célébré vendredi 19 janvier 1990, à 11 heures, en l'église Saint-Paul du Centre orthodoxe (12, chemin des Cornillons) à Chambésy (GE),

Cet avis tient lieu de faire-part.

Communications diverses

- Mercredi 17 janvier, à 20 h 30, sous la présidence d'Elisabeth Badin-ter, au Centre Rachi, 30, boulevard du Pors-Royal, Paris (5°), métro Gobe-lins, une délégation de Shalom

- Aharos Yariv, général de réserve, ancien chef des services de renseignement de Tsahal, ancien ministre discontinue de Tsahal, ancien ministre, directeur du Centre d'études stratégiques de l'université de Tel-Zeev Sternhell, professeur en sciences politiques à l'université de Jérusalem, Jérusalem,
- Yaéi Dayan, écrivain, membre
du comité directeur du Parti travailliste et fille de Moshe Dayan,
- Arleh Yaari, directeur du Centre
international pour la paix an MoyenOrient (CIPMO),

nons parlera de la situation actuelle et nous présentera leurs projets.

Comité français du Centre inter-national pour la paix au Moyen-Orient,
 Les amis de Shalom Archav-La

Paix maintenant.

— Cercie Bernard-Lazare.

porte ce qu'on veut louer. D'un godiaira.

X. Urerere. - X. Ru. Ane. Ut. U. Sévit. Pré. 1. Correcteurs. - 2. Edell. Grue. - 3. Nom. Verre.

LA5

20.35 Samdynamité.

20.30 Mourir pour Berossa, 22.25 Et si nous étions 23.00 Cinéma : L'ange

pour les hoofigans.

LA 5

M 6

Trenet, y'a d'la joie.

DIMANCHE SOIR, A NE PAS MANQUER SURTF1 - OH30 "LA LÉGENDE DE JOSEPH EN ÉGYPTE" CONTE FANTASTIQUE MÊLÉ DE CHANTS MUSIQUE DE E. MEHUL

ÉTRANGER

1". - MAROC: 99,89 % des électeurs acceptent par référen-dum la proposition du roi Hassan II de reporter de deux ans les élec-tions législatives, afin que l'ONU puisse organiser dans l'intervalle un référendum d'autodétermination an Sahara occidental (24/XI, 3-4, 5 et 13/XII).

1". - PHILIPPINES: La sixième tentative de putsch mili-taire contre la présidente Aquino échoue grâce au soutien de l'aviation américaine, accordé par M. Bush, Les affrontements sont 119 morts et les derniers mutins ne se rendent que le 9 (du 2 au 11, 13 et 15/XII, 4/1).

1°. - URSS-VATICAN:
M. Gorbatchev, reçu par JeanPaul II au Vatican pour une rencontre qu'il qualifie lui-même
d'a extraordinaire, s'engage en
faveur du respect de la liberté religieuse. Le pape est invité en URSS et le prochain rétablissement des relations diplomatiques est décidé (30/XI et du 2 au 5/XII).

2. — TAIWAN: Aux élections législatives, le Kouomintang, partinationaliste au pouvoir depuis 1949, obtient 72 des 101 sièges à pourvoir. Le Parti démocratique progressiste (opposition) passe de 12 à 21 sièges (2 et 5). 2-3. – ETATS-UNIS - URSS:

Le premier sommet entre M. Bush et M. Gorbatchev a lieu à Malte à bord du paquebot Maxime-Gorki. et non au large comme prévu, en raison du mauvais temps. Les deux hommes annoncent l'ouverture d'une « ère nouvelle » dans les relations internationales et décident d'accélérer les négociations sur le désarmement. M. Bush affirme son soutien - à la politique de M. Gorbatchev et son intention d'intégrer l'URSS à la communauté internationale (du 2 au 6).

3. - RDA: Le comité central et le bureau politique du parti com-muniste (SED) annoncent leur dissolution après des révélations sur les abus de pouvoir et les privilèges sous le régime Honecker, qui ont provoqué la colère populaire.

Tandis que plusieurs anciens dirigeants sont inculpés de corruption et que la dissolution de la police politique (Stasi) est annoncée, la désagrégation des institutions se poursuit, le 6, avec la démission de M. Egon Krenz de la présidence du Conseil d'Etat. Le 7, kors de la première réunion de la table ronde mière réunion de la table ronde réunissant tous les partis, les pre-mières élections libres sont fixées au 6 mai 1990. Les 8 et 9, la direction du SED est complètement res-tracturée : M. Gregor Gysi, avocat de quarante et un ans, est élu président. Le parti, do geant a été aboli le 1ª décembre

par le Parlement, accepte le « plu-ralisme politique » (da 2 au 20). 4. – EST-OUEST: Les dirigeants de l'OTAN, réunis à Malte, soulignent leur volonté de maintenir les frontières et les organisations politico-militaires exis-tantes en Europe. Ceux du pacte de Varsovie, réunis à Moscou, font de même et adoptent une déclara-tion qui « condamne » leur intervention de 1968 en Tchécoslovaquie (6).

5-7. - CEE: Les ministres des Donze décident de libéraliser, le 5, le transport aérien et, le 7, les télécommunications, à partir du le janvier 1993. Les concessions acceptées par le gouvernement français ont permis la conclusion de ces accords (8, 9 et 15).

6. - FRANCE-URSS: M. Mitterrand, venu à Kiev s'entretenir avec M. Gorbatchev, estime pré-maturé de parler de réunification de l'Allemagne et se rallie au projet soviétique de convocation de la CSCE en 1990 (7 et 8).

6. - GRANDE-BRETAGNE: La privatisation des dix sociétés régionales de distribution d'eau s'achève après un vif succès populaire ; près de 3 milliards d'actions, au prix unitaire de 240 pence, (23 F), sont acquises par 2,7 mil-lions d'investisseurs (8, 12, 20

7. - IRAK: Bagdad annonce le lancement, le 5, de sa première fusée capable de placer un satellite sur orbite spatiale (9 et 23).

8-9. - CEE; Le conseil euro-péen fixe à la fin de 1990 la date de la conférence intergouvernemen-tale sur l'union monétaire. M. Mit-terrand a obtenu le ralliement de M. Kohl au processus d'intégration économique, mais pas celui de Mme Thatcher. Cette dernière refuse aussi la charte des droits sociaux, adoptée par les onze autres pays. Dans une déclaration sur l'Europe centrale et orientale, les Douze acceptent le droit à l'« autodétermination » du « peuple allemand », tout en l'entourant de conditions. L'idée française de créer une banque pour l'Europe de l'Est est approuvée (du

2 au 14 et 24-25). 2 au 14 et 24-25).

9-10. — CHINE - ÉTATSUNIS: Deux émissaires du président Bush a entretiennent avec les autorités chinoises, lors d'une visite surprise à Pékin. La diplomatie secrète menée par M. Bush est critiquée aux États-Unis (10-11, 13 et du 19 au 21). du 19 au 21).

10. – BULGARIE: A Sofia, près de 100 000 manifestants réclament l'accélération des réformes. Le 11, M. Petar Mladenov promet des élections libres en mai 1990 et l'abolition du rôle dirigeant du PC (2, 7, du 9 au 19 et du 27 au 30).

12. – AMÉRIQUE CEN-TRALE: Les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale, réunis depuis le 10 à San José de Costa-Rica, condumnent fermement la guérilla salvadorienne et apportent leur sontien au président Cristiani (extrême droite). Le président nicaraguayen Ortega signe cette déclaration, mais n'obtient pas que la démobilisation des « contras » soit accélérée (6 et du 8 au 14).

12. - CEE-ETATS-UNIS : M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, envisage, dans un dis-cours prononcé à Berlin-Ouest, une « nouvelle architecture pour l'Europe» et un « nouvel atlan-tisme ». Il propose un renforce-ment des liens entre les Etats-Unis et la CEE, qu'il encourage dans sa « réussite » (du 14 au 19).

12. - HONGKONG: Le rapatriement forcé de cinquante et un réfugiés vietnamiens, décidé par les autorités britannic un tollé international (1-, 13, 14, 15, 19, 21 et 30).

12. – URSS: M. Gorbatchev obtient que le Congrès des députés refuse, par 1 138 voix contre 839, d'ouvrir un débat sur l'abolition du rôle dirigeant du PC. Ce débat avait été demandé par M. Sakharov et plusieurs autres députés réformateurs (5 et du 10 au 14).

14. – CHILI: Dès le premier tour de l'élection présidentielle, M. Patricio Aylwin (démocrate-chrétien), candidat unique de l'opposition, est étu avec 55.2 % des voix. Son entrée en fonction, le 14 mars 1990, doit mettre fin à seize ans de dictature du général Pinochet (du 14 au 19 et 23).

14. - URSS: Mort d'Andrel Sakharov, Prix Nobel de la paix 1975. Du 16 au 18, des dizaine milliers de Moscovites défilent devant la dépouille du défenseur des droits de l'homme (du 16 au

15. - BRÉSIL : An deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Fernando Collor, candidat de la droite populiste, l'emporte avec

Décembre 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL -

53 % des voix sur « Lula », soutenu par toutes les forces progressistes. M. Collor succédera le 15 mars 1990 à M. José Sarney (14, 17-18, 19 et 24-25). 15. - CEE-ACP : La qua-

15. – CEE-ACP: La quatrième convention liant les Douze à soixante-huit pays d'Afrique, des Caraîbes et du Pacifique (ACP) est signée à Lomé (Togo). L'aide financière de la Communauté européenne passe de 8,5 à 12 milliards d'écus (1 écu = 7 F) (28 et 29/XI, 7, 12, 16 et 17-18/XII).

15. – COLOMBIE: L'un des principaux responsables du cartel de Medellin est tué par la police, alors que les attentats revendionés

alors que les attentats revendiqués par la mafia de la drogue sont de plus en plus meurtriers (7, 8, 9, 14, 17-18, 19, 26, et du 30/XII au

15. - COMORES : La France et l'Afrique du Sud obtiennent le départ de Bob Denard et de ses mercenaires, qui sont rempiaces par des militaires français, à la demande des autorités comoriennes (du 6 au 19 et 27).

16. - FRANCE - ÉTATS-UNIS: M. Bush et M. Mitterrand onis: M. Bush et M. Mitterrand confirment le caractère « privilégié » de leurs relations lors d'une rencontre à Saint-Martin, dans la partie de l'île qui dépend de la Guadeloupe (15, 17-18 et 19).

17. — POLOGNE: Le gouvernement présente un « plan de stabilisation » de l'économie draconien sons la pression du FMI

nien, sous la pression du FML. M. Walesa demande aux Polonais de ne pas se révolter contre ces mesures, dont le coût social sera très élevé (9, 16, 19 et 26/XII,

18. - FINANCES MON-DIALES: La Banque de France relève son taux directeur de 9,5 % à 10% pour défendre le franc face à la hausse du deutschemark. Cette dernière, due aux événements à l'Est et aux taux d'intérêt élevés en RFA, s'accompagne surtout d'une forte baisse du dollar, qui, à 1,68 DM, 142 yens et 5,74 F à Paris le 28, retrouve ses niveaux du le dollar dans sa chute, le taux d'escompte japonais est relevé, le 25, de 3,75 % à 4,25 %. Cependant, la Bourse de Tokyo continue de monter, l'indice Nikkei battant son record, le 29, à 38 915. A Londres, Francfort, Paris et New-York, comme à Tokyo, les marchés bour-siers enregistrent des hausses annuelles comprises entre 25 % et 31 % (3-4, 10-11 et du 13/XII an

19-20. - RDA-RFA : Le chancelier Kohl se rend à Dresde pour sa première visite officielle en RDA. Les deux pays s'engagent sur la voie de la «communauté contractuelle», proposée le 17 novembre par M. Modrow. Le 22, M. Kohi revient en RDA pour inaugurer avec M. Modrow un passage dans le mur de Berlin à la porte de Brandebourg. Le 24, une totale liberté de circulation est ins-tituée entre les deux Allemagnes (7.13 du 14.0 25) (7, 13 et du 14 au 26).

20. - PANAMA: Les Etats-Unis lancent l'opération militaire

Juste cause » pour restaurer le

processus démocratique » et capturer le général Noriega, homms fort du pays inculpé en 1988 par la justice américaine pour trafic de drogue. Dès le 20, M. Guillermo Endara, considéré comme le vainqueur de l'élection présidentielle annulée en mai, prête serment. L'intervention américaine, très largement approuvée aux Etats-Unis, est condamnée par l'URSS et les pays latino-américains. Jusqu'au 25, de violents affrontements et des pillages ravagent la capitale: le bilan officiel fait état de la mort de 230 civils et de 337 militaires, dont 23 Américains, mais des sources 23 Américains, mais des sources panaméennes parient de près de 1 000 civils tries. Le 24, le général Noriega se réfugie à l'ambassade du Vatican: il n'acceptera de se livrer aux forces américaines que le 2 inviser le 20 une a permissi.

l'expuision du Nicaragua de vingt diplomates américains (2, 16 et à partir du 19). 20. – URSS: Le PC lituanien, réuni en congrès à Vilnius, pro-clame son autonomie par rapport au PCUS et adopte un programme et des statuts distincts. Ces décisions cont vivement critumées le

3 janvier. Le 29, une « perquisi-tion » à la résidence de l'ambassadeur du Nicaragua entraîne

sions sont vivement critiquées, le 25, par M. Gorbatchev (3-4, 8, 9 et du 22 au 28). 26-22. – FRANCE - RDA: M. Mitterrand, en visite officielle en RDA; se défend de vouloir

en RDA, se défend de vouloir « freiner » la réunification de l'Allemagne: « Que la volonté du peuple s'exprime, qu'elle s'accomplisse », affirme-t-il (du 20 en 25).

21-22. — CEE « LIGUE ARABE: Une conférence réunit à Paris, sur l'initiative de M. Mitterrand, les trente-quatre ministres des affaires étrangères de la CEE et de la Ligue arabe afin de relancer le dialogue euro-arabe (19, 21, 23 et 24-25).

23. – LIBAN: Des combats entre miliciens chittes pro-traniens du Hezbollah et pro-syriens d'Amai reprennent dans le sud du Liban, après plus de dix mois d'accalmie. Ils font près de soixante morts avant la fin du mois (6, 7, 9, 16 et à partir du 26). 27. - EGYPTE - SYRIE: Les

relations diplomatiques, rompues en 1977, sont rétablies (13 et 29). 29. – BULGARIE: Le comité central du PC met fin à la politique d'assimilation forcée de la minorité turque. Ses membres retrouvent la liberté de porter leur nom, de par-ler leur langue et de pratiquer l'islam. Des Bulgares de souche protestent contre cette décision (à

partir du 30). 29. - POLOGNE: Le Parlement vote des amendements consti-tutionnels qui abolissent le rôle dirigeant du POUP (communiste) et rétablissent le nom de République de Pologne en supprimant les mentions de socialiste et populaire (31/XII-1*/I).

30. – ISRAEL: Un rassemble-

ment de vingt mille pacifistes israéliens et palestiniens est violemmen réprimé par la police à Jérusalem En deux ans de soulèvement dans les territoires occupés, 600 Palesti-niens ont été tués par l'armée israélienne et 140, accusés d'être des e collaborateurs », ont été tués par leurs compatriotes (du 2 au 8, 19, 20, 22, 23 et du 26/XII au 2/I).

FRANCE

2. – M. Rocard lance, devant le comité directeur du PS réuni à Paris les 2 et 3, un appel à l'unité des socialistes, alors que s'intensifie la controverse entre les différents courants du parti et, au sein du courant mitterrandiste (majori-taire), entre M. Fabius et M. Jos-pin (du 2 au 5, 8, 9, 12, 16 et du 19 au 22).

2. - Huit contributions sont présentées devant le conseil natio-nal du RPR dans la perspective des assises nationales de février 1990 (2, 5, 21 et 22).

3, – M. Jean-Marie Le Pen salue la victoire des candidats du Front national à l'élection législative partielle de Dreux et à l'élec-tion cantonale de Salon-de-Provence en demandant la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'un référen-dam sur l'immigration. Tous les autres partis politiques s'inquiètent des progrès réalisés par l'extrême droite après des campagnes sur le thème du refus des immigrés (du 1= au 9).

5. - Le TGV, en atteignant 482,4 km/h, bat le record du monde de vitesse sur rail (7, 8, 9 et 17-18).

5. - Les chiffres du commerce extérieur, connus avec retard après la grève des agents des finances, se révèlent excédentaires de 2,2 milliards de francs pour septembre, mais déficitaires de 8,67 milliards pour octobre (6 et 30).

6. - M. Rocard met en place un dispositif pour l'intégration des immigrés. Un secrétaire général permanent, M. Hubert Prévot, est nommé auprès du premier ministre et la création d'un Haut Conseil à l'intégration est annoncée. Des mesures destinées à mieux maîtriser les flux migratoires sont décidées le 19 : moyens accrus pour la lutte contre le travail et les travailleurs claudestins, mais aussi traitement plus rapide des demandes d'asile (du 1= au 23).

7. – Les députés votent, par 283 voix contre 168, un amendement socialiste qui rétablit, sauf pour les parlementaires, une amnistie des délits politico-financiers, lors de la discussion en deuxième lecture des deux lois sur le financement des partis et des campagnes électorales, qui sont définitivement adoptées le 22 (1°, du 6 au 11, 19 et 24-25/XII, 2 et 3/I).

10. - M. Mitterrand s'efforce, lors d'un entretien radiotélévisé, de rassurer les Français sur les conséquences des changements à l'Est et ur la question de l'immigration ; à ce sujet, il estime que « le seuil de tolérance a été atteint dans les années 70 », et souligne que « les clandestins doivent être expulsés » (9, 12, 14 et 15).

11. - Le Parlement européen accepte, par 198 voix contre 91 et 18 abstentions, de lever l'immunité parlementaire de M. Le Pen, pour qu'il puisse répondre devant la jus-tice française de son calembour du 2 septembre 1988 sur le ministre de la fonction publique, qualifié de « Durafour-crématoire » (10-11, 13, 15 et 16).

12. – M. Mitterrand préside au Panthéon un hommage à l'abbé Grégoire, à Monge et à Condorcet, qui marque la fin des cérémonies anniversaires de la Révolution (du 8 au 18 et 23).

12. - La circulaire sur le port de signes religieux à l'école, prépa-rée par M. Lionel Jospin après l'affaire des foulards islamiques, est largement approuvée par le Conseil supérieur de l'éducation nationale avant d'être diffusée dans toutes les écoles. Donnant la priorité au dialogue, elle n'exclut

1". - Mort d'Alvin Ailey, dan-seur et chorégraphe américain (3-4

5. - Alain Gerber, pour le Ver-ger du diable (Grasset), obtient le

7. - Mort du peintre Hans Har-

tung, pionnier puis classique de l'abstraction (10-11).

12. - Le nouveau Théâtre de

Nice est inanguré avec le Misan-thrope de Molière. Son directeur, Jacques Weber, assure la mise en

scène et tient le rôle-titre. Emma-nuelle Béart joue Célimène (13, 23

14. – Le prix Louis-Delluc est attribué à *Un monde sans pitté*, premier film d'Eric Rochant

16. - Mort de Silvana Man-gano, actrice italienne (17-18).

rilm d'Andrzej Zulawski d'après l'opéra de Moussorgski. Munitav Rostropovitch, qui a dirigé l'enre-gistrement dont est extraite la bande-son, s'indigne des libertés prises par le cinéaste (8 et 21).

22. – Mort de Samuel Beckett, Prix Nobel de littérature 1969 (27

29. - Sortie de Boris Godounov,

CULTURE

prix Interallié (6).

(23/XI et 15/XII).

12. – M. Pierre Bérégovoy annonce la suppression totale du contrôle des changes à partir du 1e janvier 1990. Les dernières restrictions ne concernaient plus que les particuliers. Pour éviter des fuites de capitaux, un amendement budget 1990, déposé le 14 par le gouvernement, autorise les SICAV d'actions à capitaliser leurs dividendes (12, 13, 14, 16, 20 et 23/XII, 4/I).

pas des sanctions si les obligations de la cité et d'assiduité sont

enfreintes (du 3 au 8 et 14).

12. - Paribas reconnaît qu'il n'est parvenu à acquérir que 40 % du capital de la Compagnie de navigation mixte au terme de son OPA lancée le 23 octobre et après une importante bataille boursière qui se poursuit en décembre (2, 5, 8, 14, 21, 22, 23 et 28).

15. - Le Comité national 15. — Le Comite national d'éthique réclame une « stricte limitation » de l'utilisation des empreintes génétiques et souhaite que des « règles très rigoureuses » soient imposées pour les dons d'embryons (16 et 20).

15. – La cour d'assises spéciale de Paris condamne Habib Maamar à la réclusion à perpétuité pour deux attemats commis à Paris en août 1984 et en février 1985 (14,

15 et 17-18).

15. - M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul depuis 1971, est inculpé et écroué dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Deux dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie de Mcurthe-et-Moselle sont aussi inculpés et écroués, les 18 et 19 (du 15 au 22, 24-25 et 28).

 16. – Le groupe public UAP, numéro un français de l'assurance, achète à Suez, pour 14 milliards de francs, la minorité de blocage (34 %) dans le numéro deux, le groupe privé Victoire (19 et 21). 18. - Le RPR lance une péti-

tion nationale sur le droit de vote des étrangers. Cette initiative avait été proposée le 8 par M. Chirac, favorable à un référendum sur ce sujet (du 10 au 16 et 23).

 19. – M. Rocard engage la res-ponsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur les votes définitifs du budget 1990 et de la loi portant diverses mesures relatives à la santé. Sur ce dernier texte, après l'ajont par le gouvernement, le 15, d'un amendement permettant des conventions distinctes pour les médecins généralistes et les spécialistes, l'opposition dépose une motion de censure aint de dénoncer le « m gouvernement à l'égard du Parlement et protester contre l'« usage abust » de l'article 49-3 : le gou-vernement a, en effet, engagé sa responsabilité treize sois lors de la session d'automne pour faire adopter quatre textes, les deux cités plus haut ainsi que la loi de pro-grammation militaire 1990-1993 et le collectif budgétaire 1989, Le 21. cette quatrième motion de censure de la session est celle qui recueille le plus de voix : 265 (tous les députés UDF et UDC, 130 RPR sur 131 et 4 non-inscrits sur 16) mais elle n'atteint pas la majorité absolue (289). Avant la fin de la session parlementaire, le 22, d'autres lois sont définitivement votées, dont celles sur le surendettement des ménages et sur l'amnis-tie en Nouvelle-Calédonie (du 3 au 26, 30 et 31/XII - 1=/1, 5/I).

19. - Les négociations sur la réforme de la grille unique de la fonction publique sont ouvertes entre le gouvernement et les syndicats. Elles s'étaleront sur sept ans (20 et 21).

19. - Des tests de connaissances, pratiqués en septembre dans toutes les classes de CE2 et de sixième, font apparaître de grosses lacunes en lecture et en calcul (20 et 21). 22. - Un accord sur la moderni-

sation est signé entre la direction des NMPP et le syndicat CGT du Livre. Il met fin à une grève de six jours qui a entravé la distribution des quotidiens parisiens (du 17 au

26. – En novembre, le nombre de chômeurs a baissé de 0,1 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (15,28 et 30/XII, 3/I).

27. - Le bureau politique du PCF qualifie de « campagne abjecte » la mise en cause de la direction du parti par des opposants communistes en raison du maintien de relations avec le maintien de relations avec le régime dictatorial roumain. Une autre polémique porte sur les visites passées de dirigeants français à Bucarest (du 12 au 20 et à

partir du 26).

31. — M. Mitterrand, présentant ses vœus aux Français, souhaite le renforcement des structures de la CEE ainsi que l'avènement, dans les années 90. d'une « confédération » associant tous les Etais européens, dont les pays de l'Est devenus démocratiques (du 2 au 4/1).

Révolutions à l'Est : « douce » en Tchécoslovaquie sanglante en Roumanie

Le 3, en Tchécoslovaquie, le Forum civique rejette le nouveau gouvernement formé par l. Ladislav Adamec, dont seize des vingt et un membres sont communistes. Sous la pression de la rue, M. Adamec divisionne. le 7, et M. Marian Calfa, membre communiste du gouvernement précédent, est nommé premier

Le 10, M. Calfa forme un gouvernement d'« entente nationistes sur vingt et un : il promet l'organisation d'élections libres dans six mois et l'instauration de l'économie de marché. L'opposition, au terme de dures négociations, voit presque toutes ses demandes acceptant. Ella obtient aussi, le 10, la démiss M. Gustav Husak de la présidence de la République.

Les 20 et 21, la direction du PCT est profondément remaniée, alors que des dizaines de milliers

M. Adamec est élu président du parti ; le poste de secrétaire général, occupé depuis le 24 novembre per M. Urbanek, est supprimé.

Le 28, M. Alexandre Dubcek, ancien dirigeant du « printemps de Prague » en 1968, est élu pré-sident du Parlement. C'est aussi à l'unanimité que les députés éli-sent, le 29, l'écrivain Vaclav Havel à la présidence de la République: La candidature de l'ancien dissident, présentée dès le 10 par le Forum civique, avait remoorté un tel soutien populaire que tous les partis, communistes compris, avaient accepté, le 22, de le pro-posité comme candidat unique.

A partir du 16, en Roumanie, quelques milliers de personnes manifestent à Timisoara, au départ pour défendre leur pasteur manacé. de , déportation. La parle alors de milliers de morts, dont certains, tués dans des conditions atroces. Les jours suivants, les manifestations gugrent d'autres villes de Transylvanie, puis, le 21, Bucarest. Les forces de l'ordre n'hésitent pas à tirer

Le 22, le régime dictatorial de M. Ceausescu est renversé et un Conseil du Front de salut national (CFSN) de trente-six membres est formé : constitué d'anciens dirigeants évincés, de militaires et de dissidents, il est présidé par M. lon liescu, ancien secrétaire du comité central du PC limogé en 1971. L'armée, qui s'est railiée aux insurgés, affronte, jusqu'au 26, des membres de la Securitate, la police politique du régime, au cours de violents combets dans plusieurs villes, surtout dans le centre de Bucarest. Des cen-taines de civils, dont le journaliste

français Jean-Louis Calderon, sont victimes de ces combats. Le 25, Nicolae et Elena Ceau-

sescu, qui ont été amêtés dès le 22. sont exécutés, au terme d'un « procès » dont de larges extraits sont diffusés, le 26 et le 27, à la télévision. Tandis que la plupart des pays reconnaissent les nou-velles autorités et que les initia-tives d'aide humanitaire se multiplient, venant en particulier de France, le nouveau pouvoir se met en place. M. Petre Roman. cui n'a pas d'antécédents politiques, est mais c'est le CFSN qui s'attribue la direction réelle du pays : le 28, il supprime « République socia-liste » du nom officiel du pays et décide l'organisation d'élections fibres et multipartites en avril 1990. Le bilan de l'insurrection, d'abord estimé à 60 000 morts, est évalué, début janvier, à 10 000 morts au maximum (5, 15 et à partir du 19).



père du de France quelque!

des sanctions si les obligations la leité et d'assiduité sont cimés (du 3 au 8 et 14). 2. — M. Pietre Bérégovoy once la suppression totale du trôle des changes à partir du sanvier 1990. Les dernières restions ne concernaient plus que particuliers. Pour éviter des de capitant un amendant des es de capitanx, un amendement budget 1990, déposé le 14 par le rerement, autorise les SICAV ctions à capitaliser leurs divides (12, 13, 14, 16, 20 et 12.

12. — Paribas reconnaît qu'il st parvenu à acquérir que 40 % capital de la Compagnie de vigation mixte au terme de sei l'A lancée le 23 octobre et après e importante bataille boursière i se poursuit en décembre (2, 5, 14, 21, 22, 23 et 28).

15. — Le Comité national éthique réclame une « stricte mitation » de l'utilisation des apreintes génétiques et souhaite 10 des « règles très rigoureuses » ient imposées pour les dons embryons (16 et 20).

15. — La cour d'assises spéciale e Paris condamne Habib Maamar la réclusion à perpétuité pour eux attentats commis à Paris en oût 1984 et en février 1985 (14, 5 et 17-18).

15. – M. Jacques Gossol, naire RPR de Toul depuis 1971, st inculpé et écroué dans l'affaire les fausses factures de Nancy. Leux dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle sont aussi aculpés et écroués, les 18 et 19 (du 15 au 22, 24-25 et 28).

16. – Le groupe public UAP, numéro un français de l'assurance, achète à Suez, pour 14 milliards de acnete a Suez, pour 14 milliards de francs, la minorité de blocage (34 %) dans le numéro deux, le groupe privé Victorie (19 et 21).

18. – Le RPR lance une pétition nationale sur le droit de vote des étrangers. Cette initiative avait été proposée le 8 par M. Chira

été proposée le 8 par M. Chirac, favorable à un référendum sur ce sujet (du 10 au 16 et 23).

19. – M. Rocard engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur les votes définitifs du budget 1990 et de la loi portant diverses mesures relatives à la santé. Sur ce dernier texte, après l'ajout par le gouvernement, le 15, d'un amende-ment permettant des conventions distinctes pour les médecins généralistes et les spécialistes, l'opposition dépose une motion de censure afin de déponcer le « mépris » du gouvernement à l'égard du Parle-ment et protester contre l'« usage abusif - de l'article 49-3 : le gou-vernement a, en effet, engagé si responsabilité treize fois lors de la session d'automne pour laire adopter quatre textes, les deux cités plus haut ainsi que la loi de pro-grammation militaire 1990-1993 et le collectif budgétaire 1989. Le 21, cette quatrième motion de censure de la session est celle qui recueille le plus de voix : 265 (tous les députés UDF et UDC, 130 RPR sur 131 et 4 non-inscrits sur 16), mais elle n'atteint pas la majorité absolue (289). Avant la fin de la session parlementaire, le 22, d'autres lois sont définitivement votées, dont celles sur le surendet tement des ménages et sur l'amnis-tie en Nouvelle-Calédonie (du 3 au 26, 30 et 31/XII-1º/1, 5/1).

19. - Les négociations sur la réforme de la grille unique de la fonction publique som ouvens entre le gouvernement et les synds cats. Elles s'étaleront sur sept ans (20 et 21).

19. - Des tests de connais sances, pratiqués en septembre dans toutes les classes de CE2 et de nixième, font apparaitre de grosse lacement en lecture et en calcul (20

et 21). 22 - Un accord sur la moderni estion est signé entre la direction des NAPP et le syndicat CGT de Livre. Il met fin à une grève de sit jours qui a entravé la distributos des quotidiens parisiens (du 17 as 25).

26. - En novembre, le nombre de chomeurs à baisse de 0.14 # les prix ont augmenté de 0.1% (15,28 et 30/XII, 3/1).

27. - Le bureau politique de PCF qualifie de campagne abjecte » la mise en cause de la direction du parti par des oppo-direction du parti par des oppo-maints communistes en raison de maintien de relations avec le régime dictatorial roumain. Les sutre polémique porte sur les visines parsées de dirigeants fran-cide à Bocareat (du 12 au 20 d.) partis da 26).

31 - M. Mitterrand, prise ets Preux aux Français, soubaite à renforcement des structures de la CEE atmis que l'avenement des structures de la CEE atmis que l'avenement des atmises 90, d'une confession de la confession de Non - associant tous les Eau cuo péens, dont les pays de l'Esl devenus démocratiques (du 2 at 4/11

Père du futur "plus jeune écrivain de France", il ne vous reste plus que quelques semaines d'anonymat!



GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE



A partir d'images parues dans Le Monde daté 26/27 novembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 Nathan), des entants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire la plus belle deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 31 janvier 1990.

NATHAN Te Monde

Le rachat d'UTA par Air France consacre la création d'une grande compagnie aérienne française pour affronter la déréglementation européenne

Chargeurs SA cède à Air France 54,58 % du capital d'UTA, sur les 82,88 % qu'il détient, avec promesse de vente du reste. Par voie de conséquence, Air-Inter, dont UTA détient 35,8 % du capital et Air France, 36,5 %, tombe dans le giron d'Air France. De plus, une fisiale d'UTA (qui possède 51 % de sa filiale Aéromaritime) rachètera à Chargeurs sa participation complémentaire de 49 %, en faisant une filiale intégrée. Cet accord, en forme de nationalisation libérale, dote la France d'un groupe aérien unique, à l'instar de nombreux pays européens.

Selon le communiqué d'Air France, e la transaction serait effectuée au prix de 4 083 F par action, le dernier cours était jeudi soir 11 janvier de 2 770 francs donnant une valeur globale pour UTA de 6 957 millions de françs ». Soit pour Air France, un débours de 3 812.4 millions de france. Cente transaction sera e autrin d'eme carantie de cours assurée par Air France en faveur des actionnaires minoritaires d'UTA ».

Les négociations se sont déroulées au plus haut niveau des deux compagnies, entre MM. Jérôme Seydoux et Bernard Attali, respectivement PDG de Chargeurs et d'Air France. sans qu'interviennent dans les discussions ni le PDG d'UTA, M. René Lapautre, ni a fortiori celui d'Air-Inter, M. Pierre Eelsen. M. Lapautre s'était longuement et fortement battu pour l'indépendance et le développement d'UTA et ce résultat, qu'il se refuse à commenter ne peut être ressenti par lui que comme un échec. Le tout sous la houlette du gouvernement français et il n'y a rien d'étonnant que M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des

transports, ait manifesté dans un communiqué la satisfaction du gouvernement d'un regroupement qui « permettra de donner au pavillon français les atouts indispensables face à l'ouverture du marché unique ».

La Commission de Bruxelles a annoncé l'ouverture d'une enquête - classique dans ce genre d'opération - pour déterminer si cet accord est susceptible de fausser la concur-

Une nationalisation libérale

Suite de la première page

Sans parler d'UTA et de ses dixsept appareils. Au même moment, un marché du transport aérien en croissance rapide (+ 30 % par an) et un personnel bon marché et de grande qualité donnaient aux compagnies asiatiques des atouts maî-tres pour profiter de la libéralisation en cours. A partir de 1986, on commença à entendre des appels à l'unité en Europe, où les compagnies nationales se rapprochèrent les unes des autres en créant des filiales communes, notamment dans le domaine de la réservation

Ce n'était pas suffisant, notamment en France, où la profession aéronautique estimait qu'avoir trois compagnies, c'était en compter au moins une, voire deux de trop. C'est alors qu'on voit s'établir des stratégies discordantes. Coincés entre leur titre de propriétaire d'Air France et le libéralisme montant, les gouvernements lou-voient à vue, empêchant UTA de prendre son essor en lui refusant les nouvelles destinations qu'elle lui réclame; ils n'accèdent pas non plus aux demandes d'Air France d'absorber Air Inter.

UTA tente de se sortir des marchés africains et océaniques pen porteurs, en demandant des dessertes européennes et américaines. en modernisant sa flotte et en réactivant sa filiale charter Aéromaritime, où ses dirigeants réduisent spectaculairement les coûts salariaux. De son côté. Air-Inter plaide pour la spécificité - le transport de

ment (+ 15 % en 1989). Quant à Air France, elle fait valoir qu'il n'y a pas de place en France pour plu-sieurs transporteurs, à l'heure où l'union seule fait les gains de productivité et la force de frappe financière dans la perspective du grand marché européen.

Ce qui se réalise aujourd'hui aurait pu se faire à l'automne 1988.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, avait pris au mot une déclaration de M. Seydoux, président des Chargeurs, au Monde, qui effirmeit que de conocitimeit à affirmait que, si on continuait à refuser des droits de trafic à UTA, il ne lul resterait plus qu'à vendre cette compagnie sans avenir. A l'époque, M. Seydoux avait refusé. Comme UTA détensit une minorité de blocage dans Air Inter, la situation semblait gelée, d'autant que M. Seydoux ne se cachait pas d'être prêt à échanger les actions Air Inter contre des droits de trafic nouveaux pour UTA.

On ne saura que progressive-ment ce qui a amené le patron des Chargeurs à changer d'avis et à jeter l'éponge dans le transport aérien pour un prix qui ne semble pas mirobolant. La lassitude de se battre contre les moulins à vent gouvernementanx qui protègent Air France ? La lassitude après des mois de conflits avec les pilotes d'UTA? L'attentat contre le DC-10 N'Djamena-Paris ? Ses ennuis familiaux? Des compensations promises dans d'autres secteurs (par exemple dans l'audiovisuel) an plus haut niveau de l'Etat?

e M. Seydoux

du gouvernement français aiguil-lonné lui-même par Bruxelles, même si aujourd'hui la Commission lance la classique enquête sur

La Commission des Commu-nautés européennes supportait en effet avec de plus en plus d'impatience l'attitude française qui contrevenait an traité de Rome en refusant le développement de la concurrence. En octobre, la Commission avait demandé à Air France et à Air Inter de revoir l'accord qui leur permettait d'échanger des lignes. On savait que Sir Leon Brittan, commissaire à la concurrence, brûlait de traîner la France devant la Cour de justice du Luxembourg, pour son refus d'autoriser UTA à concurrencer Air France, M. Karel Van Miert, commissaire aux transports, esti-mait qu'il fallait laisser à la France le temps de faire le ménage chez elle, comme la Grande-Bretagne l'avait réussi trois ans auparavant en fusionnant British Airways et British Caledonian. A condition qu'elle s'engage à mettre fin à ses manœuvres d'obstruction et que, le 1° janvier 1993, les Douze mettent à bas leurs dernières frontières

Des tarifs en bausse ou en baisse

La volte-face de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipe-ment, acceptant, le 5 décembre dernier, le principe du cabotage, c'est-à-dire que n'importe quel transporteur puisse desservir toutes la villes d'un pays de la CEE dont il n'est pas originaire, et le silence de M. Bernard Attali, hostile par principe à la décision du conseil des ministres de désigner deux transporteurs d'un même pays sur une même ligne, ne s'expliquent que par l'accord en gestation avec UTA. L'un et l'autre savaient que

difficultés sans être concurrencée à

Le grand bénéficiaire de ce regroupement est, sans conteste, Air France, qui n'avait jamais accepté l'existence d'UTA et qui se retrouve presque l'égale de British Airways, puisqu'elle a pris sous son aile TAT, Air Inter et UTA, sinsi que la plus grande partie des acti-vités charter au niveau national. M. Delebarre peut aussi, être satisfait, puisque, en simplifiant le pay-sage aéronautique national, il met fin au protectionnisme qui classait notre pays parmi les moins «européens». Les syndicats des personnels navigants se réjouiront aussi que M. René Lapautre, PDG d'UTA, ne soit plus en mesure de poursuivre la remise en question des avantages sociaux qu'il avait entreprise à marche forcée. S'il résout beaucoup de pro-

blèmes, l'accord entre Chargeurs et Air Franco ne peut prétendre tout régler. Pour la première fois depuis le retour des socialistes au pouvoir, on assiste à une nationalisation de facto puisque Air France évolution est contraire aux intérêts de la compagnie nationale, qui éprouvera un grand besoin d'argent frais pour réaliser de 60 à 70 milliards de francs d'investissements dans les cinq prochaines années. L'Etat n'est pas un actionnaire fiable, et les marchés financiers n'aiment guère les nationalisations. D'autre part, partout en Europa, y compris en Europe de l'Est, on assiste à un mouvement de privatisation des compagnies nationales. Cette évolution a pour but de désengager les Etats, de trouver des fonds et de permettre une plus grande souplesse d'exploitation.

Il est difficile de dire si le mou vement d'association (Air France/Lufthansa, Swissair/SAS, British Airways/KLM/Sabena) ou de rachat s met de se développer très rapide- a accédé aux demandes pressantes trait à Air France d'affronter ses comme aux États-Unis. Il est tout anssi difficile de dire qui l'emportera de la Commission de Bruxelles, qui pousse en faveur d'une baisse tarifaire importante dans l'Europe aérienne, on des compagnies, qui ont reconstitué de façon très astucieuse leurs ententes antérieures pour n'avoir pas à se livrer une concurrence trop féroce. Seul le grand marché de 1993 dira si le consommateur européen profi-tera de la liberté accrue on bien s'il fera les frais de ces concentrations dont Bruxelles ne pourra pas contrer les conséquences tarifaires.

ALAIN FAUJAS direction, estiment n'avoir obtenu

Chargeurs : les bénéfices du ciel au secours de l'audiovisuel

De la mer à l'audiovisuel, en passant par les airs : ainsi pourreit-on résumer l'évolution de l'activité du groupe Char-geurs, Sur un chiffre d'affaires total de 15,57 milliards de francs en 1988, l'activité aérienne, avec UTA, Aéromaritime (charters), Revima et CRMA, a représenté 6,2 mil-liards. Les avions sont aussi la branche où la progression des investissements a été le plus spectaculaire depuis que Char-geurs SA a quasiment abandonné les transports mari-times: + 139 % en 1988 par rapport à 1987.

Dans ce groupe diversifié (transports, textile, télévision) dont la devise est, selon le mot du PDG, M. Jérôme Seydoux, « gagner, de l'argent, c'est vertueux », l'activité aérienne a dégagé un résultat bénéficiaire net de 729 mil-lions de francs, sur un total consolidé de 913 millions de

En 1989, Chargeurs SA a considérablement renforcé sa branche textile en rachetant Prouvost. 'Ce rachat a fait presque doubler le chiffre d'affaires du groupe au cours du premier semestre 1989 par rapport à la même période de 1988, le portant à 10,4 milliards de francs.

Cependant, depuis quatre ans, c'est dans l'audiovisuel que le groupe Chargeurs a besucoup investi. Début 1986, M. Seydoux lance aux côtés de M. Silvio Belusconi la première version de la Cinq, qui vivra

jusqu'à l'arrivée de M. Jacques Chirac à Matignon. La société France 5, jamais dissoute, attend toujours une importante indemnisation de l'Etat fran-cais, estimée à plusieurs milliards de francs. Depuis 1987, le groupe Chargeurs fait partie du deuxième tour de table de la Cinq avec 7,34 % du capital et y dispute le pouvoir au groupe de M. Robert Hersant. Le première bataille judiciaire a été gagnée par le patron du Figaro, mais M. Seydoux poursuit son combat en appel.

Le patron de Chargeurs s'est lancé aussi dans la pro-duction cinématographique en achetant 50 % de Renn Productions, la société de Claude Berri, à qui l'on doit Jean de Florette, l'Ours et les Llaisons dangereuses. M. Seydoux a aussi investi 10 millions de francs dans la société de financement du cinéma Sofierp. Les Chargeurs préparent active-ment la télévision par satellite. Le groupe est le premier actionnaire (37,8 %) de Sports 2-3, chaîne qui devrait commencer à émettre cette année à partir du satellite TDF 1. M. Seydoux sera aussi au rendez-vous du satellite en Grande-Bretagne avec 10,8 % du consortium BSB, qui doit lancer cinq chaînes au printemps et vient d'augmenter son capital de 6 milliards de

Enfin, le patron des Chargeurs est, à titre personnel, détenteur de 4,5 % du capital du quotidien Libération.

Les réactions syndicales

Les syndicats ont évidemment été « surpris » par une opération rondement menée, qui doit faire l'objet de réunions des comités d'entreprise, mercredi 17 janvier et vendredi 19 à UTA. La fédération CGT des transports s'est élevée contre « l'absence de concertation » et estime que les salariés « n'ont rien de bon à attendre de cette res-

A Air France, les représentants syndicanx au conseil d'administra-tion, reçus vendredi 12 au soir par la

pour l'instant que des informations « très formelles » sur les implica-tions économiques ou sociales ; tou-tefois, CFDT et CFTC sont plutôt satisfaits, tandis que FO affirme avoir obtenu des assurances sur

A UTA, en revanche, les syndicats, rècus par leur PDG vendredi, dénoncent avec « indignation » le manque de concertation. Cepen-dant, le SNPC (navigants commer-ciaux) estiment que la situation ne pent être pire que celle des derniers mois.

Avec 66 milliards de francs

Montant record des commandes reçues par l'Aérospatiale en 1989

La société Aérospatiale, qui célèbre cette année le vingtième anniversaire de sa création, a réalisé en 1989, avec un montant de 66 milliards de francs, un résultat record de commandes, dont 50 milliards à l'exportation. Ces prises de commandes civiles et militaires portent à environ 90 milliards de francs le carnet de commandes, soit deux ans et demi de chiffre d'affaires.

Pour cette même année 1989, le chiffre d'affaires a été supérieur à 31,5 milliards de francs, dont 64 % 31.5 minares de france, dont 64 % à l'exportation. Ces précisions ont été données, vendredi 12 janvier, par M. Henri Martre, président de l'Aérospastiale. Pour la première fois depuis plus de six ans, la société a augmenté ses effectifs, qui s'élèvent à 32 800 selariés.

qui s'élèvent à 32 800 salariés.

L'essentiel des prises de commandes en 1989 a concerné les activités civiles, avec notamment les ventes de 421 Airbus et de 707 avions régionaux ATR, pour un total dépassant 40 milliards de francs. Les commandes d'hélicoptères out réprésenté 8 milliards de firancs, avec 283 machines à des fins civiles et militaires, dont une centaine sur le seul marché japonais et 45 livrées à des clients d'outre-Atlantique.

d'outre-Atlantique.

Les activités spatiales et stratégiques ont atteint un montant de commandes de 10,6 milliards de francs (au lieu de 6,3 milliards

l'année précédente), pendant que les commandes pour les engins tacles commandes pour les engins tactiques, avec 5 milliards de francs,
ont marqué le pas au sein d'un marché mondial qui décline globalement. Selon M. Martre, les perspectives pour l'Aérospatiale sont
« extrêmement positives ». Le chiffre d'affaires devrait être de
37 milliards de francs en 1590, de
40 milliards en 1991 et de 44 milliards en 1992, compte temu des
commandes euregistrées.

A propos du ranprochement

A propos du rapprochement éventuel entre la division « hélicop-tères » de l'Aérospatiale et la division correspondante du groupe

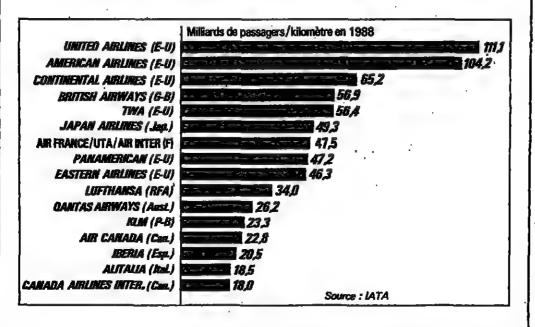
Messerschmitt-Bolkow-Blöhm (MBB), qui vient d'être absorbé par Daimler-Benz en Allemagne fédérale, M. Martre a considéré que ce projet n'avait de sens que s'il s'appuyait sur des programmes s'il s'appuyait sur des programmes communs. De son point de vue, la décision de la France et de l'Allemagne fédérale de concevoir ensemble un hélicoptère de combat, dénommé Tigre, ne suffirait pas pour mener à bien ce rapprochement industriel. Le président de l'Aérospatiale a sonhaité que Bonn rallis également le programme curopéen NH-90 d'hélicoptère de manceuvre.

Ford veut céder ses activités aérospatiales

La société américaine Ford a annoncé, le vendredi 12 janvier, qu'elle mettait en vente sa filiale érospatiale, Ford Aerospace. Cette firme, qui emploie dix-sept mille personnes, réalise un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de doilars (12,7 milliards de francs) en fabriquant notamment des satel-lites, des systèmes de communication pour la défense, des postes de contrôle au sol et des systèmes

Le numéro deux de l'industrie automobile américaine compte automobile américaine compte désormais utiliser ses ressources financières pour améliorer ses posi-tions sur le marché mondial de l'automobile. Par ailleurs, cette décision reflète les incertitudes sur l'évolution du marché de l'arme-ment et des activités du Pentagone. neut et des activités du Pentagone, incertitudes face auxquelles Chrysler avait déjà déclaré son intention de céder sa filiale spécialisée dans

Au septième rang mondial



A elles trois, les compagnies un ensemble qui prend place au septième rang mondial, pour le nombre de passagers trans-portés en fonction des distances parcourues (PKT ou « passagers kilomètres trans-portés »), comme le montre le graphique si-dessus. Nous avons inséré les chiffres que nous avons calculés dans un classement établi par l'Associacassement etabli par l'Associa-tion du transport aérien interna-tional (IATA). Celui-ci ne prend pas en compte les résultats de la compegnie soviétique Aero-flot, le plus grand transporteur du monde, qui n'a adhéré qu'en 1989 à l'IATA.

Ensemble, les compagnies françaises ont transporté plus de 29 millions de passagers en 1988 (demier chiffre connu), de qui correspond à 47,5 milliards de PKT. La société Air France en a assuré à près des trois quarts (34,5 milliards de PKT), Air Inter (7,5 milliards de PKT) devançant UTA (5,5 milliards). En matière de fret, Air France l'emporte encore plus nette-ment, avec 6,4 milliards de tées » (TKT), contre 530 millions pour UTA.

Le nouveau groupe aérien français représente, en chiffre d'affaires, un poids cumulé supérieur à 47 milliards de francs : en effet, les chiffres d'affaires estimés pour 1989 s'élèvent respectivement à plus de 32 milliards de francs pour Air France, à 6,7 milliards pour UTA et à 8,5 milliards pour Air Inter. Les bénéfices, pour chacune des trois compagnies, devraient êtra moins importants qu'en 1988, à la fois en raisonde grèves, et de bénéfices exceptionnels enregistrés en 1988. Cette année-là — la dernière intégralement connue, -Air France avait engrangé

1 208 millions de francs de bénéfica, UTA, 783 millions, et Air Inter, 140 millions, Il ne faut cependant pas négliger le fait qu'il s'agit là de résultats consolidés, intégrant les participations et les liens existant entre les trois compagnies.

Ce nouveau géant européen pourra aligner, sur les aéroports qu'il dessert, une flotte de 183 appareils : 113 pour Air France, 17 pour UTA et sa filiale De plus, ces compagnies ont entrepris de rajeunir leurs commande 112 appareils, UTA 39 et Air Inter 68 appareils (dont 23 en option).

En tout, le nouveau groupe emploie près de 55 800 per-sonnes (dont 39 100 à Air France, 10 000 à Air Inter et 6 700 à UTA et Aéromaritime).

POUSTRIE La Poste

affichent de b

gift frame teamer gra-THE BUIL THE OF THE PROPERTY

MILES OF SECURE AND SE

The street of th

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

COT LOUIS HOME

TO THE RESERVE TO THE

THE RESERVE THE PROPERTY OF STREET

THE DEATH OF THE PARTY OF THE

man and the second state and the

g maren tit langt eine bie ein die 🥞

THE RESERVE OF THE PROPERTY OF

gardet of heater of a 1 1 to

THE RESERVE TO STREET AS THE RESERVE AS

BUT IN THE STATE THE

ES Mine Liner to an italiante

まままだ ふまじゅつんまた 一番の対象を取る

Specience of the February States

🗗 49 izmotota ili arii Malaka 🙀

Emman is not to be

Life mental and the

The Party of the P

<u> स्टब्स्</u> संस्था ६ क

HORMANDELE METACHE

de Bruxelles a annoncé nquête - classique dans ce - pour déterminer si cet tible de fausser la concur-

J.D.

néfices du ciel 'audiovisuel

squ'à l'arrivée de M. Jacques hirac à Matignon, La société rance 5, jamais dissoute, stand toujours une importante demnisation de l'Etat fran-ais, estimée à plusieurs milards de francs. Depuis 1987 groupe Chargeurs fait partie iu deuxième tour de table de a Cinq avec 7,34 % du capital et y dispute le pouvoir au groupe de M. Robert Hersant a première bataille judiciaire a sté gagnée par le patron du Figaro, mais M. Seydoux poursuit son combat en appel.

Le patron de Chargeurs s'est lancé aussi dans la pro-duction cinématographique en achetant 50 % de Renn Productions, la société de Claude Berri, à qui l'on doit Jean de Florette, l'Ours et les Lisisons dangereuses. M. Seydoux a aussi investi 10 millions de francs dans la société de financement du cinéma Sofiarp. Les Chargeurs préparent activement la télévision par satellite Le groupe est le premier actionnaire (37,8 %) de Sports 2-3, chaîne qui devrait com-mencer à émettre cette année à partir du satellita TDF 1. M. Seydoux sera aussi au rendez-vous du satellite en Grande-Bretagne avec 10,6 % du consortium BSB, qui doit lancer cinq chaînes su printemps et vient d'augmenter son capital de 6 milliards de

Enfin, le patron des Chargeurs est. à titre personnel, détenteur de 4.5 % du capital du quotidien Libération.

ns syndicales

pour l'instant que des informations très formelles - sut les implications économiques ou sociales ; tortefois. CFDT e: CFTC sont pluth avoir obtenu des assurances su

l'empioi. A UTA, en revanche, les syndi cats, requs par leur PDG vendredi, denoncent avec - indignation - le manque de concertation. Cepermanque de concertation. Ceper dant, le SNPC (navigants comme-ciaux) estiment que la situation ne peut être pire que celle des dernies mois.

iandes reçues n 1989

Messerschmitt-Bolkow-Blohm (MBB), qui vient d'être absorbé
par Daimier-Benz en Allemagne
fédérale, M. Martre a considér que ce projet n'avait de sets que s'il s'appu) ait sur des programms communs. De san point de rue, à décision de la France et de l'Ale magne fédérale de concernir ensemble un hélicopière de conbut, dénomme Tigre, ne suffini pas pour mener à bien ce rappe chement industriel. Le président l'Aérospatiale a souhaite que Bos rallie egalement le programme européen NH-90 d'helicopter &

veut céder és aérospatiales

Le numero deux de l'indist antomobile americaine comp désormais utiliser ses ressum financières pour améliores se le tions sur le marché mondi le Paucomobile. Par ailleus, or Freshor reflète les incertinds ACC. -Févolution du marche de l'unite ment et des activités du Pentage incertitudes face auxquelles capitales de l'activités du pentage incertitudes face auxquelles capitales de l'activités du l'activités de de céder sa filiaie spécialisé de ce secteur.

INDUSTRIE

Six milliards de bénéfice

La Poste et France-Télécom affichent de bons résultats pour 1989

Pour la quatrième année consécutive, la Poste a réalisé en 1989 un bénéfice : il s'est établi à 1,5 milliard de frança contre 1,2 milliard en 1988 (2,5 milliards en 1987 et 134 millions de francs en 1986). France-Telecom progresse aussi, avec un bénéfice de 4,5 milliards à comparer avec 1,5 milliard on 1988.

Pour la Poste, l'année n'a pas été manvaise, que se soit dans sa fonction de transporteur de courrier ou de «banquier». Aimi, le trafic total (plus de 19 milliards d'objets déposés) a progressé de près de 6 %, soit un rythme analogue à celui de l'année précédente. Avoc plus de 2 milliards de journaux et périodiques, la presse représente 11 % du trafic. Les services accèlérés ont fait un malbeur : le trafic de Chronopost a progressé d'un quart en volume (7,9 millions d'objets). La qualité, aussi, s'est améliorée: 77,68 % des lettres et cartes postales urgentes ont été acheminées à J+1 et 95,46 % 2J+2

Côté finances, les choses anssi se sont bien déroulées: les fonds col-lectés par les services financiers de la maison ont augmenté de 4,5 % par rapport à 1988. Le nombre de chèques postaux a progressé de 2,7 %, leur avoir moyen journalier s'inscrivant en hausse de 4,2 %, le caisse nationale d'épargne, ansai, a amélioré ses performances avec une hausse du nombre de livrets d'épargne ordinaire et des avoirs en dépôt. Même chose pour les livrets et plans d'épargne logement,

Socialement, les effectifs (297 400 emplois) ont baissó de 1 856 personnes.

France-Télécom, pour sa part, affiche un chiffre d'affaires en hausse de 7 %, à 94,4 milliards de francs. Le pare téléphonique s'est encore acera, de plus d'un million de lignes pour atteindre 27 millions d'unités. A noter que 1,8 millon d'abonnés (+ 42 %) ont opté pour la facturation détaillée. D'ailleurs depuis 1983, le taux de réclame tions sur factures a été divisé par dix. Il est aujourd'hui infériour à 2 %. En outre, la qualité du télé phone s'améliore aussi : moins d'un dérangement tous les sept aus en moyenne par ligne.

> Le randalisme PRINCE

Côté téléphone public, le nom-bre de cabines à cartes a augmenté d'un tiers, et 43 millions de télé-cartes ont été vendues (+ 50 %). La substitution des cabines à pièces par les publiphones à carte semble avoir vaincu le vandalisme ; le taux moyes de dérangement dans les publiphones est tombé

Plus de 5 millions de minitals sons installés dans l'Hexagone, soit un pour cinq abonnés. En 1989, le trafic a représenté 85 millions d'heures (en hausse de 16,5%), se répartissant pour moitié entre l'usage professionnel et grand public... Mais le service sanuaire téléphonique représents 40 millions d'appels et 1,35 million d'heures de consultation moyenne par mois. En 1989, le minitel aura produit pour France-Télécom un chiffre d'affaires direct de 1,6 milliard de

Les filiales privées de France-Télécom, aussi, ont été actives... le chiffre d'affaires de Cogecom (le bolding de tête) dépasse pour la première fois la barre symbolique des 10 milliards de francs et son bénéfice atteint 500 millions pour

Comme à la Poste, les effectifs de France-Télécom ont été réduits : de 1760 unités (155 000 per-sonnes), mais le recrutement a repris : 3 500 personnes dont près de 800 cadres ont été embauchés à l'extérieur de France-Télécom.

SOCIAL

«Ultimes propositions» salariales de l'Association française des banques

L'Association française des banques (AFB) a présenté, vendrodi 12 janvier, ses «ultimes proposi-tions» afin d'apurer l'accord sala-rial 1989. L'AFB propose l'octroi de « cinq points personnels garantis » (la valeur du point est de 12,78 francs) au lieu de quatre et le versement, en janvier 1990, d'une * prime exceptionnelle > égale à 8 % d'une mensualité avec

de 800 francs. CFDT, FO et CFTC, signataires de l'accord de février 1989, donnerout leur réponse le 16 janvier. Ils réclament -six ou sept points personnels

Par ailleurs, les syndicats de la BNP ont demandé la médiation du ministre du travail pour trouver une issue au conflit après l'échec un plancher de 1 000 francs au lieu des négociations du 11 janvier.

ÉTRANGER

Cheikh Yamani revient aux affaires

Cheikh Yamani, le célèbre ministre du pétrole sacudien tombé en disgrâce en 1986, refait surface. Après trois ans de retraite et de réserve imposée, l'ex-ministre devenu homme d'affaires après le rachat du fabricant de montres de luxe Vacheron-Constantit, se lance dans le conseil pétrolier. Il vient de dans le conseil pétrolier. Il vient de créer à grand renfort de relations publiques, à Londres, une société nommée Center for Global Energy Studies. D'rigée par l'ancien secrétaire général adjoint de l'OPEP, le docteur Fadhil J. Al Chalabi, cette société convéra, comme son nom l'indique, l'ensemble du secteur énergétique et non le scul domaine pétrolier.

tem de l'encombrement du sec-teur, et qui devrait faire grand bruit dans le landerneau pétrolier. Non sculement en raison de la popularité internationale de l'ancien « patron » de l'OPEP, mais aussi des réserions possibles de la famille royale saoudienne, laquelle avait exigé de son ancien porte-parole depuis trois ans un mutisme absolu. Le royaume se garde jusqu'ici de tout commen-taire official... attendant peut-être le discours inaugural que Cheikh Yamani devait prononcer lundi à

Vive hansse des prix de gros aux Etats-Unis en décembre

La hausse des prix de gros sur Etais-Unis a atteint 0,7 % au mois de décembre, a indiqué le département du travail le vendredi 12 janvier. Cette augmentation, supérieure aux prévisions des analystes et qui succède à une baisse de 0,1 % en novembre, porte la hausse des prix de gros aux Etais-Unis en moyenne annuelle en 1989 à 4,8 %. Un résultat bien supérieur à celui des deux anuées précédentes (4 % en 1988 et 2,2 % en 1987).

en 1988 et 2,2 % en 1987).

Il faut remonter à 1981 pour retrouver une hausse des prix de gros aussi élevée aux États-Unis (elle avait alors atteint 7,1 %).

Après la mise en œuvre du plan argentin anti-spéculation

La deuxième semaine de janvier devait être décisive pour l'économie argentine. Elle marquait en effet l'entrée en vigueur réelle du nouveau plan annoncé le 1" janvier et qui imposait un blocage des dépôts à terme en bons d'Etat (BONEX). Il s'agissait de détruire l'un des principaux mécanismes de spéculation qui minent l'économie du pays le Monde daté 7-8 janvier).

BUENOS-AIRES

de notre correspondante Après l'hystérie financière qui avait accompagné les fêtes de fin d'année, la tendance est indéniable-ment à l'accalmie. La semaine avait pourtant mal commencé, et la Bourse s'effondrait lundi, avec une chute des indices d'environ 50 %. Mais les jours snivants ont va une reprise partielle.

Le cours du dollar, véritable pouls de l'économie argentine, a répondu aux ambitions du plan qui reponda aux amonous da pian qui voulait le ramener à un taux plus raisonnable. Après avoir atteint jusqu'à 4000 australes en fin d'année, il s'est stabilisé à 1 500 australes vendredi. On pourrait y voir le signe que le gouverne-ment à réussi à regagner en partie la confiance des milieux économiques, mais la tranquillité du mar-ché du dollar tient bien plus à la réduction de la masse monétaire, en australes, l'antre objectif-clé du

Celle-ci ne va d'ailleurs pas sans poser de problèmes. Certaines entreprises ont déjà annoncé qu'elles ne pourraient pas payer les salaires par manque de liquidités. La tension était par ailleurs extrême entre les entreprises et les banques, ces dernières refusant les remboursements des emprants du secteur privé en BONEX, qui se négocient déjà à moins de la moitié de leur valeur nominale. Après une erise ouverte qui trouvait des échos tres et qui valut la démission d'un des directeurs de la banque centraic, les banques gagnaient la par-

Elles eurent aussi des difficultés à cainer le mécontentement de leurs petits épagnants. Certains organismes refusaient de payer dans son intégralité le million d'australes en liquide, seuil maxi-mum permis par le gouvernement. Ils transféraient d'office les avoirs de leurs clients sur les comptes d'épargne à quatre-vingt-dix jours. Les taux d'intérêt offerts restent alléchants (60 %), mais ils ne font qu'anticiper l'inflation.

le déficit budgétaire

La hausse des prix qui s'était accélérée en fin d'année ne s'est guère apaisé, même si la rumeur d'une imminente « dollarisation » de l'économie qui les avait attisés s'est révélée totalement fausse. L'inflation au mois de jagvier devrait être de l'ordre de 70 %, son environ le même niveau qu'en décembre. M. Moises Ikonikoff, secrétaire à la planification, n'a guère convaincu lorsqu'il a avancé le chiffre de 40 % pour le mois der-nier. De fait, un quotidien de Buenos-Aires, Pagina 12, a placé sa photo en « une », lui donnant des allures de Pinocchio avec un nez démesuré, de la taille de son « men-

Le gouvernement de Carlos Menem respire toutefois un peu plus librement et concentre désormais ses efforts sur la réduction du déficit budgétaire. Les privatisa-tions en sont le pilier et certaines d'entre elles commencent à pren-dre forme. Au cours des derniers jours, les conditions des offres publiques d'achat de la société de téléphone Entel ont été présentées, et le président Menem a signé un décret de restructuration des Ferrocariles argentinos, les chemins de fer, qui prévoit 8 000 suppressions d'emplois.

ÉDITH CORON

(Publicité)

En collaboration avec les revues NOTIM - NOTINFO - MAISONS DE FRANCE

Pour une meilleure utilisation, nos annonces aont classées par grandes régions. Le numéro mentionné devant la rubrique indique le département concerné. NORMANDIE CAEN - LIMVERSITE - Apt F4 + parage, 350,000F, No LETERRIER Michel CANTELEU - Propriété bourg, Sarol ROC referands, ma à mesquer avec cherciaée, gel salon avec chem, cuie. 1er étage : 2 ch, bu-man E. de E., legarie. Salom étage : 4 ch, cab. de toll Parc de 1470A/2.

BRETAGNE

MAISONS A VENDRE

No. 1 AMAT Read St. 70 00:30

LANDREVARZEC-Soung-Magni- 95 MAISONS A VENDRE 36 MAISONS A VENDRE

CHAMFRAULTS7.57.79.02 VAL DE LOIRE No PALIL Berney 98 57 50 57

No CHAMFRAULT ST. ST. 79.52

Einge: 4 ch., edb, ribere dipend. Termin, 2000H/2, 882,000F. Me CHAMPRAULTS7,37,30,52



TOURS - GLOCHEVALE - Apt T2, 77NG, 54ms drugs area asc., interphone, canno ville, box, pasting externic, 850,800°. Mac INCHAUD P. of MOUNLEY JAFALSLANGERT ASAT 26

TOURS - GATHEDRALE-AD hisencian function Seglentre 1900
- do 10th 140M2, madulables et pest. do pt particular 114M2. Games. Gas., then including the pest. do pt. particular 14M2. Games. Gas., at particular 14M2. Games at particular 14M2. August 14M

AZAY SUR CHES-Labourg bale 37 FOHDS DE COM

LA SALLE-AGR-10M Front de mer, herman, pus de finance, 2 ch. finance, gange et pert. Apt me, géo entrée, 2 arfans, 1 est. pur de finance, 1 est. pur de finance, 2 ch. finance, 3 ch. fina

Mes JOBARD of BRISARD 6201.60,14

Mes JOSAND of SRISAND 43.01.40.14

17 MAISONS A VENDRE

No NEEL Jacques 47.49.40.13

86 MAISONS A VENDRE LA TRIMOUBLE - Chateau XIXème compr. RDC et 1er étage bun étal. Blame étage à anni-nager. Dipendances. Para altoni. Elang. Pravise et bois contigus. Bu-perricle à totale euv. 12HA. 1.700.0007 A débanne. MAUMELAT

VENDEUVRE DU POTOU - M aco en pierme rénevée de 5; 200 M2 hebit. Cour. Dépenda jardin. Endroit trahne. Pros. (



jūrni, RVEN 181000 (40.33.90.27

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

A deuxième semaine de l'aunée a encore été pire pour la Bourse de Paris que la première. Après avoir laissé un court instant espérer que le chemin de la lausse avait été retrouvé, les vaieurs françaises ent bel et bien repiqué du nez sur un nouveau coup de tabac. C'est du reste ce qu'elles avaient commencé à faire en dérapant dès hundi (~ 1,27 %). La résistance allait cependant rapidement s'organiser et, mardi, corrigeaut un effritement (~ 9,06 %), le marché parvenait à maintenir la tête juste hors de l'ean (0,07 %). Le lendemain, une nouvelle glissade se produisait (~ 0,41 %) avant que la barre ne soit redressée (+ 0,01 %). Finalement, jeudi, un véritable mouvement de reprise s'enclenchait (+ 1,14 %). Trop vite, trop fort? En tout cas, vendredi, après avoir marqué le pas, la Bourse était reprise d'un sérieux malaise (~ 1,22 %). Bref, d'une semaine à l'autre, l'indice CAC-40 a baissé de 1,9 % environ.

Surprenant? Pas vraiment. Déjà la décision des auto-

Surprenant? Pas vraiment. Déjà la décision des autorités françaises de mainteair vaille que vaille la parité du franc vis-à-vis du deutschemark, tandis que la lare était dévaluée de 4 %, avait provoqué la mauvaise humeur de la communanté boursière, aliant jusqu'à lui faire oublier la haisse des taux d'intérêt aux Étais-Unis, pourtant sou-

haitée.

Beaucoup, il est vrai, y avaient vu la volonté affirmée des pouvoirs publics de maintenir une politique d'argent cher. Ce seatiment allait cependant être contredit par les faits. Progressivement, la détente s'installait sur le marché monétaire, où le loyer de l'argent au jour le jour refinait d'un bou point. En même temps, les plus bautes personnalités allaient s'ingénier à calmer les appréhensions. A son point de presse hebdomndaire, M. Pierre Bérégoroy, ministre de l'économie et des finances, laiseait malicieusement tomber : « Je préfère des interventions à me hausse des taux. » me hausse des taux. »

Et le premier ministre, M. Michel Rocard, de prendre le relais en préchant pour la stabilité du franc, condition sine qua non d'une croissance compétitive. La Bourse n'avait-elle pas été trop peureuse? En devenant moins arrogant, le deutschemark le lui fit croire. Les investis-

Coups de tabac

sours n'en prétèrent qu'une oreille plus attentive aux propos tenus par M. Kari Otto Poeld, président de la Bundesbank et du comité des gouverneurs des banques centrales de la Communanté : « Aucus résménagement des parités n'est à l'ordre du jour », déclara-t-il.

des parités n'est à l'ordre du jour », déclara 4-îl.

Les projections faites par M. Philippe Lefournier, directeur du centre de prévisions de l'Expansion, achevèrent de rassurer le marché. « L'économie française est en pleine forme pour aborder 1990 », écrivait-îl en particulier, en tablant sur une croissance supérieure à 3 %.

Dès lors, estimant que la baisse avait ramené les valeurs françaises à des niveaux attrayants, les opérateurs reprirent des positions. Avec prudence toutefois. Si les experts sout nombreux à compter sur une hausse de 15 % à 20 % pour 1990, même pius à en croire un ancien « gourou », des voix commencent à s'élever un peu partout pour crier casse-cou.

Tout le monde, il s'en fant de loin, ne croit has aux

Tout le monde, il s'en faut de loin, ne croît pas aux vertus stinudantes de la croissance allemande, qui sous les lambris commence à domaer des boutons à plusieurs. Certains craignent que l'économie de la puissante voisine industrielle de la France ne lui porte franchement

ombrage.

« Un réalignement des parités dans le SME [système monétaire européen] est inévitable en 1990 », estime la très sérieuse banque privée... allemande Trinkaus und Bundkhardt. Ce point de vue n'est évidemment pas très nouveau. Mais deux événements, survenus en fin de semaine, out soudain avivé les frayeurs que l'ou avait pu croire surmoutées rue Vivienne : le plongeon de la Boarse de Tokyo (– 1,71 %), plus spectaculaire encore que celui fait le 16 octobre 1989, an moment du mini-krach (– 1,6 %); la soudaine flambée des prix de gros aux Etats-Unis pour décembre (+ 0,7 %). A la veille du week-

Semaine du 8 au 12 janvier

Pautre une Grande-Bretagne rongée par l'inflation.

Pour un vieux boursier revenn hanter les lieux où il fit fortune, la prospérité retrouvée par l'immobilier signe pour un temps la fin des actions, en drainant les capitaux disponibles. Si les spécialistes ne vont pas jusque-là dans le raisonnement, plusieurs sociétés de Bourse, telles Didier Philippe et James Capel, disent manquer de visibilité à court terme et suggèrent des allègements de positions. La banque ladosuez ne dit pas autre chose.

Nouobstant la croissance douce ou modérée à laquelle beaucoup croient pour la nouvelle décennie, l'armée 1990 promet en tout cas d'être passablement agitée.

La France aura, nour se part, fort à faire avec un

La France aura, pour sa part, fort à faire avec un commerce extérieur chancelant et menacé par de nouveaux coups de bontoir, si d'aventure Airlus Industrie n'arrivait plus à honorer ses commandes, à cause de l'interminable grève de son partemaire britannique British Acronnece.

Le PEP (plan d'épargne populaire) peut toujours par-tir en fièche. Les 10 milliards de francs qu'il permettra, paraît-il, de collecter la première année ne pèseront pas lourd en cas de sérieuses anicroches.

construction mécanique

end, l'assistance crut voir grimacer les démons de la crise et de l'inflation derrière les phiers. L'on objectera que le marché nippon, quasiment au plus haut, a ciuté avec très peu d'affaires, et que l'inflation outre-Atlantique a repris sur la fiambée des prix de l'énergie.

sur la fiambée des prix de Pénergie.

Les arguments sont valables, mais sous forme d'avertissement. Le message, en tout cas, a été entendu cinq sur cinq. Vendredi, le repli précipité de Wall Street, déjà jugé assez frileux comme ça, n'a pas pen contribué à favoriser les dégagements à Paris. Une chose est certaine : parce qu'ils étaient en trop bonne santé, les marchés financiers sout devenus terriblement fragiles, ce d'autant que des distorsions de croissance, propices à des déséquilibres monétaires, sont prévisibles nou seulement des deux côtés de l'Atlantique, mais aussi entre pays européens, avec d'un côté une Alieunque dopée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par les veuts d'Est, de l'autre une Grande Bretagne de l'autre une Grande Bretagne de l'autre de l'autre une Grande Bretagne de l'autre par l'autre une grande de l'autre une Grande Bretagne de l'autre par l'autre une grande de l'autre une grande de l'autre une grande de l'autre par l'autre une grande de l'autre une grande de l'autre par l'autre une grande de l'autre de l'autre une grande de l'autre de

Métallurgie

Alapi
Avions Dassault-B.
De Dietrich
FACOM

Fives-Lille
Marine Wendel
Penhoët
Pengeot SA
Sagam
Saulnes-Châtillon

De Boers
Drief, Cons.

Gencor

Seime-Helens

Or fin fictio en terre) ...

— (tido se lingot) ...

Pièce (rançaise (20 fr.) ...

Pièce française (70 fr.)

Pièce seises (20 fr.) ...

Pièce letine (20 fr.) ...

Pièce de 20 dollars

e Place to

Mines d'or, diamants

ANDRÉ DESSOT

12-1-90 Diff.

229 + 31,28 614 + 41 118,96 + 9,96 95,96 + 16,10 215 + 41,56 58,15 + 3,65 669 + 74 80 + 8 318 + 23

Cours Cours 5-1-90 12-1-90

76 400 76 450

74 800 74 800

416 466 431

6,40

Matériel électrique services publics Diff. 12-1-90 12-1-90 Diff. 529 - 21 359 - 18 2 310 - 26 574 - 1 1770 - 15 326 - 15 3 580 - 121 NC 556 - 18 373 - 19,10 4 927 + 5 139,40 - 16,76 1 260 + 25 608 + 38 273 - 4,80 1 125 - 50 619 - 5 147,80 - 3,16 CGE CSEE (ex-Signaux) Générale des caux... Interrectanique ITT Legrand Legrand Leroy-Somer Lyonnaise des eaux Matra Merlin-Gérin Moulinex PM Labinal Radiotechnique echnique ... aberger (1)

Signess

outre-mer

(1) Coupon de 1,70 F.

Mines, caoutchouc

 Géophysique
 1 080
 + 28

 Imétal
 318
 - 13

 Michelis
 176
 - 0,36

 Métaleurop
 245,50
 - 11,40

 RTZ
 56,30
 + 0,36

 ZCI
 2,69
 - 0,62

M. Jean-François Théodors, chef du service des finance-

la direction du Trésor depuis 1986, sera nommé directeur

général de la Société des Bourses françaises le 17 jan-

vier prochain au cours du pro-

chain conseil d'administration

de cet organisme. Il rempla-cera à ce poste M. Gérard de La Martinière qui a démis-sionné de ses fonctions le 23 novembre dernier pour

prendre la présidence de la société de Bourse Meeschaert

Rousselle. Agé de quarante-trois ans, ancien élève de l'ENA, M. Théodore a fait

l'essentiel de sa carrière au ministère des finances à la direction du Trésor où il est

entré en 1974.

12-1-90 Diff.

Alimentation

aleurs à r	evenu fixe
u indexé	

ou muese		
	12-1-90	DHT.
PME 10,6 % 1976	99.85	+ 0,22
8,80 % 1977	120,90	- 9,05
10 % 1978	99,75	+ 0,46
9,80 % 1978	99,15	+ 0.18
9 % 1979	97,38	- 0,10
10,80 % 1979	101,35	+ 0,70
16,20 % 1982	100,03	- 0,14
16 % 1982	101,85	- 6,62
CNE 3 %	3 800	nch.
CNB bq. 5 000 F	98,35	- 0,85
CNB Paribas 5 000 F	99,20	+ 9,40
CNB Secs 5 000 F .	100	+ 0,75
CNI 5 000 F	98,42	+ 0,06

chargé du fonctionnement du marché boursier est confiée à

un responsable issu du minis-

tère des finances. Ce principe, une nouvelle fois a été res-

pecté et ce d'autant plus qu'avec la loi d'août 1989, le

Trésor n'est plus représenté au

collège de la Commission des

opérations de Bourse (COB). Son seul accès direct au mar-

ché passe donc par l'intermé-

Toutefois, cette nomination paraît révéler une limite de

président de la SBF, M. Régis

Rousselle. Le choix de

M. Théodore a semble-t-il, été

plus imposé par la Rue de Bercy que décidé librement par

diaire de la SBF.

Valeurs diver	ses		Banques, assu			-
	12-1-90	Diff.	sociétés d'inv	est188e1	nent	
Accor	880	- 12		12-1-90	Diff.	•
Bic Bis CGIP Club Méditerranée	677 2 990 780 603 1 523 735 2 875 92,40 1 070 60,50 713 402 1 423 4 892	- 8 - 86 + 16 + 21 + 49 - 2,39 - 2,39 - 4,35 - 11 + 30 - 11 - 32	Bail Équipement Bancaire (Cie) Cetelen CCF CFF CFF Chargeurs SA Eurafrance Hénin (La) Locafrance Locindus Midl Midland Bank OFF	358 633 591 210,10 1 360 540 NC 2 615 608 525 855 1 392 178 1 620	+ 1 + 2 - 19 - 11,90 + 29 + 5 NC - 35 - 27 - 1 - 5 - 36 - 2,80 - 30	
		- 5,50 - 7 - 50 - 36	Paribes Paris, de réese Prétabail Schneider Société générale	671 496,60 1 225 930 523	- 49 + 29,60 inch. - 25 - 4	1

Pétroles

Esto

Petrofina

Raffinage
Rayal Dutch
Sogerap
Total

Bâtiment, travaux publics

diterranée .	735	+ 49	CFF	1.360	+ 29	
	2 875	- 30	CFI	549	+ 5	
06y.	92,40		Chargeurs SA	NC	NC	
	1 070	inch.	Eurafrance	2 615	- 35 - 27	
el	60,50	- 4.35	Hénin (La)	608	- 27	
el	713	- 20	Locafrance	525	- 1	
	402	- ii	Locindus	855	- 5	
	1 423	+ 30	Midi	1 392	26	
	4 892	- 10	Midland Bank	178	- 2.80	
m mixte	1 856	- 32	OFP	1 620	- 2,80 - 36 - 49 + 29,60 inch.	
	192	- 5,50	Paribus	671	- 49	
bein	651	- 7	Paris, de réese	496,60	+ 29.60	
	1 682	_ 50	Prétabail	1 225	inch.	
ignoi	1 944	- 36	Schneider	1 225 930	- 25	
-G	1011	- 55	Société générale	523		
			Suez (Cie Fin.)	469.20	+ 20,20	
			UCB	240	- 1,50	
es						
ea .			•			
			Filatures, text	iles		
	12-1-90	Diff.				
	455.00	2.20	magasins			
ce	157,20	- 3,20 + 3	Track Caperso			
aue	545 686	_ 10				
••••••	282	- 15		12-1-90	Diff.	
••••••	2 634	- 21 - 21	Agache (Fin.)	1 595	- 65	
******	890	- 29	BHY	800	- 5	
	070	- 43	DDT		- 3	

890 - 29 168,60 - 7,40 426 - 18,50 490 + 9,50 556 - 15

12-1-90

	12-1-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 595	- 65
BHY	800	- 5
CFAO	711	- 8
Damart	4 990	- 92
DMC	596	+ 5
Galeries Lafayette .	2 899	- 51
La Redoute	768	- 50
Nouvelles Galeries .	760	- 50
Printemps	735	- 37
SCOA	44,50	+ 8,95

Nouvelles Galeries . Printemps SCOA	735	-+
Produits chim	iques	

	12-1-90	Diff.
ngt. Mérieux	6 000	- 120
abo Bell.	2 549	lack.
Coussel Lie	2 221	- 158
Roussel Uc	1 052	inch.
aver	1 095	- 4
Inechat	1 014	- 16
mn. Chemic.	109.68	- 34
mp. Chemic Vocak Hydro	151.20	- 8.5

400 2 890 1 900 900 2 805 536 442 302 395 2 870 1 495 955 2 880 540 467 303 - 10 dollers 5 dollers 50 pages .. O Con piùcos d'or pe sont accion qu'à la signoc

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Ciments Français . 1 616 - 39 Dumez		12-1-90 000 549	Diff. - 129
J. Lefebyre	Roussel Uc	221 052 095 014 109,68 151,20	- 158 inch. - 4 - 16 - 3,48 - 9,50

Diff.

Nombre de Co	11215 . 13 000	ÉCHÉA	NCES	
COURS	Mars 90	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90
Premier		-	-	-
+ hant	163,52	103,80	103,98	104,04
+ bas	103	103,54	103,84	104,04
Derpler	103,34	183,76	163,98	184,04
Compensation	103,74	103,74	104,64	104,04

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)					
Valence	Hanne %	Valeurs	Baine %		
Nordon et Cie S.A.T. Suppiquet S.G.E. Min. Pro Sals. Crédit national Clab Médit. Radiotechnique CPR (C* P. R.) Ingenico Sorz (Frans.) S.C.O.A.	+25 +19 +11 + 7.2 + 6.3 + 6.4 + 5.2 + 4.5 + 4.5	Groupe Victoire Vaffouree Vaffouree Dronot Am. Peribus Gel. Lafayette CGP Moulinex Moury. Galeries Centrest Héoin (La) C.C.F. CODETFEL	- 313 - 65 - 63 - 6 - 6 - 56 - 56 - 55 - 54 - 54		

VALEURS LE I	29 CSEE	TVEMENT !
	Nbre de	Val. en
	titres	cap. (F)
Pechelhron	744 101	1 211 845 974
CGE	2 168 425	
Comm	1 740 672	783 753 119
Parites	1 102 742	763 519 983
Sucz financière	1 364 282	621 832 979
CF.A.O	713 893	470 574 027
Elf Aquitaine	756 451	406 737 971
Michelia «B»	2 279 391	392 781 038
BSN	513 402	387 944 944
Beroten S.APLC	5 8 61 815	376 852 644
Persont S.A	450 695	357 160 010
Canal +	425 841	338 195 371
Saint-Gobein	514 559	335 047 177
Accor	292 206	261 382 767

(*) Da vendredi 5 su jesdi 11 janvier inches.

BOURSES ÉTRANGÈRES **NEW-YORK**

MARCHER

ms l'accente de 1

47 m

.

2 Tar.

70.4

52: "

 $\sigma_{\mu\nu} \in \mathbb{R}^{d_{\mu\nu}}$

1.5

220

Company of the

200 2, 40

(7°°)

e in e

Fig. 15 (1)

11 11 11 11

1.1

Carry .

★ 3 3 3 3

₹ 5.7.2

Section

-

Trans.

FERRING CO. Section 19

5 -----

E. ..

27 to 19

* x.

2 -----

Sec 25.

10 EP.

5 93

₹3.- <u>-</u> -

2

20 m2-

≥:---

 $\mathcal{S}_{\mathcal{Q},\mathcal{F}_{\mathcal{A}}}^{(n)}$

WOHE MONETAIRE ET OF

155

e Paring and

....

4/2 75 to 4 - 1,41 mg design

2 July 19

A ... 2 24 , 16 . 1 Mil 4.00 87 Spines in A PS 199 401

a Maria 4 to 4 1 - Lat ##

1111 A 40 . 1 18 . 1

THE REAL PROPERTY.

7 (355) villa

17.3 --4 4 4 AMERICA Sen The M

24's 4-999 M. T. SERREY

- subspaces

からの (現代建築)

THE PART

1.4.2m (00) (1) 成 (00)

A Translated in a

-

3 日本必然各

150 mm #

and the same

11 4 6 gad

- W. W.

1.00

TAR ART

こうしょう 電視機能

--- 1 AME

THE REAL PROPERTY.

THE AREA

2 of 1 1 1 1 1 1 1

"没有的"的概念。

21 3,33 %

5 - 7% C**arrie**

· 1 - 1 - 化中央规则

the A day

7 - 44mg A

大学家的 🎍 🗰

K*****

. I'V FARE

A CONTRACTOR OF TOTAL MINES

555 TE 44

A- --

441 . 4 44.

2 1 1 1

: 14". a fa

1.00

And September

A SULVE MAN

1 1/2 East

Test posses

打 电多光管

Y. SALAR

THE REAL PROPERTY.

344 AM

140 + Apr 1

*** 3.54 A

--------- se --4.43 Marie 12 25 19 mg · 6.66E - 66

** CF###

日本 香瀬

Car Cong

1

11 1 F 1 1

Ine pe

Total of the section of

Lourde rechute: - 3 % Le semaine a été la plus mauvaise que Wall Street ait passé depuis le mini-krach du 13 octobre 1989. En baisse quatre séances sur cinq, la dernière surrout (-2,6%), la Bourse new-yorkaise a, d'un vendredi à l'autre, reculé de 3 %.

reculé de 3 %.

Les investisseurs avaient déjà sérieusement tiqué en voyant plonger Tokyo sur le raffermissement des taux an Japon. La subite possée des prix de gros de décembre (+0,7 %) leur a donné des sueurs froides en faisant planer la crainte d'un brusque arrêt du processes de détente enregistré sur le front des taux d'intérêt. Un coup d'autant plus mauvais que la faible augmentation des ventes au détail le même mois ne rend plus vraiment aléatoire la perspective d'une récossion.

Dans l'immédiat, les experts retienment que l'enchérissement du loyer de l'argent au Japon va rendre de moiss en moins attrayants les placements en

en moins attrayants les placements en

Indice Dow Jones du 12 janvier : 2689,20 (contre 2 773.25)

689,20 (contre 2	(13,23).	
	Cours 5 janv.	Cours 12 janv.
Licon	76 1/3	74
TT	44 5/8	43 1/8
loeing	61 7/8	59 7/8
hase Man. Bank	34 1/2	31 3/4
h Pont de Nemours	124 1/2	123 5/8
asiman Kodak	427/8	40 7/8
ixxoa	487/8	47 3/4
ord	45	43 3/4
Jeneral Electric	651/2	63
Jeneral Motors	435/8	41 1/2
sodyear	45	42 1/2
BM	99 3/4	97 3/4
TT	57 5/8	55 5/8
Jobil Oil	59 3/4	56 7/8
fizer	71 3/4	68 7/8
chlumberger	47 3/4	46 5/8
exaco	56 3/4	55 5/8
(AL Cop. (ex-Allegis)	159 3/4	160
mion Carbide	23 7/8	22 7/8
ISX	36 1/8	35
Vestinghouse	73 1/2	73 1/2
Lerox Corp	58 1/2	56 1/8

LONDRES

Forte baisse Déjà affaibli par la crainte des effets inflationnistes de la flambée des salaires, le London Stock Exchange a encaissé de plein fouet la mauvaise nouvelle du double plongeon de Tokyo et de New-York.

Les traditionnelles ventes bénéficiaires de fin de terme boursier out schevé de déstabiliser le marché. Au cours de la seule séance de vendredi, les cours ont beissé de 1,6 %. Sur la semaine, le recul se chiffre 2 2,6 %. Hausse des mines d'or.

Indices FT da 12 janvier:
100 valeurs, 2 380,1 (contre 2 444,5);
30 valeurs i 909,i (contre 1 948,8);
fonds d'Etat, 83,02 (contre 84,10) et
mines d'or, 346,1 (contre 306,4).

	5 jan.	12 jan.
Bowater BP Charter Coertanids De Beecs (*) Giazo GUS ICI Resters Shell Unilever Victors	483 339 455 394 17,62 8,15 14,88 11,96 10,28 483 720 205	458 330 455 393 18,37 7,75 14,56 11,49 19,35 459 680 209
(*) En dollars		

FRANCFORT Plus 2 %

Après s'être accordée une très Après s'être accordée une très courte pause en début de semaine, la Bourse de Francfort a repris sa marche en avant, que n'a pas même troublé, à la veille du week-end, la flambée des prix de gros américain et la rechute de Wall Street. D'un vendredi à l'autre, les divers indices out monté de 2 % environ, atteignant de nouveaux sommets.

Indices dn 12 janvier : Commerz-bank, 2 286,2 (contre 2 231,2) ; Dax : 1 855,66 (contre 1 820).

	Cours 5 janv.	Cours 12 janv.
ASF ayer commerzbenk cutschebank oechst	307 309,40 321,50 299 827 296,70	321 309,80 324,50 310 849,80 300
arstadi Izonesman emens olkswagen	679 366,50 730 541	682 363,50 734,50 209,80

TOKYO

Brusque alourdissement Après avoir paru se remettre de ses précédentes frayeurs, le marché de Tokyo a brutalement rechuté vendredit avant de fermer ses portes trois journ pour la Fête des adultes. La baisse (-1,71 %) a été plus importante que celle du mini-krach d'octobre 1989. La hansse du ven et des tanz d'intérêt a calle du muni-kracu d octobre 1989. La hausse du yen et des taux d'intérêt a favorisé ce plongeon, fait sans affaires. Indices du 12 jauvier : Nikkei, 37516,77 (contre 38274,76) ; Topix, 2786,47 (contre 2834,61).

	Cours 5 Jan	Cours 12 Jan
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Minubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	970 1 710 1 840 3 529 1 870 2 360 1 159 8 569 2 530	948 1 799 1 850 3 440 1 820 2 350 1 110 8 550 2 560

son futur président. Traditionnellement, la direction générale de cet oragnisme

Pas d'offre de retrait sur Darty

Un nouveau directeur général

à la Société des Bourses française

A la suite du RES (reprise de l'entreprise par ses salariés) lancé en 1988 per les quatre mille cinq cents employés du groupe avec le soutien de la plupart des anciens action-naires, dont la famille Darty et des banques, regroupés dans la Financière Darty, cette hol-ding détient 95,31 % de la firme de distribution. Les 4,69 % restant sont entre les mains, pour plus de la moitié de trois établissements finan-ciers (le GAN, Société générale et PFA), d'autres institutionnels et de personnes physi-ques. Dans ce marché qui progressivement s'amenuise, le titre a pu slors progresser for-tement. Depuis l'été, l'action négociée au comptant a flambé passent de 600 francs à un sommet de 1 136 francs de cours. »

pour revenir à 1.000 francs actuellement. Cela représente pas moins de quarante-cinq fois les bénéfices et vingtquatre fois la situation nette de Darty.

Le conseil des Bourses de valeurs, organisme chargé de la réglementation boursière, a décidé la 11 janvier de ne pas donner suite à la demande d'offre de retrait présentée par un actionnaire en vertu de la nouvelle réglementation. «Le conseil a constaté que la liqui-dité du marché des actions Darty en Bourse de Paris permettait au demandeur de négocier ses titres dans des conditions normales de délai et

	8 nov.	9 nov.	10 nov.	11 nov.	12 nov.
RM Comptant	3 035 621	258 775	3 084 591	3 579 926	
R. et obl.	7 082 652	5 697 377	6 712 261	5 678 135	-
Actions .	196 325	203 423	238 662	256 867	_
Total	10 314 598	8 488 575	10 035 514	9 514 928	_
INDICE	S QUOTID	ENS (INS	EE base 100	, 29 décemb	re 1989)
Françaises.	98,9	99,2	99.2	100	-
Etrangères.	102,5	102	101,9	102,8	
1	SOCIÉTÉ	DES BOU	RSES FRA écembre 19	NÇAISES	
Tendance .		_		- T	-
	(ber	se 100, 31 d	écembre 19	B1)	
Indice gén.	548,2	545,1	542,8	542,3	546,7
	(bas	e 1000, 31 d	lécembre 19	87)	
Indice CAC 40.	1 968,95	1 970,28	1 970,38	1 992,89	1 968,65
	OMIF (I	base 100, 3	1 décembre	1981)	•• ••
Indice OMF 50.	- i	- 1	1	- 1	_

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Dans l'attente de gigantesques opérations Retour au calme après la dévaluation de la lire

Ayant sjouté, jeudi II janvier, une tranche de 50 millions de dol-lars à son emprunt de 9,50 % de 1999. Electricité de France est le seul débiteur de sa classe à avoir émis, depuis le début de l'année, une transaction euro-obligataire libellée dans la devise américaine. Ses titres sont garantis par la République française. Aucun autre embrantent sonsetsin on duasi 2011verain ne s'est encore présenté sur le marché international en 1990. Les candidate sont pourtant nom-

montre combien il est précioux pour an emprunteur de qualité, qui sollicite de façon régulière le mar-ché des capitaux, de disposer de lignes d'emprunts qu'on peut rouvrir et augmenter en fonction de ses besoins. Cela permet de lever des fonds même dans une conjoncdes ronds même dans une conjonc-ture aussi peu engagennte que celle que nous connaissons présente-ment. La gestion de sa dette en est facilitée. Le marché y gagne en transparence, ce que les investis-seurs institutionnels apprécient tout particulièrement et qui, en fin de compte, fait béneficier les meil-leurs débiteurs des meilleures leurs débiteurs des meilleures

Emises à 104,30 %, les nouvelles obligations EDF rapportaient jeudi, au pied des commissions, quelque 62 points de base (ou cen-tièmes de point de pourcentage) de plus que les fonds d'État américains de durée comparable, dont le rendement se situait à 8,02 %. Cette marge s'est révélée tout à fait appropriée. La nouvelle opéra-tion, confiée à J.-P. Morgan Securities, porte le montant total de l'emprunt à 600 millions. Son produit n'est pas «swappé». La nou-velle tranche est destinée à remplacer une transaction à taux variable dont la rémunération était élevée, puisqu'elle dépassait de 0,125 % le taux du Libor,

La montée du niveau de l'intérêt qui s'est produite vendredi a mis en relief les mérites de cette opération qui, relativement, est pen conteuse pour l'emprunteur. En même temps, l'évolution des rendements justifiait l'attitude de prudente expectative adoptée par les autres grands candidats à l'emprunt, dont grands cannons a 1 empeum, con-certains s'apprêtent à lever des fonds pour des montants gignntes-ques. La situation risque en fait de demeurer incertaine jusqu'à ce que l'un d'entre eux se décide à concrétiser ses plans. Le premier à le faire devrait être la Banque mondiale qui s'est annoncée depuis des semaines pour un nouvel emprunt «planétaire» de 1,5 milliard de dollars.

Récurerture de l'eurofranc français

français a rouvert ses portes ven-dredi, le nouvel emprunteur étant le Banque européenne d'investisse-ment qui cherchait à lever pour I milliard de francs à dix ans. Sa transaction s'est faite à des condi-tions exignés. Cels n'a pas empê-ché son chef de file, le Crédit commercial de France, de réunir rapidement un groupe de direction constitué de puissantes banques internationales. Le taux d'intérêt facial est de 9,875 % et le prix d'émission de 101,625 %, soit au pied des commissions un reudement de 44 centimes de plus que ce que rapportaient les fonds d'Etat lorsque la transaction a été lancée. Comme l'empranteur s'apprête à

Le compartiment de l'eurofranc une dizaine de jours seulement, nombreux sont ceux qui, en France, auraient souhaité plus de générosité, jugeant nécessaire un taux d'intérêt de 10%. Sa prochaine émission devrait être lancée sur le marché national et non sur l'euromarché, la Banque européenne étant un des rares émet-teurs internationaux autorisés à solliciter les deux compartiments des emprunts en francs.

Dans le domaine des opérations convertibles, Cap Gemini Sogeti a suivi la formule qui a tant réussi à BSN en émettant un vaste emprunt. Une tranche importante, de 450 millions de france sur un total de 1,53 milliard, est réservée au marché international. Placée sous la conduite de la Banque revenir sur le marché du franç dans Lazard, l'opération présente toute-

d'offrir aux porteurs une possibilité de sortie à mi-parcours. La durée de l'emprunt est de dix aus, mais après cinq ans, les titres pourront être remboursés sur demande à 124 % du pair, ce qui correspond à un rendement de 9,48 %. Emises au prix de 600 F. les obligations, dont le taux de rémunération facial est de 5,50 % l'an, pourront être converties chacune en une action. Lancée jeudi, la transaction a été bien accueillie. Les actions valaient alors 495 F.

Par ailleurs, l'attention n'a cessé de se porter sur les transactions japonaises. La spéculation s'est faite principalement sur les innombrables operations convertibles lancées en Suisse pour des sociétés peu connues qui ne sont cotées qu'à des Bourses régionales ou sur le second marché de Tokyo. Evoluant à contre-courant de la tendance générale, telle qu'elle est reflétée par les grands indices boursiers, les actions de ces sociétés de deuxième plan a inscrivent depuis quelque temps en forte hausse. L'accueil réservé à plusieurs emprunts convertibles de ce genre en francs suisses n été à ce point enthousiaste qu'il fait attendre un renforcement de l'activité primaire en ce domaine ces prochains mois.

Les Japonais dominent le mar-

ché des obligations internationales en francs suisses, où ils puisent une partie non négligeable des fonds qu'ils recueillent à l'étranger. Ils le font à des conditions qui leur sont très savorables. Aussi ce marché devrait-il être, avec calui de l'eurodollar, une des cibles préférées des banques japonaises à la recherche de fonds propres, dès que les auto-rités de Tokyo auront libéralisé leur position à cet égard. Actuelle-ment, les banques japonaises ne sont autorisées qu'à faire un usage très limité du produit de leurs emprunts convertibles. Pour essentiel, elles s'en servent à financer la construction ou l'achat d'immeubles administratifs. S'il leur est permis d'émettre des restriction et d'en utiliser le produit à leur guise, leur présence risque d'être envahissante.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

La lire italienne a donc été dévaluée à la fin de la semaine dernière, de 4 % environ pour son cours pivot, sa marge de fluctuation dans le système monétaire tion dans le système monétaire européen étant, comme prévu, raménée de 6 % à 2,25 % de part et d'autre de ce cours pivot. A Paris, le nouveau coura pivot est fixé à 4,48247 F pour 1 000 lires, avec un cours plancher de 4,3830 F et un cours planfond de 4,5845 F. A Milan, le cours pivot du mark passe de 720 lires à 748,2 lires, le plancher et le plafond étant fixés à 731 lires et 765 lires. En fait, l'opération étant largement anticil'opération étant largement anticipée, les cours de la lire ont peu varié d'une semaine à l'autre, se raffermissant même légèrement. Ainsi, à Milan, le cours du mark est revenu de 752 lires, record historique, à 746 lires.

Au lendemain de cette dévalua-tion, qui s'est effectuée dans le calme et avec l'accord général des États membres du SME, la réaction des milieux financiers inter-nationaux a été mitigée. Acte est donné, sans doute, au gouverne-ment italien de sa détermination à réduire le déficit budgétaire et l'inflation. Cette réduction, au reste, devenait absolument nécessaire pour préparer la péninsule à l'échéance 1993. Mais beaucoup d'opérateurs mettent en doute la capacité de l'Italie à mettre sin rapidement à ses errements anté-rieurs, faute de cohésion politique. Sans doute la Banque d'Ita-lie maniera avec vigueur l'arme des taux d'imérèt, mais l'économie italienne aura du mal à tenir dans le « corset » qui iui est

imposé.
En fait, le réaménagement limité du SME aura eu pour effet de ramener le calme sur les marchés des changes européens, même si des experts chagrins estiment que rien n'est réglé et que l'on s'est borné à «gagner du tempse».

redresser un peu à 3,4125 F, puis à 3,4140 F à la veille du week-end, en liaison avec l'accès de faiblesse du dollar et la remontée du

Le même dollar s'est d'abord un peu redressé, après la dévalua-tion de la lire et surtout après les déclarations de M. Karl Otto Poehl Mardi, le président de la Bundesbank, a dit à Bâle, «un réaménagement du système monétaire européen n'est pas à l'ordre du jour car les principaux parti-cipaus n'en veulent pat ». Ces propos écartent, en effet, tout réa-justement du SME dans un proche avenir, avec pour consé-quence d'affaiblir le mark et de raffermir le dollar, qui montait à près de 1,70 deutschemark et 5,76 F, le cours de la devise allomande revenant à 3,4060 F à

Le glissement du yen

Puis, vendredi en début d'après-midi (heure française), ce d'après-mudi (heure française), ce fut l'annouse d'une hausse de 0,7 % des prix de gros américains en décembre, au fieu de 0,5 % prévu, et de 0,3 % hors alimentation et énergie. Or la vague de froid qui a balayé les Etats-Unis a fait monter les prix des produits pétroliers et de l'alimentation, ce qui a gonflé l'indice, tout de même en hausse de 0,6 % hors même en hausse de 0,6 % hors énergie et alimentation, ce qui est

Du coup, le dollar s'est affaibli, retombant à 1,6750 DM et 5,7050 F. Le plus paradoxal est qu'il aurait du se raffermir, puisque une telle poussée des prix de gros devrait dissuader la Réserve lédérale d'abaisser à nouveau ses taux directeurs, dont le niveau élevé attirait auparavant les capi-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 JANVIER

(La ligne inférieure donne œuz de la semaine précédente.)

A Paris, 100 vens étaient cotés, le vendredi 12 ianvier, 3,9308 F contre

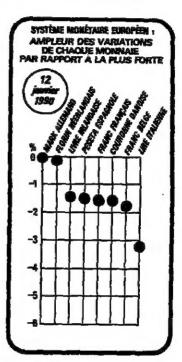
SELL Franc Stanger D. mark Franc Stanger Florin Line

Le cours du mark à Paris cat, illico, redescendu de 3,4175 F à milieux financiers internationaux 3,4075 F d'abord, avant de se redresser un peu à 3,4125 F, puis hausse des prix de gros, un peu particulière en raison de son contexte hivernal.

Souvent évoqué dans cet colonnes depuis plusieurs mois, le glissement du yen, d'abord vis-àvis du dollar puis de conserve avec le « billet vert », se poursuit par rapport à des monnaies européennes. A Tokyo, le mark allemand est monté au-dessus de 86 yens, tandis qu'à Paris la devise japonaise est tombée à son plus has cours depuis un an, à 3,93 centimes. Ce glissement est dû à plusieurs raisons, dont l'une, seion M. Karlo Otto Poebl, est le niveau insuffisant des taux d'intérêt nippons. L'autre est l'approche des élections générales au Japon, qui pourraient fortement ébranler le parti au ponvoir. Dans ces conditions, il est probable que le qui pourraient fortement ébranler le parti au pouvoir. Dans ces conditions, il est probable que le taux d'escompte de la Banque centrale, porté le 25 décembre 1989 de 3,75 à 4,25 % sur l'initiative de son nouveau président. M. Yasachi Mieno, et malgré l'opposition du ministre des finances, M. Ryutaro Hashimoto, sera à nouveau préside. sera à nouveau relevé après les élections, à la fois pour soutenir le yea et pour freiner l'octroi des crédits bancaires, jugé trop impor-

En attendant, la chute du yen par rapport aux monnaies euro-pécunes, 20 % calculé « en dedans » et 25 % « en dehors » depuis un an, constitue une véri-table dévaluation compétitive.

FRANÇOIS RENARD



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une petite détente

1990. Pour commencer, le miniréaménagement du système moné-taire européen, limité à une lire dévaluée de 4 % et à la réaffirmation de la stabilité du dit système, calmait les inquiétudes sur la parité franc-mark. Il contribuait, en conséquence, à détendre les taux courts sur la place de Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour est revenu de 11 % à 10 %, c'est-à-dire au-dessous du taux de pension à 7-10 jours de la Banque de France (10,75 %) pour la première fois depuis le 22 décembre dernier.

En conséquence, le rendement de l'OAT 8,50 % 2000, nouvei emprunt-phare du marché, après une pointe à 9,60 % redescendait à 9,43 %-9,45 %.

Sur le MATIF, les cours de l'échéance mars, tombés à 102,30 mardi, se sont, logiquement, raffermis pour s'établir à 103,20 en fin de semaine. La prudence, touim de semane. La prudence, tou-tefois, continue à régner, puisqu'en Allemagne le taux des pensions à 28 jours, par lesquelles la Bundesbank alimente le marché, fixé à 7,30 % depuis l'aug-mentation à 8 % de son taux lombard le 6 octobre dernier, paraît maintenant s'établir aux environs de 7,80 % - 8,10 %. De même, le rendement des emprunts d'Etsi à long terme, le « Bund » dix ans notamment, se maintient à un peu plus de 7,50 % et, on commence outre-Rhin, à trouver des emprunts privés à plus de 8 %.

Aux Etats-Unis, l'événement de la semaine, largement anticipé toutefois, a été l'abaissement du fin de juillet dernier, en liaison avec l'assouplissement de la politique de la Réserve fédérale, qui 8.25 % récemment...

Paris, l'amélioration du climat on attend les emprunts de la caregistrée sur le court terme a Caisse contrale de coopération

édemment évoqué L'amélioration reste très timide car les opérateurs gardent l'œil fixé sur les rendements des emprunts d'Etat allemands, tou-jours élevés. Elle a, toutefois, permis aux émetteurs d'obtenir un acqueil un peu inespéré pour leurs émissions. Ainsi, la Caisse natio-nale des télécommunications (CNT) a pu, dans de bonnes conditions, lever 4 milliards de france sous la conduite de Paribas et de la Caisse des dépôts. Si la tranche à huit ans 9,50 % nominal et 9,85%, plutôt réservée aux investisseurs institutionnels, s'est honnêtement placée, sans plus, celle à dix ans, 10 % nominal et 9,96 % réel, plutôt destinée aux gnichets des réseaux Poste et banques, a été très demandée et le restait à la veille du week-end. Les particuliers, insuffisamment sollicités « en direct », c'est-à-dire sans passer par les sicav d'obligations, restent très friands d'obligations à rendement élevé comme celles de la CNT. A l'heure actuelle, un taux nominal de 10 % assure un rendement réel de 6 % à 6,5 %, bors inflation, ce qui est tout à fait intéressant pour les ménages, surtout avec un prélève-ment liscal forfaitaire de 17 %, ce qui donne un rendement final net d'environ 5 %.

Le Crédit national, de son côté, a pu aisément lever 1,2 milliard de france à sept ans, 9,70 % de taux nominal et 9,74 % de rendement réel, avec le Crédit lyonnais et le CCF comme chef de file. Le montant a été placé dans cinq ou six grands établissements par leur six ans abondamment vendus à leur clientèle de particuliers pen-dant le mois de décembre, la avait ramené à 8,75 % son taux durée des bons et de l'emprunt d'intervention, encore réduit à étant sensiblement correspondante, ce qui élimine le risque de Sur le marché obligataire de taux. Pour la semaine prochaine,

Après un début d'année bien réchaussé un peu l'atmosphère, économique et de la Caisse nationair, un petit air de détente a soussilé sur les marchés sinanciers restux sur les rendements des de francs, dit-on, dans ce dernier Le MATIF

en flèche Pour le marché à terme international de France (MATIF), l'année 1989 se sera montrée plus que bonne, avec une progression de 55,5 %, en volume, des contrats négociés (16 millions), par rapport à l'année 1988, déjà en augmentation de 33,3 %. Avec cette avance, plus forte que la cette avance, pius torte que la croissance moyenne des marchés mondiaux en 1989 (+ 37 %), le MATIF augmente sa part de marché (7,9 %) devant le liffe de Londres (7,3 %), Tokyo (6,8 %) et Sydney (3,5 %) derrière le CBOT de Chicago (42,6 %) et le CMI (31,9 %), également de Chicago.

En nombre de contrats sur le MATIF, c'est le notionnel qui vient en tête (15 millions) et 7,5 milliards d'opérations. En revanche, c'est le contrat Pibor 3 mois qui a donné lieu aux plus grosses transactions (11,5 miliards de francs) pour 2 296 359 contrats de 5 millions de francs, contre 500 000 F pour le notionnel.

le notionnel.

Sur le CAC Future,
581 473 contrats out été négociés,
et le premier contrat international, l'EuroDM 3 mois, a enregieun volume de tré un volume de 613 748 contrats négociés depuis son lancement le 9 mai 1989, son montant nominal étant de 1 million de DM. Les positions ouvertes, en fin d'année, attei-gnaient 70 282 contrats sur le notionnel, 14 343 sur le Pibor, 8 427 sur le CAC Future et 3 309 sur l'EuroDM. Enfin, le volume de transactions sur l'option sur le contrat notionnel a été de 7 149 559 avec une posi-tion ouverte de 240 942 à la fin de l'année. Cette vive progression d'ensemble a été accompagnée par une forte compression des marges des intermédiaires.

3,9910 F le vendredi 5 janvier.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le réveil du titane

L'année 1989 aura remis en selle un métal qui n'avait plus depuis longtemps attiré l'attention sur lui, le titane. Les prix ont progressé de quelque 30 % en douze mois, traduisant de nouvelles tensions sur la demande de minerai comme de d'a éponges », notamment au demande de minerai comme de métal. Au toun début de la décennie 80, le titane faisait figure de vedette sur les marchés mondiaux de matières premières. Les industries aéronautique, nucléaire et militaire s'arrachaient ce métal rare, léger et résistant à la corrosion. En réalité, la rareté ne se situe pas an stade du minerai de titane pas au stade du minerai de titane que l'on trouve en abondance dans l'écorce terrestre. Le point critique porte sur l'aéponge de titane a c'est-à-dire la dernière étape de transformation du minerai avant sa fusion. Pen de pays maîtrisent cette technologie. Outre l'Union soviétique, il s'agit des Etats-Unis, du Japon et de la Grande-

En 1979, l'URSS avait provoqué une véritable panique sur le mar-ché en annonçant qu'elle interrom-pait ses exportations de métal vers l'Ouest. Moscou ne fournit jamais d'explication sur cette décision d'explication sur cette décision brutale. Les experts militaires remarquèrent qu'en 1981, l'URSS lança une nouvelle série de dix sous-marins nucléaires, capables de progresser à 40 nœuds par grande profondeur, cuirassés de titane. Gagnés par «la fièvre venue du froid», les cours bondirent de 2 dollars à 10 dollars par livre d'éponge. L'Europe étain d'autant plus démunie que depuis les années 50, le Japon et l'Union soviétique avaient étouffé son industrie naissante du titane en industrie naissante du titane en pratiquant des prix de dumping.

Après cette époque de grande frayeur, le marché s'est considérablement assagi. Les prix sont retombés autour de 3,5 dollars par livre au milieu de la décennie, et on

En décembre 1989, le titane a

défrayé la chronique en URSS, après la découverie par le KGB d'un trafic d'éponges » entre l'Est et l'Ouest. Moskovkala Pravda, l'organe du parti de la capitale soviétique, a sinsi révélé qu'une coopérative moscovite, Godograf, se procurait le titane « auprès d'une entreprise aéronautique de Moscou = qu'une antre coopérative de Riga, en Lettonie, se chargeait de vendre à l'Ouest. Premier pro-ducteur mondial d'éponges de titane, l'URSS à tonjours considéré cette matière première comme stratégique, se refusant ainsi à publier toute statistique sur les volumes effectivement produits et exportés on considère que sur une production mondiale d'aéponges» de l'ordre de 85 000 tonnes, l'Union soviétique en fabrique la moitié).

La hausse des prix observée l'an passé traduit une réelle progression de la demande pour l'aéronautique principalement, sous formes de plaprincipalement, sous formes de plaques. La situation française est frappante: depuis 1984, les deux seules industries utilisatrices (l'Aérospatiale et la Sneema) ont doublé leur consommation annuelle qui atteint 2 500 tonnes environ. Le bureau d'études britannique Rospille et le 1982 et 1982. kill estime qu'entre 1987 et 1988, la demande occidentale a progressé de 30 500 à 32 000 tonnes, l'aéro-nautique représentant à elle seule plus de 60 % des usages du titane.

La sidérurgie est aussi un autre débouché en progression du métal, très prisé par les producteurs de

ferro-titane qui l'utilisent dans les aciers spéciaux. Le regain d'actiaciers spéciaux. Le regain d'activité, que connaît depuis trois ans la
sidérurgie en Europe, provoque
ainsi des conflits d'intérêts entre le
monde de l'espace et celui de
l'acier. Parmi les autres usages prometteurs, on relève encore le marché des pigments obtenus à base de
rutile, le minerai qui contient le
titane. On parle encore de l'utilisation du métal pour les prothèses et
la construction navale, en attendant une reprise dans le domaine dant une reprise dans le domaine dant une reprise dans le domaine des équipements énergétiques (sondes géophysiques pour la prospection pétrollère) et chimiques. En France, la production de titane métal est assurée par la société Cézus, une filiale du groupe Pechiney, qui produit tous les ans près de 2 000 tounes, à partir d'« éponges » importées.

ERIC FOTTORINO

COURS DU 12-1
1 489 (- 51,5) Livres/tonne
1 565 (- 7z) Livres/tonne
7 425 (- 125) Dollars/tonno
2 500 (+ 185) France/tozpe
GHO (- 55) Livres/tonne
987 (+ 37) Dollars/tonno
401,50 (- 7,50) Cents/boissean
242,25 (+ 5,25) Cents/boissess
178 (+ 1,86) Dollars/t. courte

Les chiffres entre parenthèses indi-quent la variation d'use semaine sur l'autre

10 10

SES

VGÈRES

ÆW-YORK

de rechate: - 3 %

ine a été la pius mauvaise Street ait passé depuis le du 13 octobre 1989. En

re séances sur cinq, la der.
out (-2,6%), la Bourse
se a, d'an vendredi à l'autre,

stisseurs avaient déjà sérien-ué en voyant plonger Tokyo fermissement des tanx au subite poussée des prix de fécembre (+ 0,7 %) leur a saeurs froides en faisant pla-inte d'un brusque arrêt du de détante enregistre sur le

de détente enregistré sur le le taux d'intérêt. Un coup plus manvais que la faible tion des ventes an détail le is ne rend plus vraiment aléasspective d'une récession.

mmédiat, les experts retien-

in Japon va rendre de moins

Dow Jones dn 12 janvier : (contre 2 773,25).

56 3/4 55 5/6

3. (cs.Allegis) 159 3/4 168

23 7/8 22 7/8

36 1/8 35

25 73 1/2 73 1/2

26 75 1/2 56 1/8

à affaibli par la crainte des a sitatou par la crainte des inflationnistes de la flambée de se le London Stock Exchange a sé de piein fouet la manvaise ile du double plongeon de Tokyo

traditionnelles ventes benefi-

de fin de terme boursier on

é de déstabiliser le marché Au de la scule séance de vendrodi

ours ont baissé de 1.6 %. Sur la

idices FT du 12 janvier : rateurs, 2 380,1 (contre 2 444,5); aleurs 1 909,1 (contre i 448,8); s d'Etat, \$3.02 (contre \$4,10) et

483 339

17.62 8.15 14.89

Cours | Cours

ine, le recul se chiffre 2 2.6 %.

s d'or, 346,1 (contre 306.4)

ausse des mines d'or.

LONDRES

Cours Cours 5 janv. 12 janv.

attrayants les placero

........

an Bank

Kodak

Electric ... Motors ...

жi

New-York

50

Lore

*) En dellars.

5 11.90 3025 10.28 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483 3 483

FRANCFORT

Plus 2 %

Après s'être accordée une très

ute pause en début de semaine, la utre de Franction à repris sa marche

avant, que n'a pas meme trouble, à

reille du week-end, la flambée des

A de gros american et la rechute de

divers indices on: monte de 2 %

viron, atteignant de nouvraux som-

Indices du 12 janvier : Commerce nt. 2 286.2 (contre 2 231.2) . Day:

Après avoir part se remetire de se séculiantes frayeurs, le marché de lokyn a brutalement rechuie vendrell vans de fermer ses portes treu jours our la Fète des adultes la basse les les passimportants que selle du mini-krach d'octobre 1989 Le saisse du yen et des tant d'interêt a secrisé or plongnon, fait sons affaires du 12 janver Nikel.

Alus
Beidgestone
Canon
Pagi Bank
Honde Motors
Metamakien Electric
Minabada Hoxy
Seny Corp.
Tayona Motors 970 1 840 3 520 1 870 2 360 2 150 8 560 2 530

Indices du 12 janvier Nikkei. 12316,77 (contre 38274,76). Topia 2786,47 (contre 2834,01) Cours Cours 5 Jan. 12 Jan

948 7700 1850 1440 1820 1350 1110 8550 1460

La lassitude gagne...

Le douzième rallye Paris-Dakar est arrivé, vendredi 12 janvier, en Mauritanie. L'étape de Nema a été remportée par le Suédois Bjorn Waldegaard au volant de sa Peugeot 405 T-16. A cinq jours de l'arrivée, les lionnes dominent touicurs une course qui se traîne en lon-

Nema (Mauritanie) de notre envoyé spécial

Sur le sable pousse une plante verte aux larges feuilles. Les chèvres s'en régalent, les chameaux la bou-dent, et les humains apprécient sa couleur qui rompt la monotonie du paysage. La Mauritanie a succédé au Mali, mais le désert demeure égal à

Nema est la halte qu'a choisie le douzième rallye Paris-Dakar pour sa première journée dans la République slamique. Le bureau des PTT, la caseme de gendarmerie et quelques bâtiments au bord de la ruine témoignent du passé de cet ancien poste militaire. La ville elle-même s'est implantée à l'écart de ces vestige coloniaux. Au pied de petites monta-gues qui bornent l'horizon, elle tente de se protéger du vent. Mais ce démon sait déjouer le piège. Il s'engouffre dans les ruelles bordées de maisons d'argile et soulève pous-sière et sable. Sa présence rend diffi-cile la tâche des commerçants du case la latere des commes et ces femmes enveloppés dans des étoffes blanches ou bleues poursuivent leurs transactions. Ici, on vend de tout, du riz au mil, en passant par les épices et les instruments de cuisine taillés dans de vicilles pièces métalliques.

Le passage du rallye ne perturbe pas un vendredi, jour férié dans ce pays musulman. Il apporte une distraction providentielle à des gamins en congé scolaire. Il mobilise quel-ques militaires qui tentent leur racket sur les concurrents en leur imposant des taxes. Il fait, comme à chaque étape, le bonheur des possesseurs de 4 X 4, qui peuvent monnayer leurs

Ski alpin : Coupe du monde. — L'Allemand de l'Ouest Armin Bittper a remporté, vendredi 12 janvier, le siziom de Schladming (Autriche) en devançant l'Autrichien Michael Tritscher, L'Italien Konrad Ladstaetter et le Japonais Tatsuya Okabe ont terminé ex aequo à la troisième place.

Impossible avec ces citoyens d'évoquer les incidents frontaliers de

« Nema est loin de la capitale ». « Nema est loin de la capuale », se contente de répondre un vendeur de brochettes, amoureux de la France et de ses chanteurs. En insistant longuement, on arrive simplement à savoir que vingt-sept familles sénégalaises ont été « reconduites à l'aéroport » au mois de juin 1989. Mais le confident s'empresse d'ajouter que, « let tout s'est passé calmement », ici, tout s'est passé calmement ».

A l'est de la Mauritanie, on ne tient pas trop à s'étendre sur les incidents qui out brouillé les relations entre les deux pays voisins. La ville, perdue dans les sables, est trop loin. ana est trop proche du Mali. Faute de pouvoir parier politique ou religion avec des habitants méfiants, il reste à avec des habitants méliants, il reste à admirer l'hôpital que construit une association humanitaire italienne. Ou à rejoindre le bivouac où l'ennui le dispute à la lassitude, « Je pense que cette édition du rallye est un peu longue », a déclaré récemment Gilbert Sabine, le patron de TSO. Bel euphémisme pour parler d'une course qui misme pour parler d'une course qui traîne sa monotouie depuis la journée de repos d'Agadès. Pour tous les concurrents, les jeux semblent faits. La Peugeot d'Ari Vatanen domine la catégorie auto, la Cagiva d'Edi Orioli possède près d'une heure d'avance sur la seconde moto du classement

A Paffit de la faute

L'intérêt sportif est faible, même si un jour, comme ce vendredi 12 janvier, la deuxième place d'étape de la Lada de Jacky Ickx réveille quelques velléités de passion chez des reporters radio. Soyons sérieux, Ickx ède douze heures de retard sur le leader, et son « exploit » reste modeste. Les belles étrangères, qu'elles viennent d'URSS on du Japon, n'ont pas ébranié la puissance des lionnes. Le fait est acquis depuis le désert libyen. Il suffit de quelques jours et de milliers de kilomètres pour qu'il s'inscrive, une nouvelle fois, an palmarès. A défant de guetter la panne mécanique sur des bolides bien

□ Tennis : Noah en finale à Sydney. — Yannick Noah s'est qualifié, samedi 13 janvier, pour la finale du Tournoi de Sydney, doté de 175 000 dollars, en battant rAméricain Aaron Krickstein (6-4, 7-5). Il sera opposé en finale à l'Allemand de l'Ouest Carl-Uwe Steeb, qui a éliminé le Suédois Mats Wilander (6-3, 6-2).

L'ESSENTIEL

DATES La nationalisation de Renault

EAR ANGER

La situation dans les pays de l'Est

Bulgarie : compromis sur les droits de la minorité turque ; Pologne : des anarchistes manifestent à Varsovie; URSS: M. Gorbatchev n'a pas convaincu les nationalistes lituaniens ; Tchécoslovaquie : le PC cède une centaine de sièges de député : Albanie : Tirana dément l'existence de troubles 3-4

Le désarmement conventionnel en Europe

Les négociations de Vienne aubissent le contre-coup des bouleverse ments à l'Est4

Polingou = 1

La polémique au PCF L'Humanité publie un échange de lettres entre M. Fiterman et

Livres politiaues par André Laurens Le discours aux nomades 7

SOCIETE Un chirurgien mis en cause par la CFDT

Mettant en cause un chirurgien, la CFDT dénonce des pratiques de « dessous de table » qui auraient fieu au CHR de Nancy 8

Dépannage spatial

Après une course poursuite de trois iours. l'équipage de la navette américaine Columbia est parvenu à récupérer le satellite LDEF, abandonné à lui-même depuis avril 1984 8

CULTURE Il y a quarante-cinq ans2 « Boris Godounov » à Paris

Le Maly de Leningrad donne au Théâtre des Champs-Elysées l'opéra de Moussorgski. A voir sans

« Mélodie

pour un meurtre » Al Pacino et Ellen Barkin font revivre les vieilles recettes du film policier, avec une bonne dose de perversité9

MAKCHRONOLOGIE Décembre 1989 dans le monde 12

TEVALECONOMIE TO

Aérospatiale Record de commandes en 1989. 14 La lutte contre l'inflation en Argentine

La « City » de Buenos-Aires a retrouvé son calme 15 Crédits, marchés,

changes 17

Services
 Carnet
 11

 Météorologie
 11

 Mots croisés
 10
 Spectacles 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 janvier a été tiré à 530 645 exemplaires

préparés, chacun surveille la faute d'orientation ou de pilotage qui pourrait remettre en cause un ordre établi.

Mais chaque jour qui passe ruine un peu plus ces espoirs sacrilèges Vatanen est là et la tension retombe Jean Todt, le directeur de Peugeot Talbot sport, a beau jeu de critiquer les oiseaux de manvais angure. Il va sans doute réaliser son rêve de terminer le Dakar en beauté, en pla ses quatre voitures en haut du tableau. Devant cette quasi-évidence il paraît surprenant que le petit homme laisse un des camions d'assistance de l'écurie sochalienne, mis hors course après l'étape d'Agadès, réapparaître à Nema. Mais le règlement est sauf, les commissaires ont visité la villa qui abrite les Peugeot, et n'y ont découvert aucune pièce mécanique compromettante. Rumeur, tentative de tricherie, la 12 édition du Dakar fait feu de toutes les anecdotes pour tromper son

SERGE BOLLOCH

Quatorzième étape

Tombouctou (Mali)-Nema (Mauritanie)

674 kilomètres · AUTOS. - 1. Waldegaard

e AUTOS. — 1. Waldegaard-Fenouil (Suè., Peugeot 405 T-16), 2 h 51 min 46 s de pénalisation; 2. Ickx-Tarin (Bel., Lada-Poch), à 5 min 44 s; 3. Wambergue-Da Silva (Fra., Peugeot 205 T-16), à 7 min 41 s; 4. vatanea-Berghund (Fin.-Suè., Peugeot 405 T-16), à 8 min 27 s; 5. Ambrosino-Baumgartner (Fr., Peugeot T-16), à 12 min 59 s.

● MOTOS. — 1. De Petri (It., Cagiva), 7 h 23 min 43 s; 2. Signorelli (It., Yamaha), à 3 min 22 s; 3. Mas (Esp., Yamaha), à 13 min 10 s; 4. Orioli (It., Cagiva), à 31 min 39 s; 5. Gil (Esp., Yamaha), à 32 min 8 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX CLASSEMENTS GENERAUX

• AUTOS. - 1. Vatanea-Bergiund
(Fin-Saè., Penect 405 T-16), 24 h
57 min 36 s de pénalisation;
2. Waldegaard-Fenoull (Suè-Fra.,
Peugeot 405 T-16), à 1 h 12 min 37 s;
3. Wambergue-Da, Silva (Fra., Peugeot 205 T-16), à 1 h 18 min 21 s;
4. Ambrosino-Baumgartner (Fra., Peugeot 205 T-16), à 3 h 56 min 24 s;
5. Cowan-Delferrier (G-B-Bel., Mitsubishi), à 4 h 52 min 31 s.

• MOTOS. - 1. Orioli (It., Cagiva), 70 h 43 min 29 s; 2. Mas (Esp., Yamaha), à 58 min 29 s; 3. De Petri (It., Cagiva), à 2 h 27 min 27 s; 4. Picco (It., Yamaha), à 2 h 52 min 25 s; 5. Magnaidi (Fra., Yamaha), à 3 h 10 min 32 s. 3 h 10 min 32 s.

M. Jean Drucker n'est pas candidat à la présidence de l'AFP

M. Jean Drucker, PDG de M 6, a indiqué vendredi 12 janvier à la Correspondance de la presse, qu'il avait décliné l'offre qui lui avait été faite de se porter candidat à la présidence de l'Agence France-Presse. Le gouvernement avait pressenti M. Drucker en début de semaine. Compte tenu du retrait de la candidature de M. Bernard Roux, ancien président de Télérama, M. Jean-Louis Guillaud, actuel président de l'Agence, reste le seul candidat. L'élection

doit avoir lieu le 18 janvier. Pour être élu, le candidat doit obtenir douze voix sur quinze. Si M. Guilland n'obtient pas cette majorité au premier tour, un deuxième sera organisé.

M. Patrick Imhans, président de TV5-Europe. – M. Patrick Imhaus a été élu, vendredi 12 janvier, par le conseil de coopération de TV5-Europe, président de la chaîne de télévision francophone par satellite. TV5-Europe réunit trois chaînes françaises (TF1, A2, FR3), la Radio-Télévision belge francophone (RTBF), la Télévi-sion suisse romande (SSR) et le Consortium de télévision Québec-Canada (CTQC). M. Imhaus, quì préside depuis le 21 décembre Satellimage, le groupement d'inté-rêt économique gérant TV 5-Europe et regroupant Antenne 2 et FR3, succède à M. Jean-Jacques Célérier, dont le mandat arrivait à expiration. Enarque et diplomate de carrière. M. Imhaus a été notamment directeur du cabinet de M. Georges Filliond au secrétariat d'Etat aux techniques de communication (1983-1986), et conseiller de Ma Simone Veil, présidente de l'Année européenne du cinéma et de la télévision (1988). Il a présidé la délégation française à la confé-rence Est-Ouest sur les problèmes d'information qui s'est tenue à Londres an printemps 1989.

EGYPTE

Le président Moubarak limoge son ministre de l'intérieur

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a démis, vendredi 12 janvier, le général Zaki Badr de ses fonction de ministre de l'intérieur. Le général Abdel Halim Moussa, gouverneur de la province d'Assiout, en Haute-Egypte, a été nommé, par décret présidentiel, nouveau ministre de

LE CAIRE

de notre correspondant La langue débridée du général Zaki Badr lui a finalement coûté son portefeuille. Le ministre de l'intérieur limogé était, en effet, notoirement connu pour la verdeur de son langage connu pour la verdeur de son langage et, pariois même, ses propos grossiers. En mars, devant des journalistes étrangers, il avait traité l'ima Khomeiny de « chien ». Il avait ajouté en anglais : « Je m'excuse auprès des chiens, c'est un cochon » (le Monde du 22 mars 1989). Malgré les réactions de l'opposition, le président Moubarak avait implicitement soutenu son ministre.

Tout récemment encore, le général Badr, grand pourfendeur de l'islamisme devant l'Eternel, a qualifié publiquement les Frères musulmans de « frères du démon » et demandé aux responsables locaux présents de « couper le cou aux barbus porteurs de djellabas » (signes caractérisant les islamistes).

Le tribunal de commerce a choisi les repreneurs

Un troisième journal

M. Jean-Marie Le Pen

de « Minute »

Minute, qui se définissait volontiers comme l'organe d'expression de l'extrême droite française, mais indépendant d'un parti, risque fort, à l'occasion du choix de nouveau repreneur, de se rapprocher encore plus du Front national.

L'hebdomadaire, dont la diffusion, selon son éditeur, est de l'ordre de 50 000 exemplaires, avait été mis en règlement judi-ciaire fin novembre 1987. Son passif cumulé est de 27 millions de de 25 millions de francs.

Parmi les quatre solutions de reprise qui lui étaient proposées, le tribunal de commerce de Paris a choisi, le 11 janvier, le plan de M. Pierre-Guillaume d'Herbais. Ce plan, d'un montant de 2,8 millions de francs, prévoit le maintien de 25 salariés sur 52, surtout des employés. La majorité de la rédac-tion a en effet décidé de quitter le journal.

M. d'Herbais, enseignant à l'université Paris-I et consultant de la Société d'étude et de gestion des régimes sociaux (SEGRS), dont l'épouse est êlue sous l'étiquette Front national an conseil régional de Picardie, est associé pour la reprise de Minute à trois autres personnalités: M. Serge Martinez, qui dirige une société d'investisse-ment, élu lui aussi sous l'étiquette Front national dans le quinzième arrondissement de la capitale lors des municipales de 1989; M. Alain Renault, un ancien de Minute, qui prônait en 1987 le soutien incondi tionnel au mouvement de M. Jean-Marie Le Pen contre l'avis de l'actionnaire principal d'alors, M. Yves Montenay; et enfin M. Gilbert Caron, un imprimeur qui fabrique le quotidien Présent, proche du Front, aux côtés d'autres

titres. Le rédacteur en chef de Minute, choisi par les quatre repreneurs, est M. Serge Beketch, qui occupait le même poste à National-Hebdo (36 000 exemplaires vendus selon l'éditeur), journal qui soutient lui aussi le mouvement de M. Le Pen. Le tribunal a écarté trois autres plans de reprise de Minute : celui présenté par M. Jean-Claude Gou-deau, directeur du journal et PDG

de la société éditrice, la Société d'édition parisienne associée (SEPA), celui de MM. Roland Gaucher et Jean Bourdier, dirigeants de National-Hebdo et, enfin, celui d'un ancien grand reporter de *Minute*, M. Jacques Tillier.

M. d'Herbais et ses associés ent l'intention de faire de Mimate un l'intention de faire de Minute un hebdomadaire « moins sensationnaliste et plus pondéré qu'auparavant », qui « sera bien entendu de
droite mais sans être militant ».
Toutefois, l'identité politique des
nouveaux patrons du journal indique assez clairement que M. JeanMarie Le Pen ajoute à sa corbeille
médiatique — Présent et NationalHebdo — un troisième titre.

YVES-MARIE LABÉ

Le ministre avait aussi critiqué les divers courants de l'opposition égyp-tieme, les médecins, les ingénieurs, ls professeurs d'université et les cheiklis pour leur laxisme face aux « frères démons ». Mais il avait ensuite attaqué les avocats et la presse, qu'elle soit d'opposition ou officieuse, commettant ainsi une erreur fatale.

Les propos du ministre ont, en effet, provoqué une vive réaction non seulement an sein de l'opposition mais aussi dans les milieux proches da pouvoir. L'ordre des avocats, traditionnellement contestataire, a appelé à la grève générale. Le syndi-cat des journalistes a rejeté les « déclarations offensantes » du ministre. La presse de tous bords a tiré à boulets rouges, réclamant son

Devant ce tollé, M. Moubarak a finalement abandonné celui qui avait été, durant de longues années son fidèle serviteur en le limogeant - fait exceptionnel - un vendredi, jour du

neur en pays d'islam. La destintion du général Badr a été facilitée par le fait qu'il s'était créé de nombreux ememis au sein même du gouvernement. Il y a quelques amées, notamment, il avait accusé l'Arabie saoudite de soutenir les islamistes égyptiens, mettant ainsi dans un profond embarras la plupart de ses collègues. En outre, ses criti-ques contre les médias égyptiens, qui, selon lui, laissaient la part belle aux islamistes, ne lui avaient pas valu l'amitié du ministre de l'information.

L'influent président du Parlement n'avait pas non plus oublié le scan-dale causé par le général Badr quand celui-ci en était venu aux mains avec un député de l'opposition.

La décision de M. Moubarak a été chaleureusement accueillie par l'opposition. Al Wafd, le quotidien du Parti libéral, a consacré sa manchette à « la chute du dictateur Zaki à « la chute du dictateur Zaki Badr ». Le journal, qui affirme que « l'Egypte est en fête », accuse l'ancien ministre d'avoir « égorgé la démocratie et jeté en prison les intellectuels ». L'éditorialiste adresse un « grand merci à Moubarak » qui « s'est mis sur la longueur d'onde de l'optnion publique ». Une opinion partagée par le chef du Rassamblement progressiste unioniste (marxiste ment progressiste unioniste (marxiste nassérien) M. Khaled Mohie El

Les divers responsables de l'oppo-Les divers responsables de l'opposition souhaitent enfin que cette
mesure marque le début d'une « ère
nouvelle de plus grande démocratie »
et réclament, pour l'étape suivante,
l'abrogation de la loi de l'état
d'urgence sévissant en Egypte depuis
l'assassinat du président Sadate en
octobre 1981. Ils espèrent que le nouveau ministre de l'intérieur mettra fin
aux méthodes musclées de son prédécesseur à l'égard des opposants de
tous bords. Ce souhait pourrait être
exaucé par le général Abdel Halim
Moussa, qui s'est révélé un homme
pondéré au cours de ses trois années à
la tête du fief islamiste qu'est la proa tête du fief islamiste qu'est la pro-

ALEXANDRE BUCCIANTI

Les relations franco-japonaises

Un monument de malentendus

Venant de Londres, où Il s'était entretenu avec Mª Thatcher, le premier ministre japonais est arrivé à Rome vendredi 12 janvier dans la soirée. Le chef du gouvernement italien, M. Andreotti, a assuré M. Kaifu que la perestroïka permettrait une amélioration des relations nipposoviétiques. Après Rome, M. Kaifu devait se rendre à Varsovie et à Budepest avant de regagner son pays. Un projet de monument pour l'île d'Awaji illustre les maientendus entre le Japon et la France, où M. Keifu avait fait étape jeudi.

Une idée, un site, un projet : le « Symbole France-Japon », idée de monument lancée, il y a quatre ans, par Philippe Quéau, a pris la forme du prolet d'un architecte français, Patrick Berger, qui pourrait être réalisé dans l'île d'Awaji, face à Osaka. Mais l'absence de M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, lors de la cérémonie organisée à Paris jeudi 11 janvier à l'occasion de la visite du premier ministre japonais, M. Kaifu, accentue l'impression délà ressentie par les partenaires nippons que le symbole, si symbole il y a, est plutôt celui des malentendus.

Le projet choisi par concours (au deuxième tour parmi trois cent trente-trois propositions) consiste à extraire, dans l'île de Batz, face à Roscoff, en Bretagne, un bloc de granit e vieux de deux milliards d'années », long de 300 mètres et large de 11 mètres, à le transporter dans l'île d'Awaji et à l'incruster dans le sol comme base d'un portique monumental qui, à 79 mètres de haut, dress rait une lame de bronze de la même longueur, supportée par des piliers de verre. L'horizontalité du monument a été vouticalité habituelle. Côté français, la trace de l'extraction serait conservée et un jardin de sable exprimerait « la méditation extrême-orientale sur l'éphémère ».

En présentant cette image de « la communication entre les peuples, les âges, les régions et les hommes », les promoteurs de cette initiative privée font référence à la Statue de la Liberté, offerte par le peuple français aux Américains là la suite d'une souscription nationale et d'un battage politico-publicitaire sans précédent). Pourtant les circonstances sont largement diffé-

Seul, M. Ransch...

Les promoteurs avaient laissé entendre qu'elle bénéficierait d'un soutien officiel et peut-être du haut patronage du président de la République. Or ni l'Elysée ni le ministère des affaires étrangères n'ont exprimé jusqu'à présent le moindre intérêt. En fait, c'est M. Rausch, qui préside le comité d'honneur de l'association de soutien composée notamment de chefs d'entreprise, éventuels sponsors, qui a signé, à l'automne demier, un protocole d'accord avec le gouverneur de la préfecture de Hyogo, dont dépend l'île d'Awaji, sans que le montant de la participation française soit précisé.

Très désireux de recevoir. selon leur interprétation, cette illustration du passage du flambeau de la civilisation à leur pays, nation du siècle prochain, les Japonais sont sans doute prêts à financer euxmêmes le « cadeau » (un coût de 700 millions de francs a été avancé, mais certaines estimations font état du double). Mais ils ent aussi attachés à un minimum de formes. Surtout pour un « symbole »...

MICHÈLE CHAMPENOIS

LA REVUE Nº3 DES JOURNAUX DU TEMPS PASSE : Directeur : André Rossel

La 5ème colonne en 1792 Valmy... une simple canonnade? Le paisible mois de juillet 1914 Un centenaire oublié : Le 1ª mai Prévisions astrologiques dans la Presse et en "tiré à part" DIX JOURNAUX REPRODUITS INTEGRALEMENT 6 de 1792. 4 de 1914

Chez votre marchend de journaux. Le nº 59 F Abt un an 185 F 4 Nºs 16, rue Douy-Delcupe 93100 Montreu



n, with 1 The state of . .. 1 . 1.7.14

5 K 5 B

5.30

72 MA

1.5 5 - 4 - 4

1 1 217a

S 100 M

100 6 981

1.00

The second s

1 JAN 44

11.00(1.2)

The second

1 144

· -.

2 84

200

1.6

18 50

1 14-14

Stee .

15 15 S 40 W

P. Carlotte

Mariana de Care

1

1

100

5 1 5 B

4

F 11.

the second

2

**** - · · ·

Programme and the

4--

And the second s

E Established

No. of the last

alliji.

A Second Second

1...

Service Control

etan yang di

4.

9-1-6-68

in rouseau ...

4500 B

-

15

22 14 100

2

- 1 th Gen 1 E 194

is a 3# 3#

NOU 1000